

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA COOPÉRATION EN ROUMANIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée par

M. Alexandre CHABERT

sous la Présidence de M. J. LESCURE

Professeur à la Faculté de Droit de Paris

Président : M. LESCURE, Professeur.

Suffragants $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. PICARD.} \\ \text{M. NOYELLE.} \end{array} \right.$

PARIS

IMPRIMERIE DU PALAIS

20, RUE GEOFFROY-L'ASNIER, 20

1940

**LA COOPÉRATION
EN ROUMANIE**

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA COOPÉRATION EN ROUMANIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée par

M. Alexandre CHABERT

sous la Présidence de M. J. LESCURE

Professeur à la Faculté de Droit de Paris

Président : M. LESCURE, Professeur.

Suffragants $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. PICARD.} \\ \text{M. NOYELLE.} \end{array} \right.$

PARIS

IMPRIMERIE DU PALAIS

20, RUE GEOFFROY-L'ASNIER, 20

1940

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MON PERE

mon affection filiale et ma reconnaissance.

LA COOPÉRATION EN ROUMANIE

INTRODUCTION

Considérations générales sur l'évolution de la notion de coopération

PREMIERE SECTION

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR L'ÉVOLUTION DE LA NOTION DE COOPÉRATION

La Coopération, dit-on, est la seule expérience sociale du XIX^e siècle qui ait réussi... !

Rien de plus vrai que ces paroles quand on regarde le nombre massif des coopératives disséminées à travers le monde, dans tous les pays du globe quel que soit leur degré d'avancement sur l'échelle de la civilisation, quelles que soient leurs traditions spirituelles ou leur mode de vie.

Le succès prodigieux des coopératives s'explique aisément à la lumière de l'analyse des causes qui les ont engendrées. En effet, elles sont issues des nécessités profondes des masses populaires dans leurs luttes quotidiennes en vue d'atteindre une meilleure condition économique par elles-mêmes.

Les misères sociales que la phase d'essor de l'industrialisme du XIX^e siècle provoqua parmi les ouvriers, conjuguées à l'indifférence olympienne du capitalisme dit « libéral » de l'époque, amenèrent les 28 Pionniers de Rochedale à unir leurs faibles forces morales et matérielles en vue d'une vie

meilleure. Le milieu ambiant sous tous ses multiples aspects politiques, économiques et sociaux, dans lequel les premières Coopératives virent le jour était sensiblement différent de celui de nos jours.

C'était l'époque (1843) du libéralisme intégral synthétisé dans la formule du « laisser faire ».

C'était l'époque du suffrage universel, de la démocratie triomphante (1848) et des hymnes enflammés adressés à la Liberté, déesse toute protectrice.

L'Etat apparaît aux yeux des hommes de ces temps sous les traits vulgaires d'un simple gardien de l'ordre démocratique, placé par eux au-dessus des contingences politiques et des actions momentanées.

Il n'est donc pas étonnant qu'au milieu de l'ivresse provoquée en Europe par l'idée d'égalité et de liberté, l'association coopérative en soit influencée et qu'elle prenne par l'effet d'un phénomène de mimétisme social la couleur du milieu ambiant. Et c'est pour cela que dès la première heure de son existence, la Coopérative s'approprie ces deux idées de liberté et d'égalité dans son mécanisme fonctionnel. Transposées sur le plan des principes coopératifs, elles s'expriment par :

a) L'adhésion libre au sein de la coopération;

Toutes les personnes sont admises à en faire partie à leur gré, d'y entrer ou de s'en aller.

C'est le principe de la porte ouverte...

b) L'égalité des voix des associés. Chaque membre participe à la direction de l'entreprise coopérative *intuitæ personæ* et non pas en tant que possesseur d'un capital souscrit ou versé. C'est la consécration du principe de la démocratie économique. Dans le milieu ambiant du libéralisme économique, les entreprises coopératives se définissent donc dans le même sens libéraliste et elles deviennent à leur tour des cellules de démocratie économique (1).

Le succès dans le monde de la formule coopératiste ainsi

(1) V. L. Brocard, « La Coopération et le Mouvement Coopératif », Paris 1927, Passim.

V. également « La Coopération et l'Etat dans l'organisation des services publics », p. 15, de L. de Brouckère, Bruxelles 1938.

cristallisée fut énorme, comme nous l'avons déjà mentionné, et cela, malgré l'échec temporaire qu'elle a pu enregistrer, sous ses diverses formes, dans les divers pays et à diverses époques. A cet épanouissement coopératif ne contribua pas moins indirectement le principe de la libre concurrence, en même temps que l'attitude de passivité de l'Etat démocratique, en face de ces noyaux de vie collective, que sont les coopératives. Mettant tout particulièrement à son profit, le postulat libéraliste d'un cadre où la libre concurrence peut jouer librement, la coopération, cellule germinative d'une future économie collective se développa au sein de l'économie libéraliste « comme le ver dans la pomme », selon l'expression imagée d'un illustre coopérateur (1).

En même temps, la passivité de l'Etat démocratique devant le déroulement des phénomènes économiques, lui assura la plus complète garantie de libre développement.

« L'histoire nous montre une corrélation certaine entre l'existence et le progrès de la démocratie et celui des organisations coopératives. C'est que le progrès de l'une a facilité grandement le progrès de l'autre. » (2)

Devant l'importance du mouvement coopératif et des résultats obtenus diverses positions idéologiques ont été prises à son égard :

1° C'est ainsi que les fondateurs et les économistes libéraux Schulze, Delitsche Raiffeisen, Bastiat, etc., voyaient dans la coopération qu'une simple forme d'entreprise destinée à se développer à côté des autres entreprises dans le cadre et dans l'esprit de l'économie capitaliste libérale;

2° Les socialistes méprisèrent d'abord la coopération (Karl Marx), mais ils finirent pas reconnaître l'utilité de la coopération en tant qu'instrument politique « en vue de la victoire finale ». (L. Bertrand, Bernstein, etc.) (3) :

(1) V. l'art. de Tanner, « La Coopération dans les divers systèmes économiques », dans les Annales de l'Economie Collective. Mai-décembre 1937.

(2) V. G. Prache, « Les Coopératives et la politique » dans « L'économie et la politique », « Inventaire ».

(3) V. G. Mladenatz, « Histoire des Doctrines Coopératives », Paris 1933, pp. 181-185, 223.

3° Enfin, le troisième courant doctrinal, celui représenté par l'Ecole de Nîmes (Charles Gide, Ernest Poisson, Bernard Lavergne) groupe les tendances les plus modernes, rêve d'une sorte de « République coopérative » (1) où, grâce au mécanisme de la ristourne, se fera une nouvelle répartition des revenus nationaux en faveur des consommateurs, le facteur déterminant de l'économie, prétendent-ils. Ce nouvel « Ordre coopératif » (2) saura préserver les proportions d'un juste milieu entre les excès d'un libéralisme par trop inhumain ainsi que trop chaotique est un collectivisme centralisateur mais destructeur d'initiative privée.

Les espoirs enthousiastes de ces derniers penseurs de mérite se trouvent aujourd'hui en face de nouvelles réalités, lesquelles au terme de leur évolution peuvent leur causer d'amères déceptions.

Les transformations politiques ou économiques de ces dernières décades n'ont pas été sans échos sur la vie des coopératives et d'une manière générale sur l'existence de toutes sortes d'autres entreprises quelle que soit leur nature. C'est ainsi que sous le poids des effets combinés de la guerre mondiale et des misères économiques qui s'en est suivie, l'Etat intervient de plus en plus activement dans la marche des faits économiques.

« L'Etat est à la fois concurrencé et menacé par les intérêts économiques. Il est pénétré et investi par eux. Il est en tant qu'appareil de contrainte au service d'un ordre politique qui en tant que tel implique subordination de l'Economie à des valeurs morales. Au surplus on peut dire qu'il n'est plus extérieur à l'économie et qu'il se trouve placé au plein centre de son fonctionnement. » (3)

La subordination de l'économique au politique manifestée sous des formes insinueuses ou franches, de réglementation de commerce extérieur, contrôle des changes, de politique

(1) V. livre Ernest Poisson, « La République Coopérative », 1921, p. 69 et suiv.

Ibid. « Démocratie et Coopération », Paris 1932, p. 174.

(2) V. *Ibid.* B. Lavergne, « L'ordre coopératif », Paris 1927.

(3) V. F. Perroux, p. 485, « Cours économie politique », Paris 1939.

autarcique, se concrétise généralement par un double dépérissement de la libre concurrence et de la liberté d'action des entreprises économiques. Parallèlement à cette intrusion étatique dans le complexe économique, le monde politique subit lui-même des changements notables. Dans un nombre de pays important, l'idéal de liberté politique du siècle passé paraît vouloir s'effacer progressivement devant la marche triomphante de la notion d'autorité. Les régimes démocratiques y font place à la conception hégélienne de l'Etat totalitaire.

— « Der Staat die Totalität des Lebens ».

Dans la conception totalitariste de l'Etat, celui-ci est loin d'avoir une attitude molle, indifférente devant les injustices sociales engendrées par l'effet du libre jeu de l'offre et de la demande. Il s'insurge contre l'optimisme libéraliste un peu béat d'un ordre économique réglé spontanément et y entend opposer un planisme rationnel et volontariste. L'Etat est en vérité le grand maître et entend imposer sa volonté à tous.

Telles étant les choses, comment les coopératives ont-elles réagi devant ces transformations économiques et politiques du milieu? La réponse qu'on pourrait donner à cette question est différente suivant la catégorie de coopérative qu'on envisage, soit que l'on se tourne vers les coopératives de consommation ou les coopératives agricoles. Examinons leurs situations séparément.

a) Les coopératives de consommation ont eu d'une manière générale le plus à souffrir de la décadence de l'esprit libéralo-démocratique, surtout dans les pays totalitaires.

C'est ainsi qu'en Italie, le régime mussolinien après avoir purifié par le feu et la violence les coopératives de consommation des éléments marxistes, il les encadra dans l'idéologie fasciste. (Ente nazionale fascista delle cooperazione). Mais toute velléité de transformation sociale, tout l'idéal politique leur fut dorénavant interdit (1).

(1) V. M. Pienesco, « Le Régime fasciste italien, la Coopération et l'Agriculture », p. 59, en roumain.

V. Fabbri Giovanni, « La cooperazione nell'ordinamento corporativo », Milano 1935, pp. 243-250.

V. Gobi Ulisse : « La cooperazione dall'economia capitalista a l'economia cooperativa », Milano 1932.

En Allemagne les coopératives de consommation encoururent la même hostilité violente de la part des nazis, hostilité déclanchée sous l'empire de mêmes considérations politiques. En plus de crises violentes, dévastations, incendies, une loi du 21 mai 1-35, sous prétexte de rationalisation commerciale et d'assainissement financier fait dissoudre ou fait passer à des simples commerçants 60 % du nombre des entreprises coopératives (1).

Enfin, en Russie soviétique, dans le mois de septembre de la même année 1935, les coopératives urbaines ont été supprimées, leur actif imposant passant dans la possession des magasins de l'Etat.

La genèse du conflit idéologique entre les régimes autoritaires et la coopérative de consommation résiderait d'après certains auteurs dans leurs prétentions réciproques et par là même contradictoires, de résoudre les problèmes sociaux chacun à sa manière, l'Etat autoritaire par un planisme rigoureux et la coopération de consommation par l'extension généralisée de cette formule.

« Tant que l'Etat a assisté indifférent devant l'usure et l'abus du commerce, se défendent ces mêmes auteurs (2), la coopération, le self-help, avait un champ d'activité totale où elle ne rencontrait aucun obstacle, mais elle perd ce privilège, le jour où devant elle l'Etat s'est avisé de prendre en mains la surveillance de l'ensemble des secteurs économiques et de corriger lui-même les diverses frictions des rouages du mécanisme économique. Et ce n'est que lui-même qui désormais va porter remède là où le besoin s'en fera sentir.

Le conflit idéologique dans les états totalitaires que nous venons de dessiner se double en outre d'un autre, beaucoup plus ardu celui-là d'origine purement politique : le souci de contenter la clientèle politique des régimes dits fascistes, les classes moyennes, petits commerçants, artisans, etc. Ceux-ci ont souvent demandé à grand fracas des mesures contre l'ex-

(1) V. Dr Reinhold Henzler, « Le mouvement coopératif en Allemagne », Revue des études coopératives, octobre-décembre 1938.

(2) V. Kuncs, Revue Etudes Coopératives. p. 104, octobre-décembre 1938. La discussion au 5^e Congrès de l'Institut international des Etudes Coopératives. Cambridge 24-27 août 1938.

tension des coopératives (1). Enfin, parmi les dernières considérations qui militent contre les coopératives de consommation, il est à remarquer aussi l'attention toute spéciale dont jouissent les producteurs au sein de l'Etat totalitaire à l'opposé du sort volontairement négligé des consommateurs dans ces mêmes états (2).

Les obstacles à l'expansion des coopératives de consommation ne se lèvent pas cependant seulement dans les pays dont l'idéal est tourné vers la formule totalitaire, mais même dans des pays à vieilles traditions démocratiques et libéralistes à la fois, tels la France, le Danemark, la Norvège, etc. C'est ainsi qu'en France l'expansion des actuelles coopératives est empêchée dans le domaine de la meunerie, de la menuiserie, de la cordonnerie, de la distillerie, etc., sous prétexte que le nombre actuel des entreprises suffisent aux besoins (3).

Au Danemark le code industriel du 28 avril 1931 interdit aux sociétés coopératives qui vendent à des non-membres (et qui représentent environ 50 % du total) de gérer plus d'un magasin (4). Donc, qu'on soit dans un pays autoritaire ou démocratique, des barrières s'élèvent devant la marche triomphante des coopératives de consommation.

b) Les coopératives agricoles qu'elles soient ou non considérées comme des coopératives (5), subissent un sort tout différent de celui des coopératives de consommation. A l'encontre de ces dernières, elles paraissent jouir d'une exceptionnelle faveur là où des mesures d'économie dirigée ont été prises.

(1) V. E. Poisson, « La Coopération dans les systèmes totalitaires », *Revue des études coopératives*, juillet-septembre 1937.

(2) Cf. l'article de Bernard Lavergne dans la *Revue des Etudes coopératives* de juillet-septembre 1937 sur la « Doctrine corporative et la coopération ».

(3) Cf. décret Laval 30 octobre 1935 relatif au contingentement de la meunerie et voir aussi le rapport du sénateur Bouilly aux journées parlementaires de la coopération du 3-4 mars 1938. *R. Etudes coopératives*, avril-juin 1938, p. 229.

(4) V. également le rapport présenté par le B.I.T. sur « Les organisations coopératives et Les interventions des pouvoirs publics dans le domaine économique », pp. 35-36. Genève 1939.

(5) Cf. controverse B. Lavergne dans les *Coopératives de consommation*, pp. 6-7, et Auge-Laribe (*Syndicats et Coopératives Agricoles*, p. 16, Paris 1926).

Dans la plupart des cas ces coopératives agricoles ont été embrigadées dans les organismes ayant comme politique une meilleure valorisation des produits agricoles. Pour mémoire nous en citons quelques-uns : aux Etats-Unis le Farmer's national grain corporation, les pools agricoles au Canada, en Australie la Société coopérative Bulk Handling Ltd, en France l'Office du blé, en Roumanie l'Institut National de la Coopération, en Hongrie la Société Coopérative Futura, en Suisse, l'Union Centrale des Produits du Lait, en Afrique du Sud, en Norvège, etc. Envisagé sous l'angle des associations agricoles la position de la coopération dans le cadre de l'économie dirigée paraît des plus solide et c'est sous l'impression probable de cette perspective favorable que certains coopérateurs affirment qu'il n'y aurait pas de conflit de compétence entre la coopération et l'esprit de l'économie dirigée.

« Au contraire, écrit un des plus éminents coopérateurs finlandais, M. Tanner, la coopération et l'économie dirigée proprement dite marche vers le même but quoique dans des méthodes tout à fait différentes » (1). A sa suite, un autre coopérateur distingué, Mladenatz (2), écrit de même, que la coopération qu'il appelle « un secteur d'économie organisée » s'encadre parfaitement dans le concept d'économie dirigée synonyme d'après lui avec le terme d'économie organisée. Rien n'empêche d'après cet auteur qu'au bout de cette évolution non encore précisée de l'économie dirigée de nos jours s'instaure une économie nationale coopérative, résultant de la fédéralisation, par catégories et par régions de toutes les coopératives d'un pays, un immense organisme pyramidal.

« Il en résulte donc, conclut ce même auteur, que le sys-

(1) V. l'article précité de Tanner.

(2) V. G. Mladenatz, *Revue Coopérative internationale*, janvier 1937, sur « l'Economie dirigée ».

Ibidem, La Coopération et l'Economie agricole, p. 9, en roumain. Buc 1935.

Cf. ég. sur l'importance des coop. agricoles pour l'Office du blé en France, Conseil national économique, rapport présenté par André Cramois, Melun 1937, p. 17.

tème coopératif correspond aux aspirations légitimes des générations actuelles ».

A la lecture des articles et ouvrages de ces auteurs, l'avenir des Coopératives agricoles, comme nous le voyons, paraît assuré et à l'abri de toute surprise à l'avenir.

Malheureusement, le même sentiment d'optimisme n'est pas partagé par ceux qui s'intéressent au sort des coopératives de consommation. C'est surtout l'imprévu de l'évolution politique prochaine qui les inquiète le plus.

« Dans la mesure où les Etats évoluent vers des formes dictatoriales, prévoit l'un d'eux, il faut s'attendre à ce que des coups plus ou moins rudes, soient portés à la coopération même politiquement indépendante et que les principes les plus sains lui soient même contestés. » (1)

Cette offensive contre les bases mêmes de la coopération telle quelle, que l'auteur ci-dessus mentionné pressent n'a pas été longue à se déclencher. Déjà, elle cherche à démolir le self-help et la libre adhésion considérée par certains auteurs (2) comme des vestiges inutiles d'une période libéraliste. Ces mêmes auteurs, en quête d'une innovation doctrinale ne reculent même pas à préconiser à la place du self-help l'adhésion obligatoire des membres au sein de la coopération (3).

A la réflexion, l'antipathie que les Gouvernements totalitaires expriment envers les entreprises coopératives, bâties sur les traditionnelles règles de libre adhésion, de gouvernement démocratique, etc. (4), est des plus logiques, des plus naturelles, car nous posons nous la question « ne serait-il pas très dangereux pour un tel régime d'admettre que subsiste et se fortifie en son sein une source vive de cette démocratie qu'ils déclarent incapable et néfaste et qu'ils prétendent abattre ? » Quoi qu'il en soit, toujours est-il que devant les perspectives

(1) V. G. Prache, *ibid.*, p. 181.

(2) Cf. l'article du Prof. Ihering sur « La Coopération et l'Economie dirigée ». *Etudes coopératives*, octobre-décembre 1936.

(3) Entre autres, l'exemple des pays scandinaves où la vente du lait par coopération a été rendue obligatoire leur sert de point d'appui à leur thèse. V. rapport publié par B.I.T., le rapport précité, p. 27.

(4) V. l'article du Dr Fauquet, *Revue des Etudes coopératives*, juillet-septembre 1937, p. 257, sur les Règles coopératives de Rochedale.

peu rassurantes pour les coopératives de consommation dans les régimes totalitaires fascistes ce n'est pas étonnant que le président de l'Alliance Coopérative Internationale, M. May, déclare péremptoirement qu'il y a une nécessité vitale pour la coopération de consommation de vivre dans un régime libre et démocratique, car « l'avantage principal de la coopération ne réside pas tant dans un système particulier d'économie, lequel est toujours sa charpente essentielle, que dans son appel à la conscience et à la dignité de l'homme. La coopération montre aux individus des modèles moraux et sociaux lesquels peuvent seuls rendre puissante la force collective du mouvement coopératif, l'absence de ces modèles réduit la coopération au niveau bien bas du commerce de détail dépourvu de tout pouvoir de donner une réelle indépendance à la masse de la population » (1).

Dans le cadre de cette brève introduction générale, nous avons voulu indiquer succinctement la position complexe de la coopération dans le devenir des faits sociaux, politiques et économiques, ceci dans l'intention bien compréhensible d'éclairer davantage les divers aspects de l'étude qui nous intéresse et que nous allons aborder après une courte fixation de position, relative au cadre biogéographique du mouvement coopératif roumain.

DEUXIEME SECTION

LE CADRE BIOGÉOGRAPHIQUE DU MOUVEMENT COOPÉRATIF ROUMAIN

La Roumanie (295.049 km²) est un pays éminemment agricole, car le 80 % de ses habitants tirent leur subsistance du travail de la terre (population en 1937 : 19.535.398, dont la population rurale s'élève à 14.405.989 habitants). L'industrie s'y est surtout développée depuis peu de temps : la petite et moyenne industrie, après 1850 et la grande (Resitza, Malaxa, à peine après la réunion en 1918, à la Patrie mère, des riches provinces roumaines détachées de l'Empire Autro-Hongrois).

(1) V. l'article May, l'Alliance coopérative internationale doit-elle toujours combattre pour la liberté ? *Revue Coop. int.*, p. 106, mars 1939.

La culture principale de la terre tend surtout à la production des céréales, du blé, du maïs, etc., très peu de place étant laissée dans l'économie paysanne aux diverses occupations accessoires, si fructueuses pourtant, telle l'industrialisation des produits agricoles, la zootechnie, la viticulture. Cependant, en dépit de son peu d'importance relative, l'industrie roumaine arrive, à une production égale en valeur à celle de l'agriculture, malgré le nombre considérable d'hommes, de capitaux et de l'étendue des terrains cultivés en agriculture (13.445.124 hectares d'un total de 29.000.000 d'hectares). C'est ainsi que le chiffre de la valeur des produits industriels s'élève pour l'année 1938 à 64 1/2 milliards de lei, tandis que pour la même année, la valeur des produits agricoles est chiffrée à 64 milliards 250 millions de lei, donc elle est même inférieure à celle de l'industrie (1).

L'outillage du paysan roumain se réduit à la plus simple expression, aux quelques outils d'allure patriarcale absolument indispensables : une charrue, des faux, des herbes et rien ou très peu de machines agricoles : batteuses-faucheuses, tracteurs, etc. Son cheptel composé généralement d'une paire de bœufs, de chevaux, volailles de basse-cour, etc., et cela quand il existe est souvent aussi mal nourri et d'une mine aussi pitoyable que le paysan lui-même. D'ailleurs, ces conditions d'existence s'accordent bien aux moyens du paysan, sa vie modeste exige très peu de besoins, satisfaits pour la plupart du temps dans le cercle restreint de l'activité de son ménage. L'économie paysanne roumaine garde encore toutes les caractéristiques d'une économie familiale qui se suffit à elle-même, dans la majorité des cas, très peu d'objets produits alimentaires, semences, instruments aratoires, etc. étant requis au commerce intérieur ou extérieur du village. De même la culture de la terre est faite d'une manière extensive comme dans tous les pays riches en terre, en hommes et faibles en capitaux.

En raison de ce fait, le rendement par unité de terrain cul-

(1) Les plantes industrielles les plus cultivées sont, en 1937, le tournesol sur 139.125 ha., le colza 60.151 ha., le chanvre, le soya, etc. Ministère de l'Agriculture, « Semnabul », 27 août 1939.

tivable à l'hectare est naturellement faible (9,1 quintaux par hectare en 1937). D'ailleurs, l'investissement des capitaux à l'hectare en Roumanie est extrêmement faible, c'est ainsi qu'il a été évalué à 756 francs suisses-or, tandis qu'en Suisse, pour prendre un point de comparaison avec un pays à culture intensive, caractérisée par un grand investissement de capitaux, il s'élève à 7.748 francs suisses or, donc, à 10 fois plus, de même, tandis que le revenu brut à l'hectare s'élève dans ce dernier pays à 1.259 francs-or, il n'est en Roumanie que de 267 francs-or, par conséquent, beaucoup inférieur à celui d'autres pays.

La rentabilité des exploitations paysannes (1).

PAYS	CAPITAL INVESTI EN FRANCS	
	REVENUS BRUTS	SUISSES OR (1930)
Suisse	1.258	7.748
Danemark	1.115	3.247
Allemagne	676	2.750
Roumanie	266	756

Ce qui aggrave encore cette situation précaire de la situation extensive même, si peu rentable par ailleurs, ce sont les deux facteurs suivants :

- a) Le morcellement de la propriété paysanne ;
- b) Le surpeuplement agraire.

a) *Le morcellement de la propriété.* — La statistique de la répartition des terres parmi les paysans indique que la majorité des propriétés rurales se composent de parcelles d'une étendue de 5 hectares et même inférieure à 3 hectares, ce qui est nettement insuffisant pour assurer au paysan un minimum de vie décente, lequel ne peut être préservé que grâce à une propriété d'au moins 5 hectares (2).

(1) V. Galan, « l'Agriculture et la Coopération », p. 29, Bucarest 1937.

(2) V. même auteur, rapport dans « Les problèmes bancaires et financiers », en roumain, p. 168, Bucarest 1938.

Dimensions des exploitations paysannes roumaines.

LES DIMENSIONS DE L'EXPLOITATION	PROPORTION % DE CES EXPLOITATIONS	
	NOMBRE	SUPERFICIE
Jusqu'à 5 ha	82,70 %	44,98 %
De 5 à 10 ha	12,02 %	19,14 %
De 10 à 20 ha	4,76 %	17,23 %
Au-dessus de 20 ha	0,52 %	21,65 %
	100	100

La lecture des chiffres du tableau ci-dessus montre que 80 % du nombre total des exploitations en Roumanie est inférieur à 5 %, totalisant 42 % de la superficie des terres cultivables. Ce morcellement excessif des propriétés rurales en Roumanie paraît ne pas avoir d'équivalent en Europe, si l'on en juge d'après la structure des propriétés dans d'autres pays, comme le laisse d'ailleurs voir le tableau suivant :

La propriété inférieure à 5 hectares (1).

PAYS	NOMBRE DES EXPLOITATIONS	SUPERFICIE TOTALE EN %
Roumanie	82,70	41,98
Norvège	80,60	35,87
Suisse	59,68	19,28
Bulgarie	57	22,20

C'est donc la Roumanie qui détient le triste record de tous les pays en Europe d'être celui dont la propriété est la plus morcelée et partant, la plus insuffisante à faire vivre à un standard élevé sa population laborieuse.

(1) *Ibidem*, Galan, ouvrage cité, p. 22.

b) *Le surpeuplement agraire.* — C'est la deuxième caractéristique spécifique du milieu rural roumain, résultant d'un excédent de natalités malgré une forte mortalité infantile (178 %) signe révélateur du mauvais état d'hygiène des villages. (Taux de natalité, 1937 : 30,8 pour mille habitants, celui des mortalités de 19,4 pour mille habitants, d'où un excédent de 11,5 pour mille habitants.)

Si, par ailleurs, cette situation démographique favorable ne peut que faire réjouir tout bon Roumain, d'autre part, cette même « poussée biologique », faute de débouchés éventuels (1), ne peut que peser sur le niveau économique du pays, en influençant dans le sens de sa baisse. C'est donc à juste titre que des personnes avisées crient au surpeuplement démographique en Roumanie, dont la situation est du reste similaire à celle d'autres pays du Sud-Est européen (2).

En résumé, les exploitations trop petites, certaines même non viables, inférieures à 3 hectares, cultivées d'une manière rudimentaire, à l'aide d'une technique vieillotte, ne peut aboutir en Roumanie qu'à une misère sociale des plus inquiétantes.

« Il y a en Roumanie, comme nulle part ailleurs sur le

(1) Le surpeuplement par unité d'ha. cultivé est visible par le fait que la densité par ha. cultivé est de 81,59, tandis que la densité générale du pays s'élève à 61,10 habitants par km², chiffre même nettement inférieur au premier.

(2)

PAYS	NOMBRE D'AGRICULTEURS PAR KM ² DE SUPERFICIE CULTIVÉE	NOMBRE D'HABITANTS PAR KM ²
	—	—
Bulgarie	89,62	57,60
Roumanie	81,59	61,10
Pologne	79,75	85,20

Cette éventualité de rétrécissement économique est illustrée davantage par la comparaison entre l'index de la population et celui des capitaux. L'index de la population s'accroît à un rythme beaucoup plus rapide que celui des capitaux, ce qui se voit surtout si l'on prend comme indice de base de l'augmentation du total des capitaux et de la population l'année 1910.

1912 = Vieux royaume 1930 = Grande Roumanie

	—	—
Index de la population	121 %	249 %
Index du capital	110 %	150 %

globe, lit-on dans un rapport adressé à une Assemblée coopérative, 45.000 chaumières, de véritables fossés sans aucune fenêtre ou cheminée, et plus de 2.000.000 de maisons qui n'ont, en guise de plancher, que la terre dure (1). »

« Donc, conclut ce même rapport, plus de 10.000.000 de personnes vivent dans le pays dans des conditions misérables (2). »

Si ces conditions de vie plus qu'alarmantes de l'agriculture roumaine devaient se perpétuer, les prophéties peu rassurantes du statisticien allemand Rheitinger n'auraient que trop de chance à s'accomplir. Celui-ci prévoit si le rythme de l'accroissement de ces peuples reste le même, une véritable ruée d'hommes des pays de l'Europe orientale et du Sud-Est vers les richesses appétissantes de l'Occident. Naturellement, cette ruée se fera 30 années après la parution de son livre si le taux de la natalité d'Occident reste toutefois aussi statique (2).

Quoi qu'il en soit, en Roumanie, pays agricole de petites propriétés, la Coopération est apparue, dès le début, comme la seule possibilité économique intérieure de relever le niveau social si bas du pays. C'est pour cet ensemble de raisons que la coopération est en train de gagner en Roumanie l'importance d'une institution à grand rayonnement national, situation analogue, bien que moins bien mise en relief, à celle des pays essentiellement coopérateurs, le Danemark, la Hollande et surtout la Finlande.

La coopération roumaine, comme nous l'avons vu, est d'une nature essentiellement agricole, les conditions objectives d'une éclosion de coopérative économique, de consommation et de production faisant défaut, à savoir, un cadre urbain développé et une substance organisée, un prolétariat urbain, nombreux et éduqué *a priori* dans l'esprit de solidarité. C'est en considération de cette réalité roumaine que l'effort principal de

(1) Rapport lu à l'Assemblée de la Centrale coopérative d'Importation et d'Exportation, 8 mars 1936.

Voir également l'Alimentation dans ses rapports avec l'hygiène, l'agriculture et la politique économique. S.D.N., Genève 1937, p. 342-345.

(2) Rheitinger, *Das Wirtschaftliche Gesicht Europas*, Stuttgart 1936, p. 144 et suivantes.

notre étude sera centré principalement sur l'analyse de conditions et de résultats de la coopération agricole et ce n'est qu'incidemment que nous ferons allusion aux diverses manifestations urbaines, très peu dignes d'intérêt à notre avis, pour être étudiée à fond en Roumanie (1).

Avant d'aborder l'étude proprement dite du sujet que nous nous proposons d'examiner, nous voulons préciser dès l'abord la notion de coopération, telle qu'elle nous a paru correspondre à la réalité du fait lui-même et qui est naturellement, croyons-nous, celle des premiers Pionniers. Ceci est fait dans le souci bien compréhensible de vouloir couper court à tous les malentendus qui pourraient se faire jour quant à la notion de « coopération », d'autant plus que dans la doctrine même l'incertitude la plus complète règne encore sur son contenu exact et partant, sur sa définition (2).

En ce qui nous concerne, la définition la plus conforme à la réalité nous a paru être celle qui s'inspire des principes proposés par M. Albert Thomas, au X^e Congrès coopératif international de Gand. Sur le plan de pensée de celui-ci la coopération serait « une association libre de travailleurs ayant une organisation démocratique, pratiquant le système des portes ouvertes, qui cherchent à satisfaire certains besoins économiques et à fortifier l'indépendance de ses membres par l'intermédiaire de ces organisations, connues sous le nom d'entreprises, dont l'objet particulier répond aux besoins à satisfaire des associés et dont les excédents sont répartis en rapport avec les opérations faites par les sociétaires » (3).

La méthode employée par nous au cours de cet exposé est celle descriptivo-narrative. Nous avons voulu par cela nous insérer dans le sens même de l'évolution du mouvement coopératif roumain, de ses origines jusqu'à nos jours, évolution qui

(1) Thornstein Odhe Finnland das Land der Genossenschaften, p. 29, Berlin 1932.

(2) « Der Begriff des Genossenschaft Eine Dogmenkritische Untersuchung », par Mladenatz Chisinau, 1926.

(3) V. rapport présenté au X^e Congrès intern. coopér. de Gand, par Albert Thomas, « Les rapports des diverses formes de coopératives entre elles », Paris 1925. Cf. également Galan, « Agriculture paysanne et Coopération rurale », p. 71, Bucarest 1929 (en roumain).

s'est faite sous un triple aspect, historique, législatif et économique.

Par conséquent, notre étude présentera trois divisions, chacune correspondant à une partie du sujet, soit :

Première Partie : L'évolution historique du mouvement coopératif ;

Deuxième Partie : Les rapports entre l'Etat et la coopération ;

Troisième Partie : L'Evolution et les résultats économiques des coopératives.

Nous envisagerons enfin dans la conclusion, les perspectives du mouvement coopératif en Roumanie, à la lumière des développements précédents.

PREMIÈRE PARTIE

**L'Évolution historique
du mouvement coopératif**

PREMIERE PARTIE

L'ÉVOLUTION HISTORIQUE DU MOUVEMENT COOPÉRATIF ROUMAIN

L'évolution historique du mouvement coopératif roumain peut se diviser en deux grandes époques ayant chacune ses caractères spécifiques.

Première époque : Des origines du mouvement jusqu'à la réforme agraire (1919) ;

Deuxième époque : De l'expropriation des terres (1919) jusqu'au nouvel ordre juridique instauré par le décret-loi du 23 juin 1938.

La première époque correspond à ce que nous appelons d'une expression générale ayant valeur d'un motto : les efforts coopératifs vers la réalisation de l'idéal social paysan, à savoir une meilleure répartition des terres.

D'autre part, le caractère expressif de la deuxième époque coopérative se synthétise dans la formule suivante : « manque d'un idéal social et crise coopérative (1918-1938). »

CHAPITRE PREMIER

Les efforts coopératifs dans la réalisation de l'idéal social paysan : une meilleure répartition des terres

Cette première époque à son tour peut être décomposée en plusieurs phases mineures caractérisées par :

- a) la période de la coopération primitive (1830-1891) ;
 - b) la période de la coopération sporadique (1891-1903) ;
 - c) la période de la coopération organisée (1903-1919)
- que nous allons étudier brièvement.

Première Section. — La Coopération primitive.

Il y eut en Roumanie, a-t-on dit, une forme de coopération primitive souterraine et inconsciente (1) bien avant que cette notion n'existât ou plutôt ne se précisât dans le langage technique des économistes. C'est ainsi que des temps immémoriaux, des riches paysans, propriétaires de bestiaux, moutons, vaches, etc., s'unissaient à plusieurs pour entretenir une bergerie (stana). Les bergers dont ils avaient besoin étaient rémunérés chacun à l'aide d'un fond commun auquel participaient ces propriétaires ; chacun versait une somme proportionnelle au nombre d'animaux qu'il avait confié au troupeau et en rapport avec les revenus qu'il en touchait. Cette simple entreprise se créait naturellement sans l'aide d'aucun acte écrit. Dans le domaine de faits coopératifs, des vestiges de telles associations économiques se découvrent tout le long de l'histoire du peuple roumain, sous cette forme rudimentaire d'associations de propriétaires de troupeaux. Ce n'est que beaucoup plus tard que font leur apparition les premiers écrits prônant la solidarité par la coopération, sans que ce terme soit pris au sens actuel. Ces écrits furent apportés dans les bagages d'étudiants roumains rentrés de leurs études faites en France. C'était l'époque où le romantique français, à son apogée, inondait de ses vers et de ses aspirations humanitaires les coins les plus obscurs de l'Europe. Les écrits économiques des romantiques sociaux, tels Saint-Simon, Fourier, Proudhon, ce qu'on appelle aussi les socialistes associationnistes, pénétrèrent de cette façon dans les principautés roumaines de Moldovie et de Valachie. Entre tous ces écrivains, c'est surtout Fourier qui, par son système phalanstériste, attira l'attention des jeunes libéraux roumains d'alors. En 1833, l'un de ceux-ci nommé Diamant (Mehtupciu), étant aidé par un autre boyard, M. Bala-ceano, essaya sur les terres de ce dernier une expérience de colonies phalanstéristes (2). Mais celle-ci n'eut pas l'avantage

(1) V. Livre G. J. Duca, « Les Sociétés coopératives en Roumanie », p. 125, Paris 1902.

(2) V. G. Mladenatz, Gandirea Cooperativa in Romania (La pensée coopérative en Roumanie), Bucarest 1939, p. 31.

d'un sort meilleur que celui des autres tentatives de ce genre et échoua vite.

D'autres contemporains de Diamant, J.-H. Radulesco, Jon Ionesco de la Brad, Jon Ghika, se plurent beaucoup aux constructions fantaisistes de Fourier et vulgarisèrent ses idées dans la masse restreinte des intellectuels roumains de l'époque.

Mais de toute cette effervescence d'idées et d'énergies gaspillées, il ne devait pas en sortir quelque chose de positif, de constructif au point de vue qui nous intéresse pour que nous en puissions faire état.

Deuxième Section. — La Coopération sporadique.

Les premières manifestations présentant des caractères vraiment coopératifs ne datent que de la seconde moitié du XIX^e siècle. L'apparition de ces premières coopératives était redevable à un complexe de transformations dans la texture du milieu politico-social et qui, principalement, était dû à la création de la propriété paysanne individuelle. L'esprit de tolérance de la part de l'administration facilita cette première éclosion coopérative. L'origine du mouvement coopératif proprement dit remonte donc à la première réforme agraire de 1864, qui sécularisa les terres de l'Eglise orthodoxe et expropria une partie des immeubles ruraux des féodaux terriens pour les passer aux paysans. Ceux-ci vivaient auparavant très péniblement dans un état de demi-servage, liés à une classe d'exploiteurs, par une série d'obligations juridiques, bien précisées. Selon l'esprit des coutumes locales et des codes juridiques (1), les boyards acceptaient les paysans à vivre sur leurs terres sans pouvoir d'ailleurs les en chasser d'après l'esprit de ces mêmes codes. En échange, les paysans devaient leur fournir une série de prestations en nature (claca) évaluées en un nombre déterminé de journées, et leur donner une partie de leurs produits, la dîme. Tant que le régime de la propriété

(1) Les obligations réciproques des boyards et des paysans furent précisées dans une série de lois comme celles d'Ypsylanti de 1808, de Caragea 1817, du Règlement organique de 1832, de Stirbey de 1851.

paysanne ne fut donc pas individualisé, et surtout tant que le paysan ne posséda pas un statut politique plus libéral, il ne saurait être question d'une amorce coopérative en Roumanie. Celle-ci présuppose en elle-même, comme données préexistantes, un esprit de tolérance de la part des autorités et un minimum d'avoir, unis à une certaine indépendance économique des futurs associés coopérateurs.

Ceci étant dit, en Roumanie les faits proprement dits en matière coopérative précèdent la naissance de tout courant doctrinal de prosélytisme coopératif. La coopération y est apparue comme un « phénomène absolument naturel » spontané, issu des initiatives individuelles de quelques modestes personnes, et non point la conséquence logique d'un rebâchage d'idées comme ce fut le cas dans d'autres pays, comme la Hongrie, la Yougoslavie, etc. D'ailleurs, les premiers doctrinaires qui ont lié leurs noms au début des Coopératives roumaines, T. Aurélian et Butculesco, échouèrent rapidement dans leurs tentatives associionnistes, précisément parce qu'ils n'agirent pas sur un terrain propice à savoir dans le monde rural. Leurs efforts furent, au contraire, portés sur le milieu urbain. Leurs expériences méritent d'être mentionnées en quelques mots, ne serait-ce que comme dernier hommage posthume à leur idéal manqué.

T. Aurélian, grand admirateur de List, imprégné de ses idées, créa une société approchant beaucoup du type coopératif, désirant aboutir par là à éliminer les intermédiaires étrangers qui rançonnaient les villes. Ces essais de rénovation nationale par la coopération ne firent pas malheureusement long feu. Il avait ainsi fondé à Bucarest, en 1870, une Société coopérative de crédit et d'épargne appelée « *Economia* », dont le capital s'élevait à 8.185 lei souscrits par 107 membres et, en 1873, une autre Coopérative de consommation, nommée « *Concordia* », d'un capital de 100.000 lei, divisé en actions de 20 lei. Celle-ci devait fonctionner conformément aux principes classiques rochdaliens, notamment en ce qui concerne l'application de la ristourne (1).

(1) V. E. Pavelesco, « *Originile Cooperatie* », p. 221 (Les origines de la Coopération), Bucarest 1931.

Ces deux entreprises coopératives disparurent vite après une existence éphémère.

C. Butculescu, la seconde personnalité digne d'intérêt de cette époque de défrichage coopératif, n'eut pas plus de chance dans son action. Il voulut rendre indépendante économiquement la classe moyenne des villes, petits artisans et commerçants, dûment atteints à l'époque par la concurrence des produits importés d'Autriche-Hongrie (1).

Mais exactement comme son prédécesseur, Butculescu échoua vite dans cette tentative de redressement de ce qu'il voulut être la bourgeoisie roumaine. L'explication du peu d'enthousiasme engendré dans la masse du peuple par ces actions doit être recherché dans l'absence à cette époque, 1865-1900, d'un prolétariat urbain capable de s'organiser au mieux de ses intérêts par la coopération. Si, dans les villes roumaines, la coopération n'y réussit pas de sitôt, malgré l'action dévouée et courageuse de ces quelques idéologues coopérateurs, il n'en fut pas de même à la campagne où elle prit racine presque spontanément, sans l'aide de personne et en dehors de toute pression circonstancielle.

Les causes du succès de la formule associionniste, parmi les ruraux, ne sont pas longues à déceler si l'on analyse le complexe de problèmes qui se posait aux paysans à l'apparition des premières coopératives. D'une manière générale, la coopération réussit là où elle sut satisfaire et où elle satisfait à certains besoins des associés. Par conséquent, l'existence des besoins concrets des coopérateurs est la condition primordiale du déclenchement du mécanisme de l'Association. Les efforts des masses pour s'organiser en groupes économiques devient dès lors très faciles, comme l'exemple roumain le prouve. Il suffit alors que quelqu'un montre le chemin pour que les autres le prennent volontairement, spontanément. Le besoin, la nécessité à satisfaire en commun devient donc le ciment le plus sûr de tous les efforts individuels. Dans notre cas, les

(1) L'Autriche-Hongrie avait justement conclu le 22 juin 1875 une convention avec la Roumanie qui la favorisait beaucoup et qui était naturellement au détriment des petits artisans, qui ne pouvaient pas supporter la concurrence des industries étrangères.

nécessités qui ont poussé la masse paysanne roumaine vers la coopération furent de deux natures :

- a) *Le manque de terre ;*
- b) *La lutte contre l'usure.*

Regardons-les de plus près.

a) Le manque de terre était le résultat d'une mauvaise répartition sociale des propriétés, et cela malgré la première réforme agraire de 1864. Les propriétés paysannes ne cessèrent pas de devenir insuffisantes sous le poids de l'augmentation des membres des familles paysannes. Une énorme partie des terres se trouvait encore dans les mains d'une infime minorité de féodaux, la plupart du temps absentéistes. Leurs domaines étaient exploités par les paysans sous la surveillance des fermiers roumains ou, comme ce fut le cas le plus souvent, des fermiers étrangers, grecs, bulgares, etc. Ces derniers ne s'embarrassaient nullement de scrupules pour s'enrichir par une exploitation excessive du paysan, exploitation qui allait à un degré inouï. Ce n'est pas étonnant que celle-ci aboutit souvent à des incendies, à des assassinats, en un mot, à des révolutions paysannes si fréquentes avant la réforme agraire de 1918.

En dehors même de ces inconvénients inhérents à l'existence et aux conditions d'application du fermage, il y avait en Roumanie d'ailleurs un problème agraire (1). Celui-ci trouvait son origine dans la structure même de la propriété foncière, structure vicieuse qui, infailliblement, devait amener un jour à un déséquilibre social entre les possédants et les non-possédants.

Les chiffres ci-dessous font ressortir clairement la véracité de nos assertions :

Avant la guerre mondiale de 1914, le 47,56 % de la superficie du royaume appartenait à 5.385 grands propriétaires, qui représentaient à eux seuls 0,56 % de la population active, tandis que 930.938 paysans, soit 92 % des travailleurs, ne se partageaient que 3.153.645 hectares, soit 41,16 % des terres cultivables. En plus, ces terrains étaient de beaucoup infé-

(1) V. livre de G. Tasca, « Les nouvelles réformes agraires en Roumanie », thèse, Paris 1910.

rieurs à 5 hectares, ce qu'il faut avoir pour pouvoir vivre d'une manière acceptable, étant généralement morcelés en lopins de 2 à 3 hectares. Cette propriété paysanne, déjà assez petite, se morcelait à chaque génération à cause du système du partage égalitaire héréditaire, ce qui aggrava naturellement l'importance du problème. C'est ainsi qu'on a calculé qu'une famille possédant 5 hectares en 1864 n'avait, en 1876, que 3,4 ha pour arriver, en 1906, à 2,8 ha (1).

Dans ces conditions de vie, ce n'est pas étonnant que les paysans cherchèrent à augmenter la superficie de leurs terres, Faute de moyens financiers suffisants, ils s'unirent à plusieurs pour acheter ou affermer les terres qui leur manquaient. Les guides moraux de ces processus coopératifs furent les éléments cultivés de l'élite des villages, les instituteurs et les curés, qui ont toujours joui d'un haut prestige dans la vie restreinte du village. « Ce qui manquait aux paysans, c'était la terre, celui qui lui aurait montré le chemin nécessaire pour acquérir la terre, celui-là était sûr de lui gagner le cœur et, sans cœur, on ne peut pas faire la coopération » (2).

Ces quelques lignes mettent en relief admirablement le ressort psychologique que des instituteurs ou curés de campagne ont fait jouer pour atteindre leur but et expliquent à la fois la cause du succès de la formule coopérative. Et c'est sous l'impulsion de ce désir impérieux d'avoir de l'argent pour acheter de la terre que se fonda la première banque populaire coopérative le 9 janvier 1891, dans la commune Urziceni, Départ, alomitza. Cette Banque se proposait également de lutter contre un deuxième fléau social qui ravageait la campagne à cette époque, à savoir l'usure.

b) *La lutte contre l'usure* fut le deuxième mobile psychologique de la création de ces organismes coopératifs de crédit que sont les Banques populaires. La « bourgeoisie » des villages, exactement comme les fermiers de cette époque, était composée d'éléments hétérogènes au spécifique ethnique roumain, des Grecs, des Bulgares, des Albanais, etc., qui rançon-

(1) Cf. Coculesco, « Les Coopératives paysannes en Roumanie », Paris 1924, p. 13.

(2) Fintesco, « Legislatia cooperatie », p. 9, Bucarest.

naient sans vergogne ceux qui avaient besoin de leurs crédits. Des taux qui paraissent aujourd'hui incroyablement élevés étaient perçus par eux (600 %) et des cas de sauvagerie inhumaine se passaient lorsque le débiteur ne pouvait pas faire face à ses obligations (1).

Déjà, en 1874, les instituteurs du district de Slatina créèrent une Banque populaire (Oltul) comme réaction contre cet état de chose, mais celle-ci ne donna pas pourtant le signal attendu de la lutte contre l'usure. Ce n'est qu'après 1891, date de l'apparition de la première Banque populaire, que s'amorce l'action de libération des villages des griffes de l'usure. C'est ainsi que, de 1891 à 1898, se sont constituées 24 banques populaires au total. Les débuts de ces banques furent cependant pénibles, car les paysans regardèrent avec leur traditionnelle méfiance l'apparition de ces entreprises, sans mentionner la fureur et les intrigues des usuriers villageois qui se voyaient privés d'une source de revenus rentables. Mais les réticences des paysans furent vite vaincues lorsque les premières banques populaires s'avérèrent être des organismes sérieux capables de venir en aide aux paysans. D'ailleurs, les premières Banques populaires ayant réussi, l'esprit d'imitation des ruraux, et plus particulièrement des autres curés de campagne et instituteurs, poussa la création de nombreuses Banques populaires. Et c'est pour cela que le développement des Banques populaires se fait dorénavant à un rythme accéléré, en progression géométrique : 47 en 1900, elles atteignent vite le nombre de 173 en 1901, pour tripler l'année suivante, lorsqu'elles sont 450 et, enfin, en 1903, elles arrivent à compter 700 unités de coopératives.

Le succès de la formule coopérative fut si totale et si spontanée qu'elle convertit même... les usuriers des villages qui trouvèrent plus commode soit d'entrer dans une Banque populaire ou, mieux encore, de continuer à travailler sous le couvert d'une Banque populaire. Des pseudo-banques populaires

(1) Cf. Agricola, « Camata la sata » (L'usure au village), Bucarest 1902. V. N. Oprea, « Din nevoie Cooperatie » (Des besoins de la coopération), Bucarest 1935. Cite des cas d'hommes vendus pour n'avoir pu acquitter leurs dettes, p. 256.

apparurent alors, donnant lieu fatalement à des abus, ce qui détermina finalement l'Etat d'intervenir pour protéger la véritable coopération et l'épargne populaire des usuriers. En 1903, la première loi spéciale organisant les Banques populaires fut votée et, à partir de ce moment-là, nous entrons dans la phase de la coopération dite organisée dans le cadre juridique de l'Etat. L'ère de la coopération sporadique touchait à sa fin.

En résumé, cette époque « sporadique » de la coopération roumaine, qui vit apparaître les premières coopératives roumaines issues du besoin profond de lutter contre l'usure et contre l'insuffisance des propriétés foncières des paysans, se caractérisent par :

a) *L'esprit nationaliste qui la domine.* — Celui-ci cherche à promouvoir l'élément roumain en face d'une couche étrangère envahissante et dominatrice économiquement et qui sagne à blanc l'élément autochtone (1).

b) *L'organisation spécifiquement propre des Banques populaires.* Les Banques populaires qui sont issues des nécessités ci-dessus étudiées jouissent d'une organisation spécifique qui s'est surtout inspirée de la psychologie propre à l'homme de campagne et des usages en vigueur. On ne trouve pas, par conséquent, à la base de leur organisation appliquée intégralement ni les principes Raiffeisen ni non plus ceux de Schulze-Delitsche ou d'autres coopérateurs, tels : Wolemburg, Haas, etc., etc., mais bien une synthèse originale de ces mêmes principes.

c) *La teinte capitaliste.* — L'entrée des éléments capitalistes appartenant à la bourgeoisie des villages dans le sein des Banques populaires donna à celles-ci une nuance capitaliste traduite sur le plan des réalités pratiques par l'attribution de forts dividendes au capital et des intérêts élevés perçus par les prêts. Cette influence capitaliste ne se perdra pas par la suite mais, au contraire, elle aura tendance à s'amplifier.

(1) C'est ainsi que l'article 5 de la coopération roumaine de Smirodovna excluait les Juifs. V. E. Pavelesco, *op. cit.*, p. 273.

Troisième Section. — La Coopération organisée.

L'époque des grands chefs (1903-1918)

et l'idéal de la Coopération.

L'apparition des premières Banques populaires en Roumanie coïncida avec la pénétration à cette époque des idées socialistes à la campagne. Celles-ci avaient trouvé un terrain idéal de propagande en exploitant le mécontentement des villages à leur propre fin. Le slogan que les socialistes lancèrent en circulation fut celui de l'expropriation des terres. Naturellement, les autorités publiques ne pouvaient pas tolérer cette action subversive et elles mirent hors la loi le parti socialiste en fermant ses clubs dans les villages. Cette méfiance du pouvoir public envers toute association d'agriculteurs s'étendit au delà de son but initial, de pourchasser les socialistes et toucha beaucoup à l'expansion des Banques populaires. Et peut-être tout autre aurait été le cours de l'histoire coopérative en Roumanie sans l'existence d'une personnalité roumaine d'une haute compréhension de la réalité sociale et des nécessités de l'heure : S. Haret, ministre de l'Instruction publique à cette époque. Comme tant d'autres personnalités étrangères qui ont lié leur nom à celui de la coopération comme par exemple Gebhard Hinnes en Finlande, Comte Karoly en Hongrie, Ch. Gide en France, etc., ils s'étaient rendus compte que la coopération était appelée en Roumanie à jouer un rôle efficace dans la résolution des problèmes sociaux. En l'occurrence, un meilleur équilibre social de la répartition des propriétés foncières n'aurait été possible d'après Haret que par la coopération, seule formule qui à son sens, aurait sauvé les droits de la classe des boyards et qui en même temps aurait eu le mérite d'améliorer les conditions de vie des paysans. L'expropriation des terres par la voie législative lui paraissait dangereuse et même inutile (1). Une politique positive pour lui aurait été celle qui aurait pu donner des facilités financières au paysan pour qu'il

(1) S. Haret, « Chestia taraneasca » (La question paysanne), Bucarest 1905, p. 8.

devienne à son tour propriétaire. Et cela ne pouvait se réaliser que par la coopération. Confiant dans les possibilités latentes du paysan Haret essaya par divers encouragements d'ordre matériel et moral d'aider à la fondation de nouvelles Banques populaires. Comme Ministre des écoles, il s'adresse tout particulièrement aux instituteurs de la campagne, les exhortant à se mettre en tête du mouvement coopératif. Ses circulaires ministérielles faites en ce sens sont des modèles de propagande coopérative. Ce n'est pas étonnant donc que sous son impulsion le nombre des Banques populaires s'accroît rapidement pour atteindre 700 en 1898 et 1902. C'est donc à juste titre qu'on a appelé S. Haret du nom de Père de la Coopération Roumaine. Son grand mérite consiste d'avoir su assimiler à la coopération (celle de crédit) sa place véritable dans l'économie nationale roumaine et de lui avoir en même temps proposé des objectifs concrets à atteindre : répartition sociale de propriété foncière par les propres forces matérielles et morales du paysan, sans l'aide de personne. L'époque d'avant-guerre 1914 est par conséquent l'époque la plus heureuse de la coopération roumaine, car elle sut se forger et s'approprier un idéal social sous l'impulsion et la paternelle surveillance de S. Haret.

L'œuvre coopérative de celui-ci eut la chance d'être continuée par des personnes dont la foi dans l'idéal coopératif qu'elles poursuivaient était absolue : I. G. Duca et F. Enescu. I. G. Duca, esprit pondéré, ayant le sens aigu des réalités autochtones, fut le premier directeur de la Caisse centrale des Banques populaires créées par la loi de 1903. Grâce à l'esprit de I. G. Duca d'une large hauteur de vue, la tutelle étatiste que cette loi institue sur le mouvement s'exerça bien modérément. L'Etat selon la conception de Duca ne devait être que le guide moral de la coopération et non point le pourvoyeur des fonds comme il arriva malheureusement par la suite. Les paroles suivantes expriment bien cette idée :

« Notre désir c'est de nous échapper le plus vite possible de la tutelle que nous exerçons (il parle en tant que Directeur de la Caisse centrale). En général, par notre droit de contrôle, nous pensons faire surtout une œuvre d'éducation ».

Pendant que Duca eut la charge de diriger le mouvement coopératif, il est à remarquer une grande augmentation de

banques populaires qui arrivent à atteindre le nombre de 2.000 unités. Le type de Banque populaire est celle qui travaille sur un rayon déterminé et dont le capital rémunéré à l'aide d'un dividende limité. Le capital social de la totalité de ces banques arrive pendant la direction de Duca à dépasser la somme de 20.000.000 de leis, c'est-à-dire le capital total du Crédit Agricole institué en 1881 par l'Etat dans le but d'aider les paysans.

F. Enescu, le continuateur de Duca à la direction de la Caisse Centrale, eut le grand mérite de pousser à l'organisation des associations d'affermage de terres qu'on appelle les « obști », en y introduisant le concours des ingénieurs agronomes. Nous allons voir, dans un autre chapitre, quel fut le rôle de ces « obști » d'affermage dans la solution du problème agraire, mais déjà le fait d'aider à leur multiplication témoigne de l'excellence des intentions d'Enescu. Celui-ci était la personne la plus qualifiée, par ses connaissances profondes de la question agraire, pour procéder à l'application de l'expropriation des terres. Malheureusement, il meurt prématurément à la veille de cette réforme sans pouvoir donner ce qu'on attendait de son expérience coopératiste.

Pendant la guerre, les coopératives jouissent de la même faveur exceptionnelle connue dans d'autres pays comme la Hongrie, la Russie, etc., car il leur échet le rôle difficile d'approvisionner la population civile en produits alimentaires, articles d'habillement, etc. Cette tâche délicate leur était d'autant plus aisée que des Banques populaires se trouvèrent un peu partout dans les coins les plus obscurs des campagnes. Le rôle de ces coopératives de crédit se réduit à cette époque de guerre à n'être que de simples instruments de la politique interventionniste de l'Etat dans la vie économique. Des services pareils, elles en avaient déjà rendus auparavant, bien entendu sur une échelle beaucoup plus réduite, par exemple au moment de la sécheresse qui sévit dans quelques régions du sud de la Moldavie. Les coopératives approvisionnèrent les départements touchés par cette calamité en tout ce dont elles avaient besoin (1905).

En conclusion, le mouvement coopératif avant la guerre avait une mission sociale à remplir : la solution du problème

agraire par la voie évolutive et c'est par les Banques Populaires, par les « obști » d'affermage qu'il espère y réussir. Cette coopération garde encore cependant son caractère capitaliste étatiste, le mouvement étant dirigé et encadré dans la politique sociale de l'Etat. Toutefois, il faut l'avouer, cette tutelle de l'Etat est sage et modérée, respectant les principes essentiels de la coopération, le self help, c'est-à-dire l'organisation des coopératives par leurs propres forces sans appel aux deniers publics.

Entre la politique sociale menée par l'Etat et la coopération, il y eut un parallélisme total comme l'observe avec justesse un remarquable coopérateur roumain (Galan). D'après celui-ci, la Roumanie était « appelée à organiser les paysans qui étaient à demi serfs et à prendre par là même part au procès de liquidation du servage, circonstances qui font que finalement la coopération roumaine elle-même se confond avant la guerre avec la politique sociale menée par l'Etat en faveur de la résolution de la question paysanne ». C'est ainsi, à juste titre, que les regards actuels des coopérateurs, doivent chercher dans l'œuvre du passé, un exemple et une impulsion à celle de l'avenir (1).

*Quatrième Section. — La réforme agraire
et l'essai de la formation des coopératives d'impropriation.*

Acculé par les premiers déboires de la guerre mondiale 1914 sous l'impression tyrannique de l'exemple de la révolution russe d'octobre 1917, le gouvernement roumain composé de grands propriétaires terriens, se décide à un acte désespéré : celui d'accorder la terre si souhaitée aux paysans qui la défendaient.

L'expropriation promise par le roi Ferdinand au moment tragique de la retraite roumaine en Moldavie, fut accordée aux paysans une fois la guerre finie. C'est ainsi qu'un décret-loi

(1) V. Galan, 40 ani de experienta cooperatista (40 années d'expérience coopérative), préface p. 7, Bucarest 1935.

de 1918 transforma en réalité juridique la promesse royale. Plusieurs problèmes d'une nature compliquée se posèrent à ce moment, savoir l'indemnisation des propriétaires déposés, le maintien de la production agraire du pays, etc. En ce qui concerne surtout la possibilité d'un même niveau de production agricole, on craignait à juste titre que faute de moyens nécessaires, des capitaux à investir dans des machines, absence d'éducation professionnelle, il s'en suivrait une baisse catastrophique de la production. Pour pallier à une telle éventualité comportant d'indéniables risques pour l'économie nationale, on imagina un expédient capable non seulement de faire la transition entre le passage de la grande à la petite propriété, mais aussi d'amortir le remous que nécessairement résulterait du changement de structure économique du pays : les coopératives dites d'impropriation. D'après le schéma de cet expédient les paysans qui voulaient être impropriés, devaient se constituer dans de telles coopératives, d'où l'obligation de la constitution de ces coopératives. Ces obstis ne devaient pas seulement jouer un rôle pédagogique, à savoir d'enseigner de nouvelles méthodes techniques agraires aux paysans, méthodes compatibles avec l'application du machinisme en agriculture, mais aussi en plus, celui d'acquitter les indemnités aux propriétaires des revenus des lots expropriés et cultivés en commun par l'obsti. Dans l'esprit du créateur de ces obstis, elles ne devaient avoir qu'une existence purement éphémère, jusqu'au jour où leur mission aurait été jugée accomplie. A ce moment les paysans devaient recevoir individuellement le lot promis à l'expropriation. L'idée de base qui a présidé à la création de ces obstis d'impropriation fut excellente et le phénomène socialo-politique d'une haute portée qu'a été la coopération, aurait certainement eu un tout autre résultat, mais malheureusement il devait en être autrement...

La masse paysanne réagit très défavorablement devant ces nouveaux obstacles à la prise en possession immédiate des terres expropriées. Bien qu'un assez grand nombre d'obstis d'impropriation se fussent formés (2.300), obstis qui entrèrent en possession de 2.300.000 hectares de terre, le mécontentement était grand. Finalement, à la faveur d'un nouveau changement ministériel, ces obstis furent dissoutes à la grande

satisfaction des ruraux. Mais, pourquoi la paysannerie s'est-elle montrée si hostile à la création de ces obstis d'impropriation ? Pour quels motifs ? Les raisons sont les suivantes :

a) D'abord à cause de la *psychologie spécifique du paysan*, de sa méfiance vis-à-vis des classes dirigeantes, méfiance qui trouve sa raison d'être dans les enseignements du passé, lesquels lui ont montré qu'il n'a été souvent qu'une victime des promesses illusoires des classes dirigeantes. Pour que le bénéfice de l'expropriation ne lui soit pas volé, détourné, sous le couvert d'autres formules, cette masse paysanne voulait avoir la terre immédiatement, la travailler, en jouir. La propriété pour elle, comme pour tout homme de la campagne de n'importe quel pays, n'était que le fait matériel de la possession immédiate.

b) A ceci s'ajoutait aussi le *souvenir quelquefois pas très favorable des obstis d'affermage* qui, dans certains endroits, s'étaient un peu discrédités. Naturellement, par ces obstis d'impropriation, on craignit de nouvelles sources d'abus pour l'avenir.

c) Enfin, une dernière cause de cet échec des coopératives d'impropriation, doit être décelé dans la *propagande insinueuse* faite soit par les partis politiques, soit par les dépossédés eux-mêmes qui, exploitant la mentalité arriérée du paysan, augmentait encore cette erreur par des calomnies, mensonges, à l'adresse de ces nouvelles coopératives.

L'échec de l'expérience de ces obstis d'impropriation, laissa jouer les conséquences malheureuses d'une réforme agraire accomplie sans préparation et dans un milieu économique peu propice à une décentralisation de la production. L'économie générale du pays s'en ressentit le jour où la totalité des terres expropriées entrèrent dans les mains d'une masse paysanne encore peu apte à cette tâche nouvelle qui travaillait toujours la terre à l'aide de l'ancienne charrue à bœuf, quand de l'autre côté de l'Océan, à la même époque, de véritables « usines à blé » poussaient sous le sillage du tracteur américain. Pendant que le paysan enchaîné à ses vieilles traditions, continuait à labourer la terre avec son modeste outillage, les machines agricoles qui avaient été autrefois employées sur les immenses latifundia des gros propriétaires, rouillaient dans les granges

faute de spécialistes à les utiliser, et aussi faute de terrains étendus à cultiver. Une diminution de la production et une baisse de la valeur qualitative des céréales, fut la sanction finale de cette impuissance d'échafauder une politique agraire capable d'éviter les écueils de l'expropriation.

Une autre conséquence non moins fâcheuse de l'échec de coopératives d'impropriation, fut celle de compromettre très gravement l'idée coopérative auprès de la masse paysanne. Par l'échec des coopératives d'impropriation de résoudre l'expropriation au mieux des intérêts de l'économie nationale et des paysans eux-mêmes, la coopération s'est sentie vidée de toute substance sociale capable de galvaniser l'action des hommes de la campagne. Ceux-ci furent attiré primitivement à la coopération, mus par le désir d'améliorer leur état social et spécialement d'augmenter leurs propriétés foncières. Au jour où les lois d'expropriation atteignent les objectifs des coopératives d'avant guerre, celles-ci perdent par contre coup l'intérêt qu'elles présentaient pour l'homme de la campagne et souvent même elles compromettent définitivement leur raison d'être (coopératives d'affermage de terres). Dorénavant, pendant des années, la coopération roumaine sera en quête d'une idée force d'un idéal social pour retremper l'enthousiasme de ses fidèles. Mais tous ces efforts seront vains et ils n'empêcheront pas l'arrivée des temps difficiles pour ces entreprises. La crise de la coopération s'annonçait dès l'expropriation des terres, cette crise qui sera le leit-motiv de tous les discours et thèmes coopératifs d'après guerre.

CHAPITRE II

Manque d'un idéal social et crise coopérative

PREMIÈRE SECTION

De l'impropriation des terres (1919) au décret-loi du 23 juin 1938.

Sur la crise coopérative d'après guerre, nous allons insister dans la section suivante. Nous mentionnons seulement que faute d'un idéal social, d'une formule à proposer, la coopération après la guerre tombe sous le mirage de formules idéologiques, stériles qui ne plongeaient aucune racine malheureusement dans le substratum de la réalité roumaine. C'est ainsi qu'on parla couramment en Roumanie, après la guerre, « de la domination du consommateur », « de l'antagonisme entre le capitalisme et la coopération », et « de l'abolition du profit », toutes ces formules étant vides de sens, car comme nous le savons, le milieu roumain est peu industrialisé sans masses ouvrières puissantes et organisées comme dans d'autres pays, l'Angleterre, la Belgique, etc. Y prêcher la lutte contre le capitalisme à peine existant, c'est risquer de frôler le ridicule... Ce que pourtant il advint. Quant au « règne du consommateur », nous croyons avec d'autres économistes roumains (1), que cette formule idéologique est totalement dénuée de fondement économique, la coopération roumaine « étant formée dans son immense majorité de producteurs qui tirent

(1) V. Galan, « Quarante années d'expériences coopératives », p. 35 (en roumain).

leurs revenus non point des salaires comme les ouvriers de l'Occident ; mais des bénéfices résultant de l'exploitation de la terre ». Ainsi, pour ces coopérateurs roumains, l'idée d'abolition du profit comme formule de combat contre le capitalisme, ne peut constituer qu'un slogan de propagande (1). D'ailleurs, l'évolution des faits économiques et sociaux montre qu'on arrive à une sorte de division du travail social entre les entreprises coopératives et ses capitalistes les limitant chacune dans son secteur (2). Cependant peut-être sous l'influence des effets magiques de la formule « la coopération panacée à tous les maux », l'après-guerre vit justement une inflation de coopératives, spécialement de consommation. C'est ainsi que de 6.000 coopératives en 1920, nous arrivons en 1926 au chiffre record de 11.000 unités, dont seulement 8.900 réussissent à clore leur bilan cette année là. Cette inflation coopérative, il faut l'avouer, est due également à la pénurie d'objets de première nécessité dans la période immédiatement postérieure à la guerre. Ce fut normal qu'on songeât alors à organiser l'approvisionnement des villages par les mêmes moyens que ceux employés pendant la guerre, à savoir par les coopératives. Cette effervescence coopérative artificielle ne dura pas beaucoup cependant. Avec les premiers symptômes de surproduction et de fatigue du marché agricole, se produisit un phénomène inverse, une déflation des coopératives. Ce fut surtout le cas de la branche des coopératives forestières et de consommation où le nombre des coopératives peu viables abondait. C'est ainsi que dans ces deux branches d'activité, le pourcentage des coopératives n'ayant pas clos leur bilan de 1927, s'élevait respectivement à 27 % et à 48 %, chiffres suffisamment éloquents par eux-mêmes, du développement artificiel de ce genre de coopératives et de la coopération en général. La crise mondiale 1929, la baisse des prix agricoles et les diverses lois des conversions de dettes qui sont intervenus à cette époque font passer la coopération agricole spécialement celles de crédit par un véritable purgatoire. Beaucoup de Banques Populaires sont obligées de se dissoudre ou de fusionner ne correspondant pas

(1) V. Galan, *op. cit.*, p. 25 (40 années d'expériences...).

(2) Cf. Dr Fauquet, *Le secteur coopératif*, Paris.

aux exigences des lois de conversion, comme nous allons le voir dans une autre partie (1).

L'acti^onde purification coopérative entreprise déjà par le fait même de la crise agricole et financière des dernières années, fut parachevée en 1938 à l'occasion du changement du régime constitutionnel roumain. Le décret-loi du 23 juin 1938 modifiant la loi des coopérations de 1935 partait de l'idée bien arrêtée de débarrasser une fois pour toutes la coopération des éléments étrangers à idéal coopératif, des profiteurs, comme nous allons le voir dans notre deuxième partie. (L'Etat et la Coopération).

Les coopératives se trouvent déjà placées sur une autre ornière depuis 1938.

Quels seront les effets profonds de cette nouvelle orientation étatique de la coopération ? Ce n'est que l'avenir qui pourra nous le dire, tout pronostic actuel, faute d'un ensemble suffisant de faits, étant du domaine de l'imagination.

Dores et déjà, cette œuvre d'élimination de coopérateurs a été entreprise d'une manière énergique et fructueuse (2).

DEUXIÈME SECTION

La crise de la Coopération.

Dans la période d'après guerre, la coopération roumaine subit des transformations profondes comparées aux premiers temps de ses débuts, loin de correspondre en tant qu'instrument économique aux nécessités primordiales de la vie et de s'encadrer dans la politique sociale de l'Etat, le mouvement stagne malgré son apparent progrès. Le caractère artificiel du mouvement coopératif après 1918 et sa déficience au point de vue des résultats économiques et sociaux ne fait plus de doute pour tous les véritables coopérateurs. Depuis la grande guerre peut-

(1) V. 3^e partie, Les coopératives de crédit et la conversion de dettes.

(2) Pour l'année 1938, la Commission spéciale des Jugements de l'Institut national de la Coopération a dissous 211 unités coopératives irrégulières et a écarté de la coopération 337 dirigeants et autres, 209 ont été punis. V. rapport adressé à l'Assemblée générale I.N.C., 15 mai 1939, p. 6.

on dire, la coopération s'est trouvée en perpétuelle crise. Cette crise coopérative si récréée, analysée à la lumière de toutes les données du problème nous apparaît revêtir un triple aspect que nous allons exposer brièvement : moral, financier, technique.

a) *La crise morale.* — L'échec de l'expérience des coopératives d'impropriation dans l'organisation d'une agriculture paysanne rationnelle avait été, comme nous l'avons vu plus haut d'ailleurs, au mouvement coopératif toute aspiration d'idéal social, laissant se débattre au milieu d'inexplicables difficultés d'ordre doctrinal et pratique à savoir, recherches d'un nouveau terrain d'activité.

D'autre part, l'émancipation politico-économique du paysan accomplie par la réforme agraire et le suffrage universel amène celui-ci sur le premier plan de l'intérêt public. Le centre de gravité politique se déplace évoluant des parties représentant les anciens grands propriétaires, les libéraux et conservateurs, aux nouvelles formations émanant du sein de la paysannerie, le parti paysan et le parti du peuple. Ce fut le signal à cette époque 1920, d'une ruée vers la campagne d'individus peu capables socialement et qui trouvèrent une occupation fructueuse dans l'exploitation des voix de paysans naïfs. L'ère de la démagogie politique qui sévit en Roumanie durant toute la période d'après-guerre jusqu'au nouvel ordre constitutionnel de février 1938 commençait. Les coopératives, par l'importance du nombre de leurs membres et de leur rôle dans la vie paysanne ne devaient pas échapper à cette infiltration pernicieuse des politiciens. Pourtant la tuelle sage de l'Etat avait réussi avant 1914 de préserver le mouvement de toute influence étrangère à sa mission. Mais il faut reconnaître qu'à ceci ne contribua pas mal le « pacte tacite » des partis politiques d'exclure la coopération de leurs luttes intestines. Car dans l'esprit des hommes politiques de l'époque, une haute tenue morale et une probité irréprochable, la coopération n'était qu'un simple moyen de l'élévation sociale des paysans et c'était tout. La main-mise sur les coopératives ne figurait pas parmi les moyens de pression politique et on ne pouvait pas à cette époque-là imaginer une chose pareille. Malheureu-

sement, le même procès de conscience ne se posa pas aux leaders des nouveaux partis politiques issus de la guerre. Au contraire, ceux-ci cherchèrent dès le début de leur apparition sur la scène politique à fortifier leur position par tous les moyens dont ils pouvaient disposer et la coopération n'était pas parmi les plus insignifiants. De plus, les avantages matériels que l'Etat accordera aux coopératives dans les diverses lois exercera une attraction puissante sur les éléments étrangers au mouvement. Ceux-ci trouvèrent bientôt une mine d'or pour faire fortune. L'infiltration politique au sein du mouvement coopératif après 1920 fut certainement une des causes profondes de la dépréciation de la famille coopérative aux yeux de la masse campagnarde. Les conséquences de cette immolation de la neutralité coopérative ne tardèrent d'ailleurs pas à se manifester par une série multiple d'abus et par une pénurie de plus en plus marquée des véritables coopérateurs honnêtes et sincères. Le niveau arriéré de la masse paysanne (1) favorisa également cette démoralisation coopérative par l'absence d'un système efficace d'auto-contrôle, des coopérateurs. A l'abri de la certitude que personne n'allait leur demander des comptes tous les appétits se donnèrent libre cours. C'est certainement dans la réalisation d'une meilleure condition culturelle de la masse qu'on arrivera à une diminution de cette passivité léthargique devant les abus et les erreurs trop souvent volontaires.

b) *Crise financière.* — L'invasion du pays par les troupes ennemies au cours de la guerre 1916, avait détérioré et même détruit en partie l'inventaire technique des coopératives. Les charges écrasantes de la guerre et la dépréciation progressive du leu les font finalement passer (surtout celles de crédit) par une sévère crise de disponibilités, ce qui a paralysé l'œuvre de redressement coopératif dans la période où l'on en sentait le plus le besoin, c'est-à-dire, après la guerre.

c) *Crise technique.* — Un troisième aspect de la crise coopérative est de nature technique. Une coopérative qui n'est en somme qu'une entreprise, pour résister victorieusement à la

(1) Le nombre d'illettrés, d'après la statistique générale de la Roumanie pour 1938, p. 76, s'élève à 6.200.568.

concurrence des autres entreprises capitalistes doivent s'appliquer aux mêmes règles techniques d'organisation que ces dernières. C'est ainsi que le même effort de rationalisation et de concentration doit être poursuivi au sein de l'entreprise coopérative. Un personnel bien préparé, intéressé à la bonne marche de l'affaire est absolument indispensable. Ce fut malheureusement le point névralgique des coopératives que cette question du personnel. De bons vendeurs et de bons comptables faisaient défaut dans le milieu coopératif. Pour remédier à cet état de fait, on cherche à développer des cours pratiques de vendeurs dans les écoles purement coopératives, mais les résultats obtenus sont encore assez modestes et il faudra du temps pour juger de leur utilité.

Les frais élevés d'administration des coopératives roumaines dénotent en plus, à côté d'une insuffisance de roulement des fonds des coopératives — surtout de crédit — roulement qui pourrait faire diminuer les frais généraux, s'il avait un rythme plus accéléré, un défaut de rationalisation (1).

Ce même défaut de rationalisation s'observe à une échelle supérieure quant à l'organisation des Fédérations coopératives, surtout celles de crédit, autant nettement supérieures en nombre aux besoins des unités coopératives affiliées.

En résumé, un effort de rationalisation incomplet, trop de fédérations, un manque d'un personnel qualifié, conjugués à une organisation structurelle bureaucratique des coopératives sont autant de signes probants de cet aspect de la crise technique coopérative.

TROISIÈME SECTION

La coopération roumaine et le milieu coopératif.

L'état de permanente crise par laquelle a passé la coopération dans l'époque d'après guerre, a posé dans le monde des économistes roumains, le problème de la possibilité d'exis-

(1) Les frais généraux montent pour 100 lei de capital à 4,76, tandis qu'en Hollande, pour la même somme, ils ne seraient que de 0,60 %.

tence d'un véritable mouvement coopératif en Roumanie. Est-il possible dans l'état présent des conditions sociales et économiques, d'avoir une coopération autonome vis-à-vis de l'Etat, neutre en face des partis politiques et respectueuse en face du principe coopératif d'aide aux travailleurs ? »

Le milieu roumain est-il apte à l'éclosion d'un véritable mouvement coopératif, bâti sur les principes classiques coopératifs, dégagés au siècle dernier par les Honorables Pionniers de Rochdale ? (1)

La question ainsi posée en Roumanie a été souvent discutée sans qu'on arrive toutefois à l'élucider complètement » *gramatici certant* »...

À notre tour, nous posons cette question. Le milieu roumain est-il pure pour une action coopératiste ? Avant d'arriver à une réponse précise analysons ces quelques considérations :

Le développement d'un mouvement coopératif conformément aux règles définies par les Pionniers de Rochdale, exige l'existence *a priori* de deux éléments suivants.

- a) Un élément objectif : un milieu politique approprié ;
- b) Un élément subjectif : l'esprit de solidarité des individus composant la collectivité nationale.

Voyons si cet ensemble de conditions fondamentales se retrouve dans l'analyse du milieu roumain :

Première condition :

Le milieu roumain est-il propice à un développement naturel coopératif ?

Une variété de réponses de la part de personnes qualifiées furent enregistrées à cet égard, ainsi pour certains économistes roumains la réponse qu'ils donnent résonne amèrement, étant entâchée de septicisme (2). Pour ces auteurs, il y a

(1) V. dans le livre de E. Jămes, « Cours d'économie politique », Les formes d'entreprises, p. 70, Paris.

Ibid., Le rapport présenté au Congrès coopératif de Londres, 1934.

(2) Cf. Zélétin. Garoflid, etc.

même un non-sens, une aberration de parler d'une coopération roumaine, et les arguments à l'appui de leur thèse de prendre la forme que voici :

« L'existence d'une coopération, disent-ils, c'est le fait d'un « pays hautement industrialisé, arrivé à un stade capitaliste « avancé. La coopération, écrit un éminent chercheur, est la « semence qui est jetée naturellement par le capitalisme dans « la phase de maturité ».

« Tant que le milieu roumain ne se trouve pas dans cette « phase de capitalisme avancée, les coopératives ne seront pas « viables dans les conditions actuelles. Elles seront toujours « un article exotique d'importation » (1). Car il leur manqueront toujours l'esprit de solidarité, les qualités morales nécessaires, cet amour de la collectivité, qui est « le produit d'une évolution capitaliste séculaire : ils naissent progressivement par une éducation âpre, inhumaine, souvent terrible que la réalité capitaliste exerce sur les masses. »

Tout ceci faisant défaut en Roumanie, c'est donc fatal, d'après ces auteurs, que la coopération roumaine, ne soit qu'une chose artificielle, dont les possibilités de développement naturel sont limitées.

La thèse contraire n'a pas manqué d'être aussi chaleureusement défendue (2).

D'après celle-ci il n'est pas nécessaire à un pays, d'arriver à un capitalisme industriel avancé, pour jouir d'un système coopératif efficient. L'exemple fourni par des pays comme le Danemark, la Finlande, etc., prouve juste le contraire. Ce n'est pas donc dans un pays hautement industrialisé comme l'Angleterre que la coopération joue le rôle décisif, dans l'économie du pays, mais bien dans des pays à agriculture intensive, tel le Danemark. En conséquence, le milieu roumain ne serait pas impropre à l'éclosion d'une vie coopérative normale soutenue uniquement par des efforts privés. Ce qu'il faut,

(1) V. Zélétin, « Néo libéralismal », p. 245, Bucarest 1926.

(2) Cf. Galan, « Nasterea si desoltarea cooperatiei moderne » (La naissance et le développement de la coopération moderne), Bucarest 1927.

V. également G. Mladenatz, « Cooperatia si economia agricola », p. 20, Bucarest 1935 (Coopérative et économie agricole).

préconisent ces auteurs, c'est de rechercher la transformation des conditions de la culture agricole roumaine, d'une agriculture extensive en une agriculture intensive, plus rationnelle et plus rémunératrice, capable de soutenir une activité coopératiste saine.

Entre ces deux thèses opposées, l'une affirmant et l'autre contestant le caractère national de la coopération roumaine, la vérité nous paraît être au milieu, à l'intersection de ces deux points de vue. Il peut y avoir en Roumanie un mouvement coopératif viable, spontanément et naturellement, mais uniquement dans certaines branches d'activité. C'est ainsi que nous croyons que faute d'un prolétariat urbain, nombreux et éduqué dans l'esprit coopératif, la coopération de consommation dont les adhérents se recrutent surtout parmi cette classe, n'a pas beaucoup de chance de succès en Roumanie. Car elle ne pourra jamais dépasser ce que le milieu en lui-même lui offre comme possibilité objective de développement.

Cette vérité élémentaire fut amplement illustrée pendant la période de 1920 à 1926, quand les coopératives de consommation avaient atteint, comme nous l'avons dit précédemment, un nombre disproportionné aux exigences du milieu. Mais à la première secousse économique, il ne resta pas beaucoup debout de ces coopératives.

À l'opposé des coopératives de consommation urbaines, les associations agricoles coopératives (y compris les coopératives à fonctions multiples), jouiront à l'avenir, à notre avis, d'un sort privilégié. Depuis longtemps déjà on préconise l'organisation sur de nouvelles bases de l'agriculture roumaine et la valorisation des produits agricoles par le truchement de ces coopératives (1).

L'avenir de ces associations agricoles nous paraît assuré, qu'elles soient ou non ce qu'on appelle de véritables coopératives, question qui dépasse le cadre de notre étude et que nous n'allons pas traiter ici (2).

(1) V. loi Sisesti du 22 juillet 1931 sur les Associations pour l'amélioration de l'Agriculture, art. 10.

(2) Cf. controverse mentionnée de P. Lavergne et Auger-Laribé, « L'ordre coopératif », p. 113, et « Syndicats et coopératives agricoles », p. 16.

Nous constatons simplement que ces coopératives agricoles correspondent à un besoin d'organisation du milieu roumain et, en cela ce milieu est apte, objectivement parlant, à l'éclosion d'une coopération, mais uniquement d'une coopération agraire, et non pas urbaine.

Deuxième condition :

*Elément psychologique de la coopération,
savoir l'esprit de solidarité.*

Si en Roumanie, le milieu dans son ensemble ne paraît réserver des possibilités intéressantes de développement qu'aux seules coopératives agricoles, cette situation vue d'un point de vue objectif, il n'en est pas de même malheureusement quand on l'étudie du point de vue subjectif, à savoir, du point de vue de l'existence d'un esprit de solidarité des coopérateurs. L'illustre coopérateur Charles Gide lui-même, en étudiant la coopération roumaine arrive aux mêmes conclusions. Tout en excusant l'insuffisance de solidarité sociale, il la met à la charge du passé historique du pays. « C'est une population (celle roumaine) qui a été maintenue depuis des siècles dans un état de servage, ne pouvant pas trouver en elle-même les énergies nécessaires pour pratiquer le solidarisme qui est la vertu des forts et non des faibles.

Ce solidarisme exige des individualités bien trempées pour ce constituer (1). La formation de telles personnes bien préparées à la technique coopérative et éduquées dans son idéal, reste l'impératif le plus brûlant du mouvement coopératif roumain. Mais pour que cet esprit de solidarité se forme, il faudra beaucoup de temps, nous ne nous le cachons pas. Le sens du sacrifice pour la collectivité, même celle restreinte d'une coopérative, impliqué souvent dans l'application du soli-

(1) V. Charles Gide, « La coopération dans les pays latins », p. 219, Paris 1927.

darisme est une vertu qui mûrit lentement pendant des générations. Ce n'est que par une longue patience qu'on y arrive.

En résumé, ces deux conditions *a priori* de l'existence d'un mouvement coopératif roumain, un milieu adéquate, un type psychologique roumain favorable, nous paraissent, malgré les inconvénients ci-dessus mentionnés, suffisamment représentés cependant pour croire à une certaine expansion coopérative, saine, et indépendante dans les années à venir.

Mais jusqu'à l'indépendance totale il faudra encore beaucoup de temps.

DEUXIÈME PARTIE

L'État et la Coopération

DEUXIEME PARTIE

L'ÉTAT ET LA COOPÉRATION

PREMIÈRE SECTION

Considérations générales.

L'apparition et le développement dans l'économie moderne de l'entreprise coopérative a souvent posé aux juristes des problèmes à la fois subtiles et délicats à résoudre, eu égard à la complexité juridique de la coopération. Celle-ci peut être envisagée différemment suivant le point de vue auquel on se place. Elle peut être ainsi considérée comme entreprise privée si l'on regarde le but qu'elle se propose, rendre service à ses membres ou comme entreprise d'utilité publique, si l'on pense aux bénéfices que la Société en tire par l'amélioration du standard de vie de ses membres. La nécessité d'une législation du mouvement coopératif relève du besoin naturel :

1° De donner une armature légale à l'entreprise coopérative, pour que celle-ci puisse fonctionner dans un cadre juridique bien défini, et ensuite :

2° De réglementer par ce moyen les relations entre l'Etat et la coopération, car si, à ce dernier point de vue les pouvoirs publics dans les pays démocratiques ont généralement regardé avec sympathie et aidé même l'effort des coopératives, pour atténuer la misère des classes ouvrières, il n'en est pas moins vrai que cette même formule coopérative peut avoir quelque chose d'excessif, de dangereux pour l'équilibre social. En effet, l'idéal de la coopération s'il était appliqué intégralement, viendrait à éliminer totalement les autres entreprises capitalistes.

C'est bien entendu que l'Etat en tant qu'arbitre, au-dessus des intérêts des partis ne pourra pas s'en désintéresser. D'autre part, l'intervention de l'Etat au sein de l'entreprise coopérative, dépendra de toute une série de circonstances parmi lesquelles sont à noter : l'importance de la coopération au sein de l'économie nationale, l'aide que l'Etat apporte matériellement à la coopération, les diverses productions du pays, etc.

L'importance d'une bonne législation capable de saisir la réalité même de l'entreprise coopérative, la définir exactement et de la distinguer par là, d'autres entreprises, afin de la préserver des abus de pseudo-coopératives, ne saurait échapper à personne. Car, ainsi que s'exprime un grand juriste spécialisé en droit coopératif, Professeur à l'Université de Zurich, M. A. Egger : « La législation coopérative ne doit pas entraver le libre développement de ce mouvement. Elle doit, au contraire, le fortifier et l'encourager. Il faut donc que le cadre juridique soit très large et très élastique, mais ses limites extrêmes devront toujours être tracées là où les principes coopératifs commandent de s'arrêter. En d'autres termes, le statut devra être assez libéral pour comprendre toutes les institutions coopératives, tout en restant un statut véritablement coopératif, ne portant aucune atteinte aux principes ethniques ou économiques de la coopération. » (1)

Le célèbre coopérateur Charles Gide lui-même, creusant à son tour le problème coopératif au point de vue de l'organisation et de son bon fonctionnement en indique les conditions juridiques que nous reproduisons ci-dessous : (2)

a) La division du capital social dans les petites fractions dans le but d'être souscrite même par des ouvriers qui n'ont pas d'économie ;

b) La possibilité d'augmenter infiniment ce capital au fur et à mesure de l'extension possible de la Société et de l'admission de nouveaux membres ;

c) L'octroi de la personnalité civile permettant à la société

(1) V. article de A. Egger, « La Coopération et le Droit coopératif », *Revue internationale du Travail*, an 12, n° 5.

(2) V. livre Charles Gide, « Les Sociétés coopératives de consommation », p. 189.

de procéder à son nom personnel sans l'intervention de tous les associés ;

d) Le minimum de formalités et de dépenses pour la constitution d'une société ;

e) Le minimum de responsabilité pour les sociétaires (seulement pour les coopératives de consommation car pour celles de crédit, c'est juste le contraire).

Si, en théorie, la nécessité d'une bonne législation est acceptée unanimement par tous les auteurs, cependant, en réalité, les Sociétés coopératives ont une situation différente, plus ou moins favorable suivant le pays et la structure sociale du milieu dans lequel elles ont dû se développer, ainsi peut-on trouver dans l'ensemble des lois européennes trois types principaux de législation qui ne font que traduire plusieurs tendances allant de la liberté complète à un régime de restriction. C'est ainsi que nous avons :

Premier type de législation. — Méfiance vis-à-vis de la coopération ; dans ce cas, c'est la loi française de 1867 qui adopte une attitude de réserve vis-à-vis des Sociétés coopératives. Très peu de prescription et une caractérisation vague de la coopération des lois générales. (Voir aussi le Code italien de 1882).

Deuxième type de législation. — Celui de la législation suisse (le Code des obligations de 1881), définie par une caractérisation plus précise de la coopération. Toujours dans l'ensemble des lois générales, ce type est celui d'ailleurs qui reconnaît aux coopératives une base juridique plus large, ainsi qu'une liberté plus complète de développement.

Troisième type de législation. — Est celui d'une caractérisation publique adoptée aux besoins de la Coopération dans le cadre d'une loi spéciale. Tel est le cas de la loi coopérative anglaise (*Industrial and Provident Societies Act*, 1873-1913). En Allemagne, *Deutsches Gesetz über der Erwerbs und Wirtschaftsgenossenschaften*, 1889-1898 ; en Hongrie, en Pologne, en Roumanie, 1929.

L'évolution juridique de la coopération roumaine peut se diviser en quatre périodes distinctes, chacune de ces divisions chronologiques correspondant à un changement d'orientation et de mentalité de la part du législateur roumain vis-à-vis du

mouvement coopératif. Les pôles autour desquels ces changements de conception graviteront seront : l'autonomie et le maintien de la tutelle de la coopération, c'est-à-dire qu'il y aura deux tendances parmi les conceptions juridiques, l'une cherchant à accroître l'indépendance de la coopération, tandis qu'au contraire, l'autre visera à affirmer la primauté de l'Etat au sein de la coopération. A la lumière de ces quelques explications préliminaires, les divisions chronologiques de la législation coopérative roumaine seront les suivantes :

Première période jusqu'à 1930, se caractérise par une absence de législation spéciale de la coopération ;

Deuxième période, s'étendant de 1903 à 1928 ; l'Etat prend en considération le phénomène coopératif, l'encadre et le dirige. C'est la prise en tutelle du mouvement coopératif.

Troisième période, de 1928 à 1938. Régime plus libéral, c'est la marche de la coopération roumaine vers l'acquisition de l'autonomie juridique. Tendance donc à l'affranchissement de la tutelle étatiste.

Quatrième période. — Echec de cette tendance libérale, retour en arrière sous la tutelle étatiste (décret-loi du 23 juin 1938).

Nous allons étudier successivement ces quelques périodes législatives en éliminant autant que possible les détails inutiles des législations coopératives pour n'en conserver que l'essentiel, l'idée directrice.

CHAPITRE PREMIER

Première période

Absence d'une loi spéciale (1887-1903).

Les premières dispositions législatives concernant les Sociétés de coopérative se trouvent insérées dans le Code de commerce roumain de 1887, titre 7, art. 221-235. D'ailleurs, celui-ci n'est qu'une copie à peine retouchée du Code italien de l'époque qui, à son tour, s'inspire de la loi française du 24 juin 1867. Ainsi que nous l'avons vu, les premières dispositions coopératives apparaissent dépourvues de tout effort d'originalité de la part du législateur roumain. Ce qu'il faut d'ailleurs faire ressortir à la décharge de celui-ci, c'est qu'une totale confusion régnait alors en Europe sur la nature juridique de la coopération, et le législateur roumain, en copiant purement et simplement les dispositions étrangères, ne fait par son abstention qu'exprimer cette incertitude. Les 15 articles du Code de commerce roumain de 1887 forment, par conséquent, l'acte légal de naissance de la coopération roumaine. Le Code de commerce roumain définit les Sociétés coopératives comme étant celles dans lesquelles les statuts peuvent stipuler que le capital social est susceptible soit d'augmentation, soit de diminution, par des versements progressifs faits par des associés ou par des retraits totaux ou partiels des apports effectués. Suivant le Code de commerce, ce capital social ne peut être fixé par l'acte constitutif ou par les statuts de la société à plus de deux cent mille lei (articles 24 du Code roumain et article 49 de la loi française du 24 mai 1867). Cette mesure législative de fixation d'un maximum du capital social est due au souci du législateur d'éviter des possibilités de fraudes de la part de la société commerciale qui voudrait se camoufler en société coopérative. Ce n'est d'ailleurs pas une

limitation des moyens totaux de la coopération qui aurait pu empêcher de tels abus, mais bien la mesure suivante, à savoir : la fixation de maximum de 5.000 lei à l'apport individuel de chaque associé.

Sous le régime du Code du commerce, les sociétés coopératives peuvent revêtir toutes les formes considérées légales pour les sociétés commerciales ; elles sont, en conséquence, soumises aux dispositions générales qui régissent les sociétés suivant qu'elles ont adopté soit une forme personnelle, soit une capitaliste (société par actions). Cependant cette liberté pour les coopératives de choisir la forme de société qu'elles désireraient n'est qu'apparente car, au fond, toutes les sociétés coopératives sont soumises aux dispositions qui régissent les sociétés anonymes en ce qui concerne l'autorisation judiciaire nécessaire à leur constitution, à la publication de leurs actes de constitution et à leur modification postérieure, aux devoirs et à la responsabilité des administrateurs (art. 223 CC. Com.).

Sont applicables également aux sociétés copératives les dispositions qui se rapportent aux assemblées générales, aux bilans, aux censeurs et à la liquidation de la société par actions, tant que celles-ci ne seraient pas contraires aux statuts et à l'acte constitutif de la coopération.

Si, d'un côté, le législateur du Code exprime une certaine méfiance à l'égard de la Société coopérative en l'assimilant aux sociétés commerciales, par ailleurs il lui octroie en compensation certains avantages sous la forme de dérogations au droit commun.

Première dérogation. — Une société coopérative est considérée constituée au moment où un dixième du capital a été versé au lieu de trois dixièmes, comme en droit commun. Cette règle exorbitante du droit commun s'explique par le fait que le capital de la société étant variable, ces trois dixièmes ne peuvent être calculés d'une manière effective, et surtout cette mesure se comprend par l'intention du législateur de faciliter la constitution des coopératives formées généralement par des personnes ayant une condition matérielle modeste (art. 227 C. Com. roumain et v. aussi l'art. V de la loi française du 24 juin 1867).

Deuxième disposition de faveur accordée par le Code du commerce aux coopératives (art. 228) : c'est de les soustraire du champ d'application de l'art. 148 du même Code, aux termes duquel, au cas où le capital social d'une société a été réduite à un tiers, les administrateurs sont obligés de convoquer les associés pour les consulter s'ils veulent reconstituer le capital, le limiter, ou s'ils désirent dissoudre la société. Par sa nature même (capital variable par des apports ou par des retraits effectués par des membres), la société coopérative échappe à une telle obligation ; toutefois, le législateur peut voir que les retraits de capital social, par le retrait de versement, ne peuvent descendre au-dessous de la dixième part de capital social. (Voir l'art. 227 C. com. et l'art. 51 de la loi française 1867).

Troisième faveur. — L'exemption de la taxe du timbre d'enregistrement en ce qui concerne l'acte constitutif aussi bien que pour l'inscription ou le retrait des membres (art. 235).

Cette politique d'avantages matériels, amorcée par le Code commerce sera amplifiée chaque fois qu'il y aura une nouvelle réforme judiciaire concernant la coopération. Elles sont nombreuses, ces réformes, de sorte qu'on arrive aujourd'hui à un véritable code d'avantages faits en faveur de la coopération.

Les règles qui s'appliquent à la vie de la société coopérative sont les mêmes que celles qui sont propres aux sociétés anonymes, à la différence que les administrateurs des coopératives doivent toujours être choisis parmi les coopérateurs, et ils pourront également être épargnés de déposer une caution.

En conclusion, la législation du Code commerce sur les coopératives est apparue vite insuffisante devant l'activité débordante des Banques populaires (702 en 1902). De plus, elle permettait par ses fissures la création de pseudo-coopératives qui en réalité, n'étaient que des sociétés capitalistes déguisées (1). Une réforme s'imposait, elle fut apportée par la loi des Banques populaires en 1904.

(1) Cf. I.-G. Duca, « Les Sociétés coopératives en Roumanie », 1902, Paris, p. 53.

CHAPITRE II

Deuxième période (1903-1928)

La tutelle de l'Etat.

Cette même période se divise en deux sous-périodes :

- a) De 1903 jusqu'à l'entrée dans la guerre de la Roumanie (1913-1916) ;
- b) De la Paix 1918 jusqu'en 1928.

PREMIÈRE SECTION

PREMIÈRE SOUS-PÉRIODE (1903-1918)

Tutelle étroite de l'Etat.

La loi de 1903 sur les Banques populaires fut la véritable charte législative du mouvement coopératif roumain ; elle va dominer la matière jusqu'en 1928, bien qu'elle fût modifiée à de nombreuses reprises (1).

Quelles sont les intentions du législateur de cette nouvelle loi ? (2)

Les buts qu'ils se proposent d'atteindre paraissent être les suivants :

- a) *Consolider le mouvement coopératif en train de se développer pour pouvoir combattre l'usure dans les villages, ainsi*

(1) Voir l'annexe bibliographique concernant les modifications législatives.

(2) Cf. exposé des motifs de la loi.

que nous l'avons déjà constaté dans notre partie historique du sujet ;

b) *Contrôler le mouvement* en l'encadrant dans la politique sociale de l'Etat afin de préserver celui-ci d'abus possible de la part des faux coopérateurs et même des coopérateurs eux-mêmes, trop suspects à l'époque de vouloir arriver à une solution de force de la question agraire à l'instar des socialistes ;

c) *Créer une Caisse centrale* par l'intermédiaire de laquelle se fera le contrôle des banques.

Le grand mérite du législateur de 1903 fut de partir dans sa réforme des nécessités locales et des conditions régnant dans le milieu dans lequel la coopération roumaine s'était développée.

C'est ainsi qu'aucun système étranger Raiffeisen Schulze-Delitsche, Haas, etc., ne fut appliqué intégralement, mais bien une combinaison de ces doctrines adaptées, transformées à la réalité roumaine.

Mais quelles sont les dispositions de la loi de 1903 ? Tout d'abord la loi fait une distinction : elle divise les Banques populaires en trois grandes catégories que voici :

A. *Les banques indépendantes*, c'est-à-dire les banques qui se trouvaient dans le pays avant la promulgation de la loi (art. VII).

Pour cette catégorie de banques, la loi exige que les statuts comprennent :

a) Le nom que la société portera et l'endroit de constitution ;

b) Les modalités de la formation du capital social, la grandeur des parts sociales des membres, la modalité des paiements et de restitution en cas de sortie ou d'exclusion de la société ;

c) L'énumération des opérations que la société peut faire, le mode de conservation du capital social, les conditions dans lesquelles le crédit sera accordé, tant aux membres qu'aux non-membres, et le mode de formation du fonds de réserve et de sa destination en cas de dissolution de la société. Le mode d'administration de la société, les règles pour le choix des administrateurs, leurs pouvoirs et devoirs.

B. *Les banques admises à travailler avec la Caisse centrale* sont le deuxième type prévu par la loi. Les principes sur lesquels se base leur organisation sont une combinaison originale des types Reiffeisen Schulze-Delitsche, etc. En effet, pour que ces banques existent, la loi sur les Banques populaires exige qu'elles remplissent les conditions suivantes (art. 31) :

Première condition. — La banque ne doit admettre comme membres que les habitants de la commune de résidence ou d'une commune limitrophe (principe Reiffeisen).

Deuxième condition. — Elle ne doit pas non plus recevoir dans son sein les membres d'une autre banque rurale constituée sous la forme d'une société par actions (principe Reiffeisen).

Troisième condition. — Les actions de ce deuxième type de Banque populaire sont toujours nominatives et ne pourront être qu'en la possession des habitants de la commune de résidence ou d'une commune voisine, et ne pourront faire l'objet d'une cession qu'avec le consentement du Conseil d'administration de la banque et d'une Assemblée générale des membres.

Quatrième condition. — La banque coopérative ne pourra accorder des emprunts qu'aux habitants des communes où seront recrutés ses membres (principe Reiffeisen).

La loi prévoit également que les banques doivent se former un fonds de réserve d'au moins 10 % pour couvrir les pertes éventuelles des banques, fonds qui pourra être déposé à la Caisse centrale pour y être fructifié si le Conseil d'administration de ce dernier organisme l'imposait (principe Schulze-Delitsche).

C. *Le troisième type des banques* imaginé par la loi de 1903 est celui dont les membres sont responsables solidairement d'une manière illimitée, à l'instar de la coopérative de crédit Reiffeisen (art. 34).

Aux termes mêmes de la loi, il pourra être organisé des Banques populaires sans capital social, composées de mises sociales et de donations, mais celles-ci ne peuvent être créées

que sur la base de responsabilité solidaire et illimitée des membres de la société pour toutes ses opérations.

La loi prévoit aussi que le Conseil d'administration de la Caisse centrale peut avancer à toutes ces banques le capital nécessaire pour commencer leurs opérations à condition que la société soit formée d'au moins vingt membres et que ceux-ci aient suffisamment de fortunes mobilières ou immobilières.

Le législateur roumain, dans le désir de faciliter et d'encourager la création des Banques populaires leur accorde une série d'avantages de beaucoup plus importants que ceux octroyés par le Code de commerce. C'est ainsi qu'en plus d'avantages fiscaux, comme, par exemple, l'exemption de la taxe du timbre et d'enregistrement, prévue par le Code de commerce et maintenue dans la présente loi (art. IV), les Banques populaires bénéficient en outre d'avantages :

a) Procéduraux : l'accélération des formalités de publication et de transcription (art. IV et 19), l'acte constitutif sera authentiqué par le juge de paix au lieu de l'être par le tribunal ;

b) Judiciaires : les actions intentées par les Banques populaires sont plus accélérées et l'exécution définitive des jugements concernant la coopération se fait sur la base de la loi des poursuites des revenus de l'Etat, alors qu'en réalité ces jugements ne regardent que des créances contractées vis-à-vis des organismes privés, les Banques populaires.

La grande innovation de la loi de 1903 ne concerne pas tant les formalités à remplir par les Banques populaires, ou les avantages à elles accordés, que la création d'un organisme nouveau, la Caisse centrale des Banques populaires, dotée par l'Etat d'un capital de 20 millions lei. Cette Caisse est dirigée par un Conseil d'administration dont les décisions sont souveraines en matière coopérative ; ce n'est, du reste, que l'Etat, par le ministre respectif, qui pourra opposer un droit de veto à ces décisions, prérogative que l'Etat s'assume comme contrepartie de son aide matérielle.

Le but de cette Caisse est de surveiller la juste application de la loi, d'aider matériellement par des prêts certaines unités coopératives et, enfin, de les diriger moralement. La loi de

1903 fait en outre allusion aux diverses formalités de concentration bancaire aux fédérations de crédit ; ces fédérations de Banques populaires, pour être créées, doivent suivre la même filière que celle des Banques populaires villageoises. Cependant, des parts sociales souscrites par les Banques populaires, en vue de former une fédération, peuvent dépasser le maximum de 5.000 lei prévu à l'article 225 du Code du commerce. Les fédérations coopératives de crédit peuvent, sous certaines conditions (art. 31), travailler aussi avec la centrale des Banques populaires.

En conclusion, un des grands efforts de la législation de 1903 a été la création et le soutien des banques du type Reif-
feisen prévues à l'article 31. Mais, cependant, si, à d'autres points de vue, la loi a donné des résultats excellents, notamment en ce qui concerne l'unification des statuts des banques travaillant avec la Caisse centrale, unification qui a facilité énormément le contrôle (1), elle a plutôt échoué dans la création du type de Banques populaires, à responsabilité limitée (2).

Les causes de cet échec ne sont pas difficiles à déceler à la lumière des observations faites par un des députés roumains (M. Orléano) qui, au cours de la discussion de la loi, s'exprime à ce sujet de la façon suivante (3) :

« Une banque à responsabilité solidaire et limitée, basée uniquement sur le principe de la neutralité comme le demande l'article 34, exige l'existence des paysans cultivés, avec le respect de leur parole et le souci de remplir à temps les obligations qu'ils ont contractées ; ce qui présuppose développés, chez les paysans, à un haut degré, les sentiments de solidarité, chose qui n'existe presque pas chez nous. »

Ce qu'il faut observer également dans la loi de 1903, c'est qu'elle ne déclare nulle part admis le principe de la ristourne ou de la porte ouverte ; en échange, elle s'occupe du capital

(1) Voir rapport présenté à la Banque nationale roumaine par A. Galan, « Contribution aux problèmes de la réorganisation du crédit en Roumanie », p. 93.

(2) En 1920, il n'y avait que 43 banques à responsabilité limitée tandis que 230 fonctionnaient en conformité avec l'art. 7 (banques indépendantes) et 2.931 d'après l'art. 31.

(3) Cité par Payelesco, *op. cit.*, p. 84.

social qui n'a plus les limites fixées par le C. com. (200.000 lei).

Mais on voit surtout que cette loi est dirigée principalement contre l'usure car : « les intérêts des emprunts accordés par les Banques populaires ne pourront dépasser les limites fixées par le conseil de limitation de la Caisse centrale », — ce qui est un rude coup porté aux taux élevés des emprunts des Banques populaires.

L'administrateur roumain, en 1903, n'avait pensé qu'aux Banques populaires, en ignorant totalement les autres formes coopératives; ce n'est qu'au fur et à mesure des nécessités que la loi de 1903 fut étendue par les lois du 14 avril 1905 et 31 mars 1908 aux sociétés coopératives de production et de consommation, ainsi qu'aux associations d'affermages de terre. Il faut noter, quant aux règles spéciales régissant les coopératives de consommation et d'approvisionnement, que c'est la Caisse Centrale qui élabore les statuts types de ces coopératives. D'après les statuts types, ces sortes de coopératives ont la mission « d'approvisionner les paysans avec le nécessaire à leur ménage et à leurs occupations agricoles ». Elles doivent également rechercher à développer la vente en commun par la valorisation de leurs produits agricoles. Pour fonder les coopérations de consommation, la loi demande un minimum de 50 membres (actuellement le nombre est de 100) qui sont obligés de payer une taxe d'entrée, de souscrire un capital social avec un premier versement de 10 % et de répondre solidairement jusqu'au double du capital social (art. 18 jusqu'à 20). Cette dernière disposition a été modifiée récemment, la société ayant la faculté de choisir le genre de responsabilité, limitée ou illimitée (art. 6-8 statut type 1938).

Les statuts des coopératives de consommation contiennent en outre les principes rochedaliens c'est-à-dire qu'ils admettent les trois grands principes de la porte ouverte, de la ristourne et de la vente au prix courant. Les coopératives rurales de production se présentent surtout en Roumanie comme coopératives d'exploitation des forêts ou d'association d'affermages de terre. L'article 57 de la loi des Banques populaires soumet ces coopératives d'exploitation de forêts aux obligations dé-

coulant de cette loi, en leur prescrivant l'obligation d'adopter la responsabilité solidaire et illimitée des membres (art. 19). Les associations coopératives d'affermage de terres, les Obsti, sont issues de la nécessité d'aider les paysans pauvres à accéder à la culture de la terre. Le nombre minimum fixé par la loi de ceux qui pourront former une Obsti est de cinq (d'après les statuts type de 1938, l'association doit avoir au minimum 25 membres). Ceux-ci, par la simple prise en ferme d'un immeuble rural, quelle que soit la forme du contrat, verbal ou écrit, forment une obsti qui acquerra de plein droit la personnalité juridique. Pour faciliter la formation de telles associations d'affermages des obsti, une loi du 14 avril 1909 (art. 9) décide que les terres de l'Etat, de la commune et des églises ne seront exploitées qu'en les affermant aux associations paysannes légalement constituées. Cette dernière disposition législative se trouve être à la base de l'essor remarquable que vont prendre par la suite ces obsti (voir troisième partie).

La coopération urbaine en Roumanie, avant la guerre, était insignifiante ; c'est ainsi que s'explique que ce n'est qu'à peine au 20 décembre 1909 que furent étendues les dispositions de la loi sur les Banques populaires aux coopératives fondées dans les villes par les artisans et les ouvriers roumains. Ces coopératives se trouvent placées également sous l'empire de la Caisse centrale des Banques populaires. La pénurie des textes juridiques sur la coopération urbaine traduit le minimum d'importance de la coopération urbaine en Roumanie.

DEUXIÈME SECTION

La période 1918 à 1928.

Tutelle relâchée de l'Etat dans l'après-guerre.

L'expérience de la guerre mondiale a été triste et douloureuse pour la Roumanie qui eut le pays envahi et la population en exode. Les troubles sociaux qui ne manquèrent pas d'apparaître à la fin de la guerre aboutirent finalement à l'expropriation des terres. Cette solution fut seule reconnue capable

de sauvegarder la structure sociale du pays et de conserver à la fois l'unité nationale. Dans cette œuvre de justice sociale, la coopération est apparue, ainsi que nous l'avons déjà vu dans la partie historique, comme l'instrument idéal pour aider à l'impropriation des paysans et pour préserver en même temps les avantages techniques des anciens grands domaines. Malheureusement, comme nous le savons déjà, cette expérience coopérative a échoué. D'ici nombre de difficultés pour les coopératives roumaines qui vivent dans une telle confusion, laquelle aura des répercussions sur les diverses lois qui essaieront de porter remède à cet état de choses. Cette œuvre de redressement partira toujours d'en haut au lieu que ce soit d'en bas, ce qui explique non seulement la cadence et la soudaineté trop rapides des modifications législatives, mais aussi la totale absence d'unité et de méthode dans les diverses législations coopératives.

Celles-ci affecteront surtout la structure des organisations coopératives centrales, lesquelles, dans un chaos complet, se promènent d'un ministère à un autre, leurs attributions changeant du jour au lendemain, quand elles n'empiètent pas les unes sur les autres.

Un tel gaspillage d'efforts, un tel spectacle de gaucherie ne peut trouver son excuse que dans l'inexpérience des chefs et les difficultés variées qui se sont produites en Roumanie après la guerre.

Le régime coopératif inauguré après la guerre (décret-loi n° 3922 du 31 décembre 1918) crée un système central ayant à sa tête un super-organisme : la Caisse centrale de la coopération et de l'impropriation des paysans. Celle-ci, à son tour, fut subdivisée en cinq directions dont trois ayant trait à la coopération proprement dite :

- a) La Centrale des Banques populaires ;
- b) La Centrale des coopératives rurales de production et de consommation ;
- c) La Centrale des associations rurales d'affermage et d'exploitation agricole, les obsti.

La tutelle de l'Etat instituée par la loi de 1903, bien que maintenue par le décret-loi de 1918, est cependant relâchée,

car des représentants des unités coopératives entrent dans le Conseil d'administration des Centrales (dans la Centrale des Banques populaires, il y a maintenant 9 membres dont 5 nommés par l'Etat et 4 choisis par les coopératives elles-mêmes).

La même chose se passe pour les autres Centrales.

De même les coopératives sont admises à participer à la constitution du capital social et des Centrales coopératives ; ainsi le capital de 24 millions de lei de la Centrale des Banques populaires est souscrit moitié par les Banques populaires et moitié par l'Etat (l'ancienne dotation de la Caisse centrale 1903), tandis que le capital de 12 millions de la Centrale de production et de consommation est formé d'un apport de l'Etat de 8 millions et de 4 millions souscrit par les Banques populaires. D'une manière générale, comme nous le constatons, la majorité de capital de ces Centrales reste encore dans les mains de l'Etat.

En conclusion, la réforme coopérative 1918 s'est avérée à la longue irrationnelle et coûteuse (1). Car le critère de la division des Centrales aurait dû se faire suivant le principe de la spécialisation commerciale, bancaire et morale, tandis qu'elle s'est faite par catégorie de coopératives. De cette manière, elle n'a pas su éviter les doubles emplois inutiles et le bureaucratisme avec toutes ses tares. Pour toutes ces raisons, l'œuvre pratique des Centrales fut très peu efficace car, par exemple, les fonds qu'elles utiliseront proviendront dans leur grande majorité soit de l'Etat, soit de la Banque Nationale de la Roumanie ce qui fera qu'elles ne seront, en dernier lieu, que des intermédiaires inutiles entre les coopératives qui voudraient s'adresser à elles et l'Etat (la Banque Nationale de la Roumanie).

En somme, le crédit reviendra, pour les banques coopératives, plus cher en s'adressant aux Centrales qu'en allant directement à la source, c'est-à-dire à la Banque Nationale (2).

(1) Cf. A. Galan, « Le rôle et la structure coopérative en Roumanie », Bucarest 1927, p. 66.

(2) Voir « Le passé et le présent des institutions centrales coopératives », p. 11.

CHAPITRE III

Vers l'autonomie du mouvement coopératif

PREMIÈRE SECTION

Le code coopératif de 1928. — Tendances libérales.

Par le Code coopératif (Code Lupu) du 12 juillet 1928 s'ouvre une troisième période dans l'histoire législative de la coopération roumaine, car c'est le moment où commence à poindre à l'horizon l'espoir de son affranchissement de la tutelle étatiste.

La première mesure du Code c'est d'obliger toutes les coopératives constituées sous l'empire des lois étrangères dans les provinces rattachées à l'unification dans un délai déterminé (1). En dehors de ce souci d'ordre formel, les buts que le Code se propose sont :

a) L'octroi d'une autonomie étendue accompagnée d'un système d'auto-contrôle des unités coopératives ;

b) La décongestion des Centrales dont une partie des fonctions passe aux fédérations coopératives de second degré, présumées mieux connaître et apprécier les besoins locaux des coopératives ;

c) Une démarcation nette entre les coopératives de crédit et les autres coopératives. C'est ainsi que les fédérations de coopératives à caractère purement économique ne sont pas admises à faire des opérations de crédit qui doivent être réser-

(1) D'autres projets de code ont tendu à la même unification. I.-G. Duca, Chirculescu, Madgearu, etc...

vées exclusivement aux fédérations de Banques populaires, lesquelles à leur tour ne doivent pas s'intégrer des opérations à caractère économique.

Le Code de la coopération précise mieux le système de la fédération des Banques populaires et des coopératives et, dans le premier cas, il les oblige à s'associer en des fédérations pratiquant l'auto-contrôle. Cette obligation d'auto-contrôle est le premier échelon d'une certaine autonomie coopérative. Une autre mesure digne d'intérêt du Code de la coopération, c'est de ramener à deux au lieu de trois les Centrales (art. 154) :

- 1° La Centrale des Banques populaires ;
- 2° La Centrale des coopératives.

Celles-ci auront comme mission d'aider financièrement et moralement les sociétés coopératives ainsi que les unions d'auto-contrôles. Le capital initial de ces deux Centrales s'élève à la somme de 200 millions lei souscrits en grande partie par l'Etat, le reste l'étant par les sociétés coopératives.

Au-dessus de ces deux Centrales, il y a un Conseil supérieur de la coopération dont le rôle sera de coordonner l'activité de ces deux organismes.

En résumé, le grand mérite du Code de la coopération, c'est en premier lieu de tendre à un régime de liberté plus marquée pour les coopératives. En deuxième lieu le Code réalise une certaine rationalisation des moyens financiers jusqu'alors trop disséminés à une série d'organismes centraux.

Cet effort de rationalisation bancaire trouve sa justification dans les lignes suivantes : « La concentration de toutes les sociétés coopératives en une seule Centrale est nécessaire car, uniquement par cette concentration, se crée une base saine capable de donner d'un côté au mouvement coopératif les moyens financiers, et de l'autre, en faisant de la Centrale des Banques populaires la banque de la coopération entière, nous lui donnerons la possibilité que, par la spécialisation, le crédit soit accordé aux meilleures conditions d'après les principes de politique bancaire, sans lesquels aucune institution bancaire ne peut vivre. » (Exposé des motifs.)

Ce commencement de rationalisation bancaire sera para-

chévé dans la législation suivante, car ce Code n'eut pas la chance d'une longue existence (une année), étant remplacé par la loi de 1929.

SECTION II

Elargissement de l'autonomie coopérative.

Loi du 28 mars 1929 (loi Raducano).

Le Code de la coopération s'est vite montré imparfait dans ses principes.

a) C'est ainsi que les Centrales fonctionnent comme des institutions de crédit et de contrôle, ce qui permet à ces organismes d'intervenir administrativement dans l'organisation intérieure des coopératives, en dehors du contrôle financier (emploi de fonds), seul permis ;

b) Le crédit continue de renchérir à cause du manque d'un institut autonome de crédit doté de son propre capital, les Centrales ne faisant qu'être l'intermédiaire entre la Banque Nationale et les coopératives.

La loi de 1929 ne diffère guère du Code de la coopération, car elle lui adopte une grande partie de ses dispositions concernant la constitution, le fonctionnement et la liquidation des sociétés coopératives. La législation de 1929 ne s'écarte de la conception du Code de la coopération qu'en ce qui concerne le contrôle, la direction et le financement des sociétés coopératives.

Mais quelles sont les idées centrales de cette réforme ? Les voici :

1° *Large autonomie accordée au mouvement coopératif* qui échappe au contrôle étatiste, celui-ci ne s'effectuant que par des unions d'auto-contrôles fondées par les coopératives d'une certaine région (art. 68). Cette affiliation à de telles unions n'est point obligatoire comme dans le Code précédent. Là où elles n'existent pas à cause du fait que leur entretien coûterait trop cher, le contrôle s'effectuera par un organisme spécialement créé : l'Office national de la coopération où l'Etat, par ses représentants, a un rôle encore prépondérant. D'ail-

leurs, cet Office national contrôle, guide les unions d'auto-contrôles. Tel qu'il ressort de la lecture de l'exposé des motifs, le législateur désire : « asseoir le régime légal et statutaire ainsi que la politique coopérative sur des bases solides et larges, c'est-à-dire donner l'autonomie au mouvement coopératif ». Dans l'esprit du législateur de 1929, les unions d'auto-contrôles pourront aboutir un jour à conclure leur œuvre de concentration coopérative, par la création autonome d'une Centrale des unions libres des coopératives ; ce jour, l'Office national de la coopération aura rempli sa mission et disparaîtra.

2° *Une meilleure spécialisation technique.* — La loi de 1929 met à la base de l'organisation de la coopération une distinction nette entre « les attributions économiques et les attributions à caractère moral » (exposé des motifs).

En conformité avec ce principe fondamental, la loi de 1929 dissout les Centrales prévues par le Code de 1929, la Centrale des Banques populaires et la Centrale des coopératives, ainsi que le conseil supérieur de la coopération.

A leur place la loi prévoit la création :

A. D'une banque centrale coopérative ayant un capital de 500 millions lei souscrit entièrement par l'Etat. Cette banque sera le seul organisme de financement du mouvement coopératif et n'aura donc qu'une attribution purement économique et non point de contrôle législatif.

B. De l'office national de la coopération dont le rôle sera purement moral, ayant des fonctions de contrôle, de direction et d'éducation morale et coopérative.

Ces distinctions entre les attributions économiques et morales se retrouvent à un échelon inférieur, car les coopératives et les fédérations doivent se limiter à une activité purement économique, tandis que les unions d'auto-contrôles s'occupent uniquement de la surveillance de l'activité des coopératives.

Quant aux principes coopératifs, il faut noter que, tant le Code de la coopération que la loi de 1929 admettent le principe de la porte ouverte, de la limitation des parts sociales et le principe de la ristourne (art. 24, loi de 1929).

La loi de 1929 représente la victoire doctrinale des parti-

sans de la liberté en matière coopérative, seulement ils ont très mal su échafauder leurs réformes, car l'apport matériel de l'Etat à la coopération est encore énorme (tout le capital de la Banque centrale coopérative). Or, il est très difficile de demander à quelqu'un de vous prêter régulièrement de l'argent et de lui refuser en même temps tous droits de contrôle sur son argent ; et il est d'autant plus difficile d'agir de la sorte quand on a affaire à l'Etat.

D'ailleurs, les coopératives elles-mêmes se sont montrées peu enthousiastes d'accepter ce régime, et elles ne voulurent pas s'inscrire dans les unions d'auto-contrôles pour économiser les frais d'entretien de ces unions, frais qui, naturellement, leur incombaient. Ceci eut comme résultat un relâchement du contrôle coopératif et de nouvelles sources d'abus (1).

En somme, le législateur de 1929 crée cette situation illogique qui, tout en maintenant le financement de la coopération par l'Etat, réduit son rôle au minimum, car « la liberté c'est l'idéal de la coopération », d'où résulte que l'immixtion de l'Etat doit être acceptée comme un mal nécessaire, mais un mal qu'on devrait limiter autant que possible.

L'illogisme de la structure coopérative centrale, ci-dessus mentionnée, ne fut d'ailleurs pas long à se venger, amenant de nouvelles modifications législatives, lesquelles durent imposer l'obligation de la constitution d'union d'auto-contrôle (2).

Finalement, une loi du 25 mars 1935 transforme à nouveau la structure centrale de la coopération, donnant naissance à une organisation éminemment bureaucratique ; à la place de l'Office national de la coopération roumaine, la loi crée quatre organismes : la Banque centrale coopérative, qui reste la même, la Centrale coopérative de production, la Centrale coopérative de consommation (magasins de gros), et enfin la Centrale coopérative de direction, d'organisation et de contrôle. Toutes ces centrales ont, au-dessus d'elles, un organisme coordinateur : la Caisse centrale de la coopération.

Une telle nouvelle complication de la structure centrale coo-

(1) Voir I. Opreșco, « Din Nevoile Cooperatiei », p. 209, Bucarest 1935.

(2) Loi du 4 avril 1930, art. 66.

pérative ne pouvait que renouveler l'expérience du passé (décret-loi 1918).

Une confusion d'attributions, des abus et un bureaucratisme excessif se produisirent à la suite de cette dernière modification législative. Le nombre absurde des conseils d'administration, des conseils de direction, des censeurs, est éloquent par lui-même de l'excès bureaucratique dont nous parlons (4 assemblées générales, 4 conseils d'administration, 3 commissions de censeurs, 4 comités de direction, 1 conseil supérieur de la coopération, 1 conseil national coopératif).

Il n'est pas étonnant que, devant cette débauche d'énergies et d'argent, le désir d'une réforme générale, totale et unique, se produisît dans les rangs des véritables coopérateurs à l'écart de toute combinaison particulière.

Le nouveau régime autoritaire instauré sous la haute direction du roi Carol II allait faciliter l'avènement si souhaité d'une nouvelle ère.

CHAPITRE IV

Retour en arrière, sous la tutelle étatiste

La dernière législation coopérative du 23 juin 1938 ne peut être envisagée que dans le cadre et, surtout, dans l'esprit du nouveau régime constitutionnel roumain institué le 27 février 1938.

La prise en mains effective à cette époque des rênes de l'Etat par le roi Carol et l'instauration d'un régime d'autorité ne fut qu'une réplique opportune donnée aux luttes intestines des partis politiques, luttes qui avaient atteint le point culminant aux élections de 1937.

Pour comprendre le sens du nouveau régime, et surtout les causes efficientes qui l'ont amené, il faut avoir vécu l'expérience d'une fausse démocratie, d'une démagogie sans vergogne que fut celle du régime politique de la Roumanie après la guerre.

La corruption administrative et les abus enfantés par cette démagogie parlementaire s'étaient infiltrés dans les coins les plus obscurs de l'organisme national au point de menacer son existence même. On comprend que l'avènement d'un nouveau régime bannissant la parodie démocratique devait avoir des répercussions immédiates sur les rapports entre l'Etat et la coopération.

L'infiltration politique dans les coopératives était devenue

quelque chose d'inimaginable, avilissant totalement le prestige de la coopération (1).

L'épuration de la coopération de pseudo-coopérateurs, la lutte contre le bureaucratisme excessif, véritable cimetière des bonnes intentions, et surtout l'adaptation des organismes centraux à la réalité de la société coopérative locale, se présentèrent comme autant de problèmes à résoudre.

L'importance de ces objectifs n'échappa point au législateur qui, sous la plume de l'auteur de la réforme, l'énergique gouverneur de la Banque nationale de Roumanie, M. N. Constantinesco, s'exprime comme suit :

« La coopération, chez nous, n'est pas un simple problème bancaire, commercial ou économique, entre certaines personnes qui s'unissent pour se soutenir réciproquement ; la coopération est un problème national constituant une politique essentielle et décisive de l'Etat dans le but de réorganiser, de développer la vie économique des villages et des hameaux. » (Exposé des motifs.)

Plus loin, M. Mitiza Constantinesco s'exprime sur le sort qu'il entend réserver à la coopération : « La coopération doit être une politique ample et profonde d'Etat au-dessus des associés coopérateurs — frappés par les maux d'une crise morale et matérielle qui a ébranlé la coopération — par laquelle celui-ci (l'Etat) devra promouvoir la grande œuvre de redressement de la vie économique des agriculteurs. »

En bref, à la lumière de ces quelques considérations, les objectifs que se propose d'atteindre le décret-loi du 23 juin

(1) Pour diriger effectivement les masses électorales grâce à la coopération, les partis politiques cherchèrent à implanter leurs hommes dans les postes de confiance des coopératives ; des scènes inouïes se sont passées pour la main-mise sur ces coopératives.

C'est ainsi que de véritables batailles rangées entre les membres coopérateurs qui avaient des affinités avec le gouvernement et les autres se produisirent. Les premiers réussirent à exclure ceux-ci à l'aide des agents publics, des gendarmes, etc. Voir également le manque d'élégance des débats parlementaires qui mirent aux prises les coopérateurs. (V. Furnica, p. 61, n° 8/9, 1936, Prezentul 16 décembre 1937, v. « Débats parlementaires 1935 », p. 944).

1938 (qui d'ailleurs ne modifie que partiellement la loi de 1935) paraissent être :

1° La *neutralisation politique* de la coopération et « retour à la tradition saine d'avant-guerre », ce qui signifie le renforcement de la tutelle de l'Etat et la réintégration de la coopération dans la politique sociale de l'Etat ;

2° *Revalorisation sociale de la coopération* : le mouvement coopératif débarrassé de l'influence désastreuse d'une infime minorité sera encadré dans la politique sociale de l'Etat, afin qu'il puisse vivre « de ses propres forces morales » ;

3° *Une plus étroite collaboration* entre les sociétés coopératives de premier degré et leurs fédérations et centrales, afin que celles-ci soient constamment informées des besoins et problèmes des premières.

Mais comment la nouvelle législation entend-elle atteindre ses buts ?

Premier objectif : par une centralisation du mouvement coopératif, réaction contre le bureaucratisme et le dispersement excessif des anciennes législations ; les Centrales sont dissoutes et il crée à leur place un Institut national de la coopération dont le capital est souscrit par l'Etat (512.650 millions lei) et les sociétés coopératives (1 milliard lei).

Cet Institut National sera divisé en trois sections :

- a) Bancaire (art. 23) ;
- b) Economique ;
- c) Direction (le contrôle et la propagande).

La loi permet à ces sections les opérations suivantes :

- a) *Pour la section bancaire* (art. 23) :

1° Accorder des crédits aux coopératives associées de tous degrés ; elle pourra faire aussi des opérations de crédit sur warrant ;

2° Acheter pour son propre compte ou garantis par l'Etat des effets publics jusqu'à la concurrence du dixième du capital social versé ;

3° Placer ces disponibilités de caisse sous forme de dépôts à vue ou en compte-courant à des Institutions d'Etat ou contrôlées par l'Etat, ou à des Institutions financières avec l'approbation du ministre de l'Economie nationale ;

4° Participer en régie à n'importe quelle organisation coopérative, ainsi qu'à toute autre organisation qui travaille pour des coopératives, jusqu'à concurrence maximum de 10 % du capital versé ;

5° Recevoir des dépôts de la part des unités coopératives associées, des coopératives non associées, des particuliers et des autres institutions publiques ;

6° Emprunter sous n'importe quelle forme à la Banque nationale de Roumanie ou de toute autre institution publique ou particulière ;

7° Réaliser soit directement, soit par des unités coopératives, toutes opérations financières dont l'Etat nous donne la charge ;

8° Enfin, financer les opérations d'achat de terre qui découlent de l'exécution du droit de préemption établi par la loi pour la réforme agraire.

b) *Pour la section économique* (art. 23) :

1° Faire toutes les opérations de nature commerciale dans le but d'augmenter la production, de valoriser les produits agricoles, ainsi que d'approvisionner les exploitations agricoles ;

2° Participer à l'action entreprise par l'Etat en vue de soutenir les prix des produits agricoles ;

3° Faire l'approvisionnement des coopératives de consommation en articles divers en vue de la satisfaction des besoins des membres associés ;

4° Procéder à la vente des produits monopolisés ou à des articles de grande consommation soumis à des régimes spéciaux de vente ;

5° Faire toutes sortes d'opérations en association avec n'importe quelle forme de coopérative, et créer tout spécialement des organisations coopératives nouvelles si le besoin s'en faisait sentir ;

6° Enfin faire tout ce qui peut accroître le potentiel économique du pays afin d'élever le niveau social de la population.

c) *Pour la section de la direction* (contrôle et propagande) (art. 23) :

1° Exercer le contrôle sur les sociétés coopératives de toutes sortes de degré, vérifier leur gestion, surveiller l'application

des principes coopératifs ainsi que le respect de la loi. Chacune des sections ci-dessus nommées doivent être contrôlées deux fois par an et leurs fédérations quatre fois par an ;

2° La mise en accusation des administrateurs, censeurs, fonctionnaires, par intermédiaire de cette section. Celle-ci aura la faculté de saisir la commission spéciale de jugement instituée par le même décret-loi. Cette commission de jugement sera composée de deux juges, de deux coopérateurs, et sera présidée par un magistrat (5 membres) ;

3° Faire par l'intermédiaire de cette section, la liquidation des sociétés coopératives de toutes sortes. En ce dernier cas, elle saisira la commission spéciale du Ministère de l'Economie nationale ou de l'Institut national de la coopération ;

4° Donner des avis sur l'exactitude de l'accomplissement des formalités légales, en même temps qu'élaborer les statuts-types des coopératives ;

5° Arbitrer les différends issus entre les sociétés coopératives de tous degrés et leurs associés ;

6° Organiser une statistique éditant un annuaire en même temps que s'occuper de l'œuvre propagandiste, coopérative par la fondation de bibliothèques, cercles populaires, congrès annuels, etc.

L'Institut national est dirigé par une série d'organes : par une Assemblée générale et un Conseil d'administration (15 membres) du sein duquel est choisi un comité de direction.

Deuxième objectif. — L'idée de collaboration des coopératives, un des points originaux du nouveau décret-loi consiste dans la création d'un comité dit : « pratique » (art. 27) où figurent des personnalités ayant une longue expérience coopérative. Ce comité se compose d'au moins 13 membres en dehors du Président et du vice-président nommés par le ministre de l'Economie nationale parmi les coopérateurs de valeur. L'idée qui a présidé à l'élaboration de cette innovation c'est comme, nous l'indiquons plus haut, le désir de mettre en contact permanent les personnes averties qui connaissent les nécessités locales de la coopération et les dirigeants des organismes centraux coopératifs, qui sont trop souvent ignorants des besoins de la périphérie coopérative.

Troisième objectif. — La neutralisation et l'épuration des coopératives.

Il faut noter également que le décret-loi pour préserver le mouvement coopératif des indésirables, intensifie le contrôle du choix des administrateurs en spécifiant (art. IV), qu'ils seront choisis de préférence parmi les personnes n'ayant pas contracté d'emprunts vis-à-vis d'une unité coopérative et qui n'ont jamais été punis à la suite d'une infraction.

Dans le même ordre d'idée, savoir : la neutralisation de la coopération, le décret-loi en question donne à l'Etat un pouvoir discrétionnaire d'organiser, de sanctionner et de contrôler (art. 21) : « Le ministre de l'Economie nationale exerce tous les droits et attributions de direction, d'organisation et de contrôle sur toutes les sociétés et associations coopératives, de toutes sortes de degrés ainsi que sur n'importe quel groupement, assemblée collective ou institution économique de toute nature, quelle que soit la forme sous laquelle elle sera constituée, et qui ont, à la base de l'organisation, le principe coopératif ».

De plus, un commissaire du gouvernement a le droit d'assister aux séances du Conseil d'administration et du comité de direction avec vote consultatif ;

« Le commissaire du gouvernement peut suspendre, motiver ou exécuter n'importe quelle décision qui serait contraire à la loi et aux statuts, en en référant immédiatement au ministre de l'Economie nationale qui décidera en dix jours ».

En conclusion, après cette brève présentation des principes du décret-loi de 1939, nous constatons que l'espoir de réaliser l'autonomie de la coopération par ses propres forces, s'est encore une fois éloigné.

La coopération retombe après une courte velléité d'indépendance sous le patronage de l'Etat dont, à vrai dire elle n'est jamais sortie que nominalement.

L'avenir de la coopération dépendra de la manière dont l'Etat saura dorénavant tenir compte de certains aspects de la réalité coopérative. C'est ainsi que tuer tout esprit individualiste dans la sphère coopérative par un bureaucratisme résultat d'une tutelle trop étroite c'est aller certainement à

l'encontre des buts que même l'actuel législateur se propose d'atteindre. Beaucoup de doigté et de modération seront requis de la part des représentants de l'Etat à la résolution des problèmes complexes qui surgissent tous les jours de la vie réelle coopérative.

En dépit de ces dangers éventuels, il faut reconnaître cependant que l'actuel régime légal de la coopération est apparu nécessaire à beaucoup de coopérateurs, car trop d'abus ont été commis au temps des partis politiques ; les erreurs du passé justifient l'actuel régime légal des coopératives.

Recréer un climat moral à la coopération par l'épuration des faux coopérateurs, apparaît en dernière analyse comme la tâche finale de l'Etat.

La coopération roumaine ne saura gagner sa complète indépendance morale que le jour où elle ne sera plus dépendante matériellement de l'Etat.

Mais quand arrivera ce jour ?

Les coopératives agricoles ne sont-elles pas de plus en plus happées dans les rouages par lesquels s'exerce la politique interventionniste de l'Etat en matière économique ? (voir introduction).

Pourront-elles dans le complexe actuel économique se détacher de l'orbite de l'Etat ? Et surtout celui-ci peut-il se désintéresser de leur sort, quand, par ces coopératives, il a à sa disposition un réseau admirable d'agents, ramifié dans tout le pays à l'instar du système nerveux ?

C'est hasardeux de répondre à tous ces signes d'interrogation qui sont autant de questions posées à l'avenir.

TROISIÈME PARTIE

Évolution et résultats économiques des Coopératives

TROISIEME PARTIE

ÉVOLUTION ET RÉSULTATS ÉCONOMIQUES DES COOPÉRATIVES

Dans les chapitres suivants de cette dernière partie nous allons étudier les résultats économiques des diverses catégories de coopératives. La classification des coopératives examinées plus loin se fera indépendamment de tout critère d'ordre doctrinal, généralement assez arbitraire, étant donné la variété de systèmes présentés. Aussi elle s'en tiendra tout simplement à l'examen des diverses formes de coopératives dans l'ordre dans lequel celles-ci sont mentionnées par les statistiques officielles.

Cette classification est d'ailleurs celle qui correspond aussi chronologiquement à l'apparition des premières manifestations d'ordre coopératif de même qu'elle est celle qui indique le mieux par ordre de valeur l'importance des diverses formes coopératives, à savoir : celles de crédit, de consommation, etc. On étudiera donc successivement :

- a) La coopération de crédit ;
- b) Les coopératives de consommation et d'approvisionnement en commun c'est-à-dire les coopératives à fonctions multiples ;
- c) Les coopératives de production ;
- d) Enfin les organismes centraux et leur activité.

Nous finirons cette revue par un chapitre consacré aux conséquences de nature spirituelle de l'existence des coopératives telle l'œuvre sociale, éducatrice et de propagande des coopératives.

Le développement en nombre donc en surface des coopéra-

tives roumaines est loin d'être négligeable comparé aux autres pays du sud-est européen, car il y avait au cours de l'année 1937 un nombre de 9.864 coopératives dont 7.922 ayant clos leur bilan, le reste possédant une existence plutôt formelle (1.942 coopératives).

Comparé au total de la population il revient en moyenne pour l'ensemble du pays, une coopérative pour 2.424 habitants proportion qui varie naturellement suivant le milieu auquel ce calcul s'applique, le rapport pour les coopératives des villes étant plus élevé (une coopérative pour 3.714 habitants) que pour celui des villages (une coopérative pour 2.077 habitants). Interprété à la lumière de ces chiffres, le nombre des coopératives qui se trouvent à la campagne nous apparaît prédominant dans l'ensemble de la vie coopérative roumaine, ce qui correspond d'ailleurs à la réalité car 87 % des coopératives sont formées de paysans, 13,9 ayant leur résidence dans les centres urbains (978 coopératives urbaines contre 6.944 rurales). Si l'on regarde l'ensemble de la situation coopérative roumaine, on constate que la totalité des coopératives roumaines groupées à la fin de cette même année totalisait 7.922 unités ayant 1.431.630 membres. Les moyens financiers de ces coopératives s'élevaient à la somme de 7.329.506 millions lei.

Si l'on s'appesantit sur les résultats comptables des coopératives, on constate que 4.684 coopératives ont clos leur bilan à la même époque ayant fait 98.935 millions de lei bénéfices, 738 coopératives ont donné des résultats neutres et 2.500 coopératives ont soldé leur gestion par une perte de 79.602 millions de lei. Le simple rapprochement de ces données numériques, le caractère positif du mouvement coopératif, apparaît d'une manière évidente, les bénéfices totaux dépassant de 11.333.000 de lei le déficit.

CHAPITRE PREMIER

SECTION I

La coopération de crédit

Les Coopératives roumaines.

C'est la branche la plus développée parmi les autres catégories de coopératives, phénomène qu'on retrouve d'ailleurs dans les autres pays du sud-est européen, pays pauvres en capitaux dont l'activité économique se déroule dans le cadre d'une agriculture extensive à un rendement faible (1).

Les premières sociétés coopératives de crédit, les Banques populaires, comme on les appelle, se sont développées en Roumanie, comme nous le savons déjà d'après notre partie historique, sous la forme d'un remède spontané trouvé pour combattre la terrible usure qui sévissait dans le milieu rural de l'époque. Le développement des coopératives fut très rapide; au moment de la première législation sérieuse sur les Banques populaires en 1903, leur nombre s'élevait déjà à 700 ; depuis lors, les Banques populaires ne cessent de se répandre dans le pays et dans les villages les plus obscurs des Banques popu-

(1) En 1930 dans les pays du sud-est et de l'Europe orientale le nombre des coopératives de crédit est prédominant. C'est ainsi que nous le voyons en Bulgarie où il y a 1.556 coopératives de crédit, soit 80 % de leur nombre, en Yougoslavie 3.970, soit 63 %, et en Pologne 6.560, soit 40 %, tandis que dans ces pays la coopération de crédit a pris cette extension, signe de la pénurie d'argent des paysans, le contraire a eu lieu dans des pays hautement industrialisés. Là les coopératives de consommation sont nettement supérieures en nombre, exemple : en Allemagne le nombre des banques populaires coopératives s'élève à 19.718, soit 54,2 %, et en Suisse à 4.535, soit 6,4 % de leur total. L'explication de cet état de fait doit être recherchée dans le rythme accéléré des échanges entre le milieu rural dans les pays industriels et le marché commercial de ces mêmes pays, ce qui expliquerait en contre-coup également l'abondance des moyens financiers de la masse campagnarde et partant la faiblesse de développement des coopératives de crédit dans ces pays.

laïques se fondent sur l'initiative et la direction d'un curé ou d'un instituteur de campagne. En 1937 le nombre des Banques populaires dans l'ensemble du pays est de 5.235 unités groupant 962.624 membres (voir tableau I).

Année	Nb. de coop.	Nb. de membres	Moyenne des membres
1906	2.021	240.253	118
1914	2.656	599.672	233
1920	3.194	702.864	220
1937	5.235	962.624	208

Si l'on examine maintenant la profession de membre de Banque populaire, on constate que la plupart d'entre eux sont de petits agriculteurs (83,2 %), en deuxième lieu venant les artisans (5 %), les prêtres, les instituteurs, les salariés, etc.

Les Banques populaires ont eu à la campagne généralement une activité fructueuse et quelques-unes se sont tout particulièrement révélées comme des organismes bancaires assez puissants. Ainsi nous mentionnons comme telles les Banques « Biruinta » (la Victoire) dans la commune de Topoloveni, département de Muscel (un bilan de 4.069.480 lei), « Isvorul » (La Source) de la commune de Brailesti, du département de Dolj (un bilan de 8.207.887 lei), « I. G. Duca » commune de Pascani du département de Baïa (un bilan de 10.753.304 lei), etc., etc. ; dans les villes « Creditul Automobil », « Grivita », « Bucarest » (un bilan de 79.422.917 lei), « Mihaïl Viteazu », département de Constantza, etc. Le type juridique de la Banque Populaire est celui qui travaille dans une région déterminée à l'avance (art. IV des statuts types). Ces Banques Populaires doivent être formées d'au moins 50 membres. La responsabilité de ses membres peut être limitée en principe à une fois le capital social ou à plusieurs fois le capital souscrit ou même être illimitée (art. VIII du statut type). Ce capital social est divisé en parts sociales dont les sociétaires coopérateurs ne peuvent souscrire plus de 100 (art. 23). Les bénéfices des Banques Populaires se divisent (art. 68 des statuts type) :

- 10 % au fonds de réserve ;
- 10 % au fonds intellectuel, propagande, etc. ;
- 12 % au Conseil d'administration.

Le reste sera versé contre une rémunération à l'Institut national de la coopération.

Mais quelle est la force de rayonnement de ces Banques populaires, par rapport aux autres entreprises capitalistes, par rapport aux banques commerciales ?

D'une manière générale si l'on compare la situation des Banques populaires par rapport aux banques commerciales, on constate un certain regrès des banques populaires (base 1912). C'est ainsi qu'en 1912 il y avait dans le Vieux Royaume 197 banques commerciales ce qui, comparé au nombre total des Banques populaires faisait qu'il existait avant la guerre 12,8 Banques populaires pour une banque commerciale.

En 1930, le nombre des banques commerciales s'élève à 1.122 ce qui donne un rapport de 4,5 Banques populaires pour une banque commerciale. Ceci indique par conséquent un recul évident de la position des Banques populaires. Dans l'ensemble de l'économie nationale si l'on se tourne actuellement vers l'analyse de la situation financière des Banques populaires, on remarque un accroissement progressif des capitaux propres des Banques populaires depuis 1906. A partir de 1930, on note cependant une diminution des moyens financiers de celles-ci (voir tableau 2), comme résultat de la loi de conversion et de réduction des dettes agricoles de cette époque (1932-1934). Les Banques populaires furent touchées naturellement par ces mesures exceptionnelles en faveur des débiteurs agricoles (V. tableau 2).

Année (1 millier lei)	Total des moyens financiers	Capitaux propres (pourcentage)	Dépôts	Crédits
1906..	27,3	76,3 %	13,7 %	5,8 %
1913..	170,8	74,1 %	10,8 %	6,5 %
1919..	482,2	55,8 %	20,8 %	10,4 %
1930..	7.768,9	38,5 %	20,8 %	36,2 %
1937..	5.348,8	—	—	—

Des chiffres ci-dessus désignés, il est à remarquer le faible rôle que joue le dépôt dans la composition générale des moyens financiers des Banques populaires d'avant guerre : 14 %. Après la guerre, la situation au point de vue de l'augmentation du volume de dépôt paraît assuré (20 %), au contraire les capitaux propres se trouvent en diminution, tandis qu'un mouvement de sens contraire, d'ascension, s'observe au poste de crédits contractés qui passent d'un pourcentage de 6,5 % en 1913 à 37 % en 1930.

Le faible développement du dépôt dans les Banques populaires est une des caractéristiques visiblement diminutrices de la structure financière des Banques populaires. D'autre part, l'accroissement progressif, massif du montant des crédits contractés par les Banques populaires, spécialement vis-à-vis des autres unités coopératives, supérieures en rang, les Centrales, organisme financé et contrôlé par l'Etat, est à la fois le signe et l'argument principal de ceux qui crient à l'asservissement de la coopération par l'Etat.

Toutefois, à la décharge de la coopération de crédit roumaine, trop accusée, à la lumière des chiffres du tableau ci-dessus, il faut dire que l'augmentation des fonds étrangers après la guerre, devait être imputée, en partie, à une cause d'une nature beaucoup plus générale, à savoir, à l'inflation qui sévit après la guerre.

De même, les besoins exceptionnels de certaines régions (la Bessarabie) qui se trouvèrent sous le coup de calamités naturelles, telles la sécheresse, l'inondation, etc., a pu justifier l'appel à des crédits plus abondants et meilleur marché offerts par l'Etat.

Les coopératives de cette région jouèrent un véritable rôle de service public d'entr'aide sociale.

En résumé, cette vue sommaire sur l'ensemble des moyens financiers des Banques populaires, met en relief la chose essentielle qui explique l'anémie financière des Banques populaires, savoir : le peu d'importance des dépôts en Banques populaires, des membres coopérateurs. Dans les pays à une coopération de crédit puissante financièrement, l'Allemagne, la Suisse, la Hollande, etc..., les dépôts jouent un rôle de beau-

coup prépondérant dans les moyens d'exploitation de ces coopératives de crédit, qui explique, par voie de conséquence, l'abondance de leurs moyens. En poussant plus avant l'analyse des moyens financiers des Banques populaires, on arrive à constater qu'il existe dans la structure des capitaux une forte concentration capitaliste dans la main d'une petite minorité de coopérateurs (voir tableau 3) (1).

Capitaux individuels (lei or)		Nb. membres		Pourcent.		Valeurs (en milliers)		Pourcent.	
1912	1930	1912	1930	1912	1930	1912	1930	1912	1930
de 2 à 509 l.	jusqu'à 150....	519 787	917.353	92,4	92,4	40,3	880,7	40,7	44,5
de 500 à 5.000 l.	au-dessus de 150	43.477	75.699	7,8	7,6	58,8	1.099,8	59,3	59,5
Total.,.....		563.264	993.052	100 -	100.-	99,1	1.980,5	100.-	100.-

Les chiffres de ce tableau font ressortir qu'en 1912 8 % du nombre des membres des Banques populaires possédaient plus de 59 % de la valeur des capitaux. Cette accumulation des moyens financiers, des capitaux, entre les mains de peu de coopérateurs a fait dans le passé, accuser ces Banques populaires d'avoir une tendance capitaliste, ne travaillant sous le camouflage de l'enseigne coopérative, que pour le bénéfice de certains individus avides de profits individuels (2). Cette critique paraissait d'autant plus fondée que le pourcentage des dividendes distribués par les Banques populaires était d'un taux de 7 à 10 % tandis qu'il ne l'était que de 6 à 7 dans les banques commerciales (3).

Cette objection de nature doctrinale, à savoir l'existence d'un capitalisme coopératif qui, avant la guerre, pouvait encore avoir un certain fondement réel, s'est trouvée cependant sensiblement atténuée par la suite en raison surtout de l'inflation monétaire. Celle-ci a fait baisser la moyenne individuelle des capitaux possédés par un coopérateur de 164 lei, à 60 lei or, en même temps que l'ensemble des capitaux des coopératives

(1) Galan, « Monographie des crédits », p. 40.

(2) Cf. Galan, *ibidem*, p. 42, également v. Madgearo V., « Les banques populaires en Roumanie » (passim), v. également Raducano, « Le présent et le futur de la coopération rurale » (en roumain), p. 11.

(3) V. également Galan, *ibid.*, p. 70.

de crédit était réduit à un tiers de la valeur précédente (de 71 % avant la guerre à 25 % après). Mais malgré cette inflation d'après guerre, il y avait encore en 1930 une proportion de 8 % des membres qui possédaient 55 % du capital total donc il y a encore une forte nuance capitaliste dans les Banques populaires. Un même phénomène de concentration capitaliste s'observe d'une manière aussi nette dans la structure des dépôts des Banques populaires car déjà en 1912, 10 % des déposants détenaient un pourcentage de 59 % du total des sommes déposées. A ce point de vue la situation s'aggrave encore après la guerre car cette fois-ci (1930) 7 % des déposants sont en possession de 72 % de la valeur des dépôts. Ce n'est d'ailleurs pas seulement l'analyse des postes du passif des bilans coopératifs (capital et dépôt) qui mettent en relief cette infiltration capitaliste, mais bien aussi le poste débiteur de l'actif où 7 % de leurs membres ont des emprunts correspondant à 33 % de la valeur du portefeuille pour l'année 1930, ce qui est nettement révélateur de la tendance d'accaparement des emprunts par une petite minorité d'individus.

Les opérations de crédit constituent, comme il est normal l'objet essentiel des Banques populaires. A la fin de 1930, les sommes dues aux Banques populaires se répartissent de la manière suivante :

Prêts habituels	5.159 millions lei
Prêts pour approvisionnement divers objets	138 millions lei
Intérêts. échus	435 —
Créances douteuses	39 —
TOTAL	6.869 millions lei

L'emploi de ces sommes prêtées se fait de la manière suivante pour la même année (1930) :

- 40 % des prêts ont été employés à l'achat de terres ;
- 35 % des prêts pour l'achat de fourrage, aliments de terres, etc.;
- le reste pour l'achat de bétail et des outils.

À la fin de l'année 1937 la situation financière des coopératives de crédit roumaines (les Banques populaires), apparaissait, dans ses principaux comptes, de la manière suivante :

Dénomination des principaux comptes	en milliers lei
Débiteurs non convertis	1.059.613
Débiteurs convertis	1.629.858
Intérêts dûs	78.753
Capital social	1.808.357
Réserves	563.333
Dépôts pour fructification	1.179.757
Créditeurs	1.138.448
Bénéfices nets	39.063
TOTAL du bilan	812.034

Malgré que les chiffres de ce dernier bilan indiquent une amélioration nette apparente dans la situation financière des Banques populaires tant urbaines que rurales, il n'en est pas cependant ainsi pour toutes ces Banques spécialement pour celles rurales prises individuellement. En effet, celles-ci ne peuvent plus malheureusement rémunérer les capitaux appartenant à la collectivité des membres locaux, et ne peuvent non plus couvrir les frais de régie si minimes soient-ils, faute de bénéfices suffisants. Cette situation précaire leur a été créée par les lois de conversion des dettes agricoles dont nous parlerons dans l'appendice de ce chapitre (1).

Toujours est-il que les intérêts perçus par les Banques populaires ont été avant la guerre mondiale de 10 % et qu'ils sont passés ensuite, après la guerre à 17 %. Dans les deux époques les taux perçus par les Banques populaires ont été de 2 % supérieurs à ceux des autres Banques commerciales (le taux pour celles-ci a été respectivement pour ces deux époques de 8 % et 15 %).

Le taux d'intérêt perçu par les Banques populaires et commerciales, d'ailleurs, paraît énorme en comparaison avec celui

(1) Rapport annuel de la situation générale du mouvement coopératif, p. 9, Institut National de la Coopération, 1939,

que touchent les banques des pays comme la Hollande, la Suisse (4 à 5 %), mais au fond, ce taux élevé se justifie quand on pense à la pénurie des capitaux après la guerre dans les pays du sud-est européen. La nouvelle législation de 1938 établit une limite supérieure de 7 % aux taux perçus pour les prêts accordés par les Banques populaires.

En conclusion, les traits caractéristiques et les résultats économiques des Banques populaires peuvent être résumés en ces quelques propositions :

I. — *Mouvement superficiellement développé en extension, fragile en profondeur.* — Bien que le nombre des Banques populaires soit assez important, vu leur grand nombre eu égard aux proportions du pays, il leur manque cependant des assises puissantes pour se développer faute de moyens financiers importants. Cette anémie financière leur donne le caractère d'un développement trop rapide en surface, superficiel, et par là même artificiel, ce qui se voit surtout dans le chiffre peu élevé de la moyenne des capitaux par coopérative et par tête de sociétaire. Cette moyenne par tête de sociétaire est inférieure même aux autres moyennes enregistrées dans les pays du sud-est européen. C'est ainsi qu'en Roumanie elle s'élève à 7.228 lei, tandis qu'en Bulgarie elle est de 10.741 lei et, en Yougoslavie, de 10.614 lei, sans même mentionner la Suisse qui a le chiffre le plus élevé d'Europe, à savoir : 192.897 lei. Une concentration des Banques populaires faibles et dispersées paraît être le seul remède efficace et elle a été déjà entreprise par l'actuel Institut national de la coopération.

II. — *La tendance d'une concentration capitaliste des Banques populaires* se révèle, comme il a été dit plus haut, par l'existence d'une minorité des membres qui détiennent une majorité de capitaux.

III. — *L'observation imparfaite des principes coopératifs*, surtout en ce qui concerne la distribution des primes de travail, aboutit à des situations illogiques dans le sein de la coopération roumaine. C'est ainsi qu'au lieu que ce soit ceux qui

travaillent avec la banque qui touchent des primes de travail, ce sont, au contraire, les administrateurs et les fonctionnaires des banques, etc... Cette situation, en regard de la pure doctrine, est une entorse, une infraction évidente (1).

D'autre part, des dividendes trop élevés furent distribués aux capitaux pendant que les règles proprement dites bancaires ne furent pas trop souvent respectées. Des immobilisations trop grandes se sont produites au compte de quelques personnages influents, souvent à la solde des partis politiques. S'observe également parallèlement à ces découvertes bancaires un relâchement de la discipline bancaire et contractuelle des débiteurs des Banques populaires (2). Ceux-ci sont encouragés dans leur attitude négative de ne pas s'acquitter de leurs obligations contractuelles, par l'illusion créée par les diverses lois de conversions que ce serait finalement l'Etat qui supportera entièrement le poids de leurs dettes, ce qui, évidemment, est une aberration.

IV. — *L'œuvre positive des Banques populaires.* — En dépit de leurs défauts substantiels, les Banques populaires ont apporté sur le terrain des réalités pratiques des résultats indéniables ; l'usure excessive du siècle dernier, si elle n'a pas encore complètement disparu, a en tout cas diminué considérablement. En même temps, ces Banques populaires, si spécifiquement organisées, constituent la source la plus courante et la plus abondante en capitaux pour les paysans ; elle leur offre un exemple de solidarité à imiter et un stimulant à l'épargne. L'influence heureuse des Banques populaires s'est reflétée également sur la vie culturelle et sociale du village où nombre de coopératives ont aidé à la construction d'églises, d'écoles et même quelquefois de dispensaires médicaux, élargissant ainsi l'atmosphère étouffante de ces villages pauvres et délaissés.

(1) Cf. Colonel Dobre, conférence à l'Association des Economistes roumains, « Les problèmes de la coop. roumaine », Bucarest 1936, p. 154.

(2) Cf. N. Oprescu, « Le plan économique » (en roumain), p. 21, Bucarest 1939.

Les fédérations coopératives de crédit

Le phénomène de concentration bancaire n'est pas resté sans échos sur l'organisation des Banques populaires. Dès 1907, il se constitue à Gaiceana, département de Tecuci, sous l'impulsion d'une initiative locale, une banque fédérale coopérative formée de la réunion d'autres Banques populaires. A partir de 1914, l'Etat s'intéresse de plus en plus à la constitution de telles fédérations de banques qui devaient par la suite, pendant la guerre mondiale, jouer un rôle si utile à l'œuvre d'approvisionnement de l'armée et de la population civile. En 1912, il y avait 12 banques fédérales groupant 245 Banques populaires d'un actif total de 4.185 millions lei.

En 1930, le nombre des fédérations de banque s'élève à 52, groupant 4.816 Banques populaires d'un actif de 80.587 millions lei. La situation financière des banques fédérales coopératives en 1930 comparée à l'année 1912, paraît améliorée si l'on se donne la peine d'examiner la moyenne des capitaux par banque fédérale à ces deux époques : c'est ainsi que la moyenne en 1930 est de 1607,41 milliers lei-or, tandis qu'elle n'était que de 348,8 milliers lei-or en 1912. En même temps à ces deux mêmes époques, la moyenne des capitaux des banques fédérées, elles-mêmes membres de la fédération coopérative, reste approximativement la même, étant respectivement de 17,1 à 17,4 milliers lei-or. En 1936, il existait 57 fédérations de crédit dont 15 dans les provinces rattachées groupant ensemble 4.709 banques fédérales. Leur capital social s'élevait à la somme de 107,8 millions lei, les réserves à 101,5 millions lei et les dépôts à 7 millions lei. Si l'on compare maintenant les chiffres de crédit contracté par les fédérations de Banques populaires eu égard au total de leurs moyens financiers, il paraît exceptionnellement élevé : 992 millions lei en vue de satisfaire aux demandes des opérations habituelles et 273,4 millions lei pour les opérations faites par les fédérations en tant que mandataires de l'Etat. D'autre part, les prêts des

fédérations aux Banques populaires atteignent la somme de 1.205,6 millions lei, prêts qui constituent, comme on le voit, le débouché des crédits contractés. Le rayon d'activité de ces fédérations de crédit est confiné, pour la plupart du temps, soit aux limites d'un département (43 fédérations), soit aux limites d'un district (4 fédérations).

Si l'on étudie maintenant la structure des fédérations des Banques populaires et le complexe économique dans lequel elles s'insèrent, on constate les caractéristiques suivantes :

I. — *Une dispersion de forces financières* par la création de taux de fédérations eu égard aux besoins (57 fédérations contre 29 en Allemagne de 1930). Cette excessive dispersion empêche naturellement un développement organique financier normal et sur le terrain des réalisations se traduit par une faiblesse certaine en raison de l'anémie de leurs moyens financiers qui résulte justement de cette dispersion.

Le volume élevé de crédit contracté par les fédérations (83 % de l'ensemble de leurs moyens contre 4 % pour leurs dépôts) illustre notre affirmation d'une manière toute concrète (1).

II. — *Le même phénomène de concentration capitaliste* décelé au sein des Banques populaires réapparaît dans la structure des fédérations des Banques populaires, car 9,3 % des déposants des fédérations détiennent 77 % de la somme totale des dépôts, ce qui est évidemment en délit flagrant avec l'esprit de démocratie économique qui devait régner dans une entreprise coopérative.

III. — *Le faible rayonnement moral des fédérations de crédit.* Les fédérales de crédit des Banques populaires, au lieu de jouer le rôle important de collecteurs de fonds et de distributeurs de ces mêmes fonds là où les coopératives en auraient

(1) Dans d'autres pays, tel l'Allemagne où les fédérations de crédit jouissent d'une situation privilégiée, les crédits contractés ne sont que de la valeur de 48,7 %.

besoin, ont été trop souvent de simples annexes inutiles ; les fédérations de Banques populaires, on peut le dire, constituent le point névralgique de toute la structure bancaire coopérative ; elles ont été trop souvent à la discrétion des partisans des partis politiques qui n'ont cherché, par le truchement de la fédération, que de favoriser leurs intérêts ; elles ont été trop souvent reléguées au rang de simples exécutants de volontés des Centrales, pour qu'elles aient pu inspirer confiance en leur vitalité aux Banques Populaires adhérentes. Privées des moyens financiers qu'elles auraient pu se procurer par les dépôts massifs faits par les banques fédérées, si celles-ci avaient eu confiance, leur tâche est encore diminuée par l'exagération de leur nombre trop grand eu égard aux besoins du pays et par le dispersement financier qui en résulte.

Il est à souhaiter dans cet ordre d'idées, qu'une concentration intérieure des moyens financiers des fédérations de crédit se produise, par leur fusion, là où elles sont en surnombre et où, par conséquent, elles vivent.

SECTION III

La coopération de crédit minoritaire

§ 1^{er}. — *La coopération saxonne de crédit.*

A la Roumanie appartient une série de populations minoritaires relevant ethniquement de diverses origines : Hongrois, Allemands, Russes, Bulgares, etc..., qui y vivent entremêlés d'une manière inextricable (1). Cet état de choses fut le terme fatal d'un long processus historique où la domination étran-

(1) Les branches les plus importantes de la population se répartissent ethniquement de la façon suivante en Roumanie, en 1937 :

Roumains	12.981.324
Hongrois	1.425.507
Allemands	745.421

V. statistique générale de la Roumanie, année 1938, p. 58.

gère alterne en Roumanie avec des moments de vie nationale plus ou moins courts.

Après l'extension et la consécration de la formule coopérative à la fin du siècle dernier, ces divers peuples cohabitant le même territoire trouvèrent en elle un parfait instrument de solidarité économique et d'affirmation de leur spécifique national. Tel fut le cas de la population roumaine de Transylvanie avant le rattachement de ce territoire à la patrie-mère ; tel est le cas aujourd'hui de ces diverses minorités : juives, saxones, etc.

La formule coopérative a trouvé un accueil particulièrement chaleureux chez les Saxons de Transylvanie, population d'origine germanique, qui avaient été amenés par les rois de Hongrie déjà depuis plusieurs siècles pour former un rempart contre une éventuelle invasion turque.

Les Saxons, qui ne rompirent jamais leurs relations culturelles avec le *Deutschtum*, mais plutôt furent élevés dans les traditions spirituelles de leurs ancêtres, appliquèrent vite en Transylvanie les idées de coopérateurs allemands, tels : Schulze, Delitsche, Reiffeisen. Les premières coopératives saxones, fondées avant 1870, se firent guider d'après les règles classiques préconisées par Schulze et Delitsche ; mais ces essais coopératifs ne connurent qu'une existence éphémère ; ce n'est qu'à peine en 1885 que, sous l'impulsion d'une forte personnalité saxonne, le docteur K. Wolf, que s'amorça le linéament d'un véritable mouvement coopératif saxon. Cette fois-ci, ce fut le système proconisé par Reiffeisen qui gagna l'adhésion des masses saxones ; ce type correspondant mieux à la psychologie et aux nécessités locales saxones : c'est ainsi que le cercle d'activité d'une association saxonne s'en tient aux limites d'une commune où les habitants se connaissent parfaitement et savent quelles garanties réciproques ils peuvent présenter. Le résultat immédiat de cet état de faits, c'est que le contrôle de chacun sur chacun est plus facile à réaliser, ce qui explique d'ailleurs le pourquoi de la responsabilité illimitée des membres de ces associations saxones reiffeisiennes. Les statuts des associations saxones reiffeisiennes prévoient la rémunération à 5 % du capital social et la constitution d'un

fonds de réserve obtenue par des prélèvements de 20 % sur les bénéfices. En outre, la gratuité des fonctions administratives est totale sauf, bien entendu, pour les comptables de ces associations ; douées de cette sobre armature juridique, les coopératives saxonnes commencèrent vite à prospérer, étant de véritables guides en matière coopérative des autres peuples voisins. En 1906, il y avait 125 coopératives totalisant 9.632 membres, chiffre qui s'élève en 1914 à 184 sociétés et 16.503 membres. Depuis lors, leur nombre est stationnaire car, en 1931, il est de 186 sociétés coopératives et de 19.677 membres, ce qui donne une moyenne de 106 membres par société. Nonostante cette moyenne, évidemment petite, des membres par unité coopérative, leur structure financière est remarquable par leur solidité. En 1906, les coopératives saxonnes possédaient un actif total qui s'élevait à 7.844 mille couronnes autrichiennes ; en 1914, cette somme atteint le triple, c'est-à-dire 21.087 mille couronnes autrichiennes, ce qui, en faisant la moyenne par tête d'habitant membre, nous avons pour chaque habitant membre 1.278 couronnes autrichiennes. En 1931, le capital atteint le chiffre de 430.840 milliers lei, ce qui, divisé par le nombre total de sociétés affiliées, indique une moyenne de capital par société de 2.171.250 lei, et par tête de sociétaire représenté, de 20.524 lei. Cette puissance financière des coopératives saxonnes dont nous parlions plus haut ressort encore plus clairement par la comparaison avec les autres sortes de coopératives : roumaines et hongroises, en ce qui concerne la moyenne des capitaux ; c'est ainsi que celle-ci est de 7.966 lei pour la société roumaine et de 4.710 lei pour celle hongroise.

Cet avantage d'une meilleure organisation financière des coopératives saxonnes se trouve lié à l'emploi sur une échelle très étendue de dépôts faits par leurs membres. C'est de cette manière que ceux-ci augmentent la masse des moyens financiers des coopératives, leur donnant ainsi la possibilité d'une puissante action. On se rappelle qu'à l'inverse les Banques populaires roumaines ne font principalement appel qu'aux capitaux propres souscrits par leurs membres. Le montant de ces capitaux étant réduit tient la coopération en état de per-

manente faiblesse organique. La place importante qu'occupent les dépôts dans les coopératives saxonnes n'a fait qu'augmenter depuis que la guerre mondiale a détruit en partie par l'inflation le capital social des coopératives. En dépit de leur richesse relative en disponibilités monétaires, les banques raiffeisiennes n'ont pu cependant faire face à tous les besoins d'une agriculture intensive qui est celle des terres de Transylvanie. Faute de s'alimenter en moyens financiers supplémentaires par la voie du crédit, auprès des institutions centrales coopératives roumaines, elles ont dû travailler surtout avec la Caisse d'Epargne de Sibiu (Herman Stadter Allegemeine Sparkasse). Ceci explique leur taux élevé perçu sur les prêts (18 %), tandis que le même taux n'était que de 13 % dans les Banques Populaires Roumaines, à la même époque d'après-guerre. Celles-ci avaient le privilège de recourir au crédit offert par les Institutions centrales coopératives de Bucarest.

En vue d'assurer un contrôle plus rigoureux à leur gestion, les associations de crédit raiffeisiennes se sont unies en une fédération de coopératives (Verband Reiffeisichen Genossenschaften als genossen schaft), laquelle les fait inspecter par ses fonctionnaires deux fois par an. La perfection de l'administration et de la gestion technique des coopératives de crédit saxonnes leur assure des frais de gestion minimales de 3,30 % en 1931 contre 4,44 % pour celles roumaines, dans la même année. Des données récentes manquent, mais la situation ne paraît pas avoir changé beaucoup ; les associations saxonnes raiffeisiennes ont pu, grâce à l'habileté de leurs dirigeants et à la solidité de leur édifice bancaire, surmonter les difficultés créées par la conversion de dettes agricoles.

§ 2. — *Les coopératives hongroises de crédit.*

Les premiers vestiges du mouvement coopératif actuel hongrois remontent assez loin dans le passé ; des coopératives ayant été fondées vers 1851 dans la région de Bistritza, l'ancien Etat hongrois avait favorisé l'éclosion des coopératives de crédit, dans toute la Hongrie, de l'ancien empire des Habsbourg, par une série d'avantages économiques et juridiques

(une loi de 1894). Quelques esprits généreux, comme le comte Karoly, aidèrent puissamment à l'essor de la coopération à cette époque en Hongrie. Après la guerre mondiale, les coopératives hongroises de Transylvanie séparées de leur centrale de Budapest, au bout d'une période de transition et d'incertitudes, trouvèrent leur équilibre. Il s'en est suivi une régression de leur nombre à cause de la concentration des unités faibles et en raison de la liquidation d'autres unités ; c'est ainsi que leur situation se présentait après la guerre :

	Nb. de coopérat.	Nb. membres	Moyenne membres
1923	331	90.276	273
1931	283	99.654	358

En 1920, elles se groupèrent autour d'une fédérale à Cluj, appelée « Alliance des Coopératives de Crédit et d'Economie magyares de Transylvanie ».

Les caractéristiques des coopératives de crédit hongroises, c'est qu'elles ont un rayon d'action s'étendant à plusieurs communes. La responsabilité juridique des membres s'élève en outre à plusieurs fois le capital social souscrit (dix fois) et les parts sociales rapportent un intérêt de 10 %. A l'instar des coopératives saxonnes, les banques coopératives hongroises travaillent principalement avec les dépôts de leurs membres (61,22 % de leur moyenne), le capital social ne comptant dans l'ensemble de leurs possibilités financières que pour 10 %. D'autre part, le total du capital des banques coopératives hongroises s'élève en 1931 à 469.443.000 lei, donnant une moyenne par société coopérative de 1.664.700 lei et, par sociétaire, de 4.711 lei. Les intérêts perçus par les coopératives hongroises furent des plus élevés (25 % en 1925 et 20 % en 1931) ; cette cherté du loyer de l'argent s'explique par les mêmes causes que celles qui ont agi dans le cas des coopératives saxonnes, à savoir : manque de capitaux et isolement des coopératives hongroises des Centrales Coopératives Roumaines. Enfin, il faut remarquer aussi que les coopératives hongroises présentent le même phénomène de concentration capi-

taliste bien que beaucoup plus atténué que dans les Banques populaires roumaines : un nombre réduit de personnes (40 % des membres détiennent 38 % du total du capital social, soit 38.338 membres, un total de 99.654 sont en possession de 17.827.000 lei d'un total de capital de 47.000.000 lei) (1). Le contrôle des banques coopératives hongroises est effectué par l'intermédiaire d'inspecteurs appartenant à l'Alliance de Cluj ; c'est ainsi qu'en 1930, elle a effectué par ses agents 285 inspections représentant 590 jours d'inspection.

En résumé, si l'on essaie de faire une comparaison entre le système des coopératives roumaines et celles minoritaires, on arrive aux conclusions suivantes :

1° *Développement supérieur en surface des coopératives roumaines de crédit.* — Elles sont plus nombreuses que les coopératives minoritaires du même genre (5.010 coopératives contre 606).

Cependant leur développement est fait plutôt en surface qu'en profondeur car le nombre moyen des membres par coopératives de crédit roumaines est inférieur à celui des coopératives minoritaires (210 contre 244).

2° *Infériorité technique des coopératives roumaines.* — La dissémination exagérée des coopératives roumaines fait que le capital moyen par société coopérative est inférieur chez ces dernières comparé aux coopératives appartenant à la population minoritaire. C'est ainsi que la moyenne des capitaux par société coopérative de crédit s'élève pour les coopératives saxonnes à 2.171.200 lei, pour les coopératives hongroises à 1.664.500 lei ; enfin pour celles roumaines à 1.673.700 lei. La moyenne des capitaux des coopératives saxonnes est donc supérieure de 500.000 lei à celle roumaine, lui donnant donc une aisance plus grande dans son activité.

3° *Structure financière des coopératives de crédit roumaines,* différente de celle des coopératives minoritaires.

C'est ainsi que les Banques populaires roumaines n'utilisent

(1) V. Galan, « Monographie de crédit », p. 208.

que très peu de dépôt, lesquels sont insignifiants ; au contraire, les coopératives de crédit minoritaires font jouer au dépôt un rôle considérable dans la constitution de leur masse financière.

4° *Gestion technique plus onéreuse des coopératives roumaines de crédit.* — La pénurie des moyens financiers des sociétés coopératives roumaines de crédit les oblige à travailler uniquement avec leurs capitaux propres, dont la vitesse de circulation est assez médiocre. C'est ainsi que s'expliquent, en dernier lieu, les frais élevés de gestion des Banques populaires roumaines par rapport aux Banques coopératives minoritaires.

Tout cela est évidemment un point faible dans l'organisation du système coopératif roumain de crédit.

5° *Construction juridique différente des coopératives de crédit roumaines.* — La responsabilité des membres dans les Banques populaires roumaines s'élève tout au plus à plusieurs fois le capital social souscrit, tandis que, au contraire, dans les coopératives minoritaires, elle peut être illimitée.

6° *Résultats économiques différents des coopératives de crédit roumaines vis-à-vis des coopératives minoritaires.* — Les taux perçus par les coopératives roumaines en raison de crédits abondants dont elles disposaient de la part des centrales coopératives furent de beaucoup inférieurs à ceux des coopératives minoritaires.

7° *Tendance capitaliste plus accentuée dans les coopératives de crédit roumaines.* — Enfin, on constate une plus forte infiltration capitaliste dans le sein des coopératives roumaines où une minorité d'individus ont à leur disposition une majorité de capitaux étant ainsi, en fait, les maîtres de ces organisations. Une certaine analogie de structure capitaliste se manifeste également mais beaucoup moins visiblement dans les coopératives de crédit hongroises. Cependant, le même teint capitaliste n'existe nullement dans les coopératives saxonnes.

APPENDICE

La conversion des dettes agricoles.

Cette question à laquelle nous avons fait allusion si souvent, au cours de notre sujet, étant d'une réelle importance pour la compréhension du problème actuel coopératif roumain, nous lui avons consacré un court développement dans cet appendice. Les résultats néfastes de la crise mondiale de 1929 ne tardèrent pas à se manifester en Roumanie ; la situation économique des agriculteurs devenait, au cours des années 1931 et suivantes, des plus précaires sous l'effet combiné de la baisse des prix agricoles et sous la pression des taux trop élevés des intérêts des dettes contractées. Cet état de fait fort peu réjouissant les obligea à en appeler à l'Etat ; celui-ci intervint par une série de lois successives en vue de la réduction et de la conversion des dettes agricoles (1).

Après de longues hésitations et des rétractations législatives répétées, la loi définitive fut celle du 7 avril 1934 ; celle-ci accorde aux débiteurs agricoles une réduction allant jusqu'à 50 % de leur créance, réduction qui variait suivant la catégorie dans laquelle se trouvait placé le débiteur. Cependant ces lois de faveur pour les agriculteurs devaient avoir des incidences regrettables sur les Banques populaires, car la réduction des dettes amena par contre-coup une réduction du portefeuille de ces Banques populaires. Tout ceci leur créa une situation exceptionnellement difficile. L'intervention de l'Etat pour prendre à la rescousse ces institutions de crédit populaire devenait d'une nécessité impérieuse ; elle était motivée par les considérations suivantes :

a) *Les Banques populaires sont des institutions de crédit populaire* qui satisfont aux besoins en argent dans la majorité des cas de la population rurale, pauvre et nécessiteuse. A la

(1) Loi du 19 avril 1932.

Loi du 26 octobre 1932.

Loi du 14 avril 1933.

vérité, 72 % du total des débiteurs des coopératives roumaines, saxonnes ou hongroises détiennent des sommes modestes, inférieures à 6.000 lei constituant seulement 32 % de la valeur de tous les prêts.

LA MOYENNE DES DETTES DANS LES COOPÉRATIVES DE CRÉDIT

Catégorie d'emprunt	Nb. débiteurs	Val. des empr.	Moyenne des emprunts
Jusqu'à 6.000 lei	668.857	1.889.462	2.825
Au-dessus de 6.000 ..	259.226	4.030.895	15.550
TOTAL	928.083	5.920.357	
MOYENNE GÉNÉRALE			6.379

Des données de ce tableau il résulte que la somme moyenne des emprunts par tête d'habitant est de 2.825 lei pour les trois quarts des débiteurs ; ce n'est donc qu'un tiers des emprunts qui sont d'une moyenne supérieure à 6.000 lei ; il est évident que la satisfaction des besoins en sommes d'argent aussi minimales ne saurait être organisée effectivement que par un réseau de Banques populaires à la portée des paysans.

Le caractère populaire du crédit coopératif ressort aussi du fait que la moyenne des emprunts est inférieure de beaucoup dans les Banques populaires aux moyennes des autres institutions de crédit (6.000 lei contre 20.000 lei).

b) *Les Banques populaires ont perçu après la guerre des intérêts plus modestes que ceux des autres banques commerciales et elles n'ont surtout pas capitalisé les intérêts perçus. C'est ainsi que les intérêts perçus ont été moins forts dans les Banques populaires que dans celles commerciales (17 % contre 22). D'après un calcul très simple 100 lei empruntés en 1927 à ces taux respectifs devenaient en 1931 181,70 lei pour les Banques populaires et 252,6 lei pour les banques commerciales qui capitalisent des intérêts.*

c) Enfin les coopératives de crédit sont des mutualités entre des personnes ayant intérêts de débiteurs et des personnes présentant des intérêts contraires, ceux de créditeurs. Les premiers cherchent, naturellement du crédit au meilleur marché ; tandis que les seconds sont en quête d'un placement sûr et convenable. Ces personnes peuvent passer très vite de la qualité de débiteur à celle de créateur et vice-versa. Cette réciprocité d'interpénétration d'intérêts les atteint directement si les Banques populaires sont à la merci d'une crise comme ce fut le cas après la loi de conversion ; pour l'ensemble des considérations ci-dessus l'Etat a dû intervenir en faveur des coopératives pour prendre à sa charge une partie des pertes éprouvées par les banques populaires. Aux termes mêmes de la dernière convention conclue le 24 juillet 1936 par l'Etat (le ministre des Finances et de l'Agriculture) et la Caisse centrale de la Coopération, l'Etat s'engage à prendre à sa charge jusqu'à 70 % des dettes des unités coopératives (1). Ces pertes furent évaluées dans le bilan présenté par la Caisse centrale coopérative le 15 avril 1935 à la somme de 2.590 millions lei dont 70 % représentaient la quote-part de l'Etat s'élevant à 1.800 millions lei (2).

Pour la couverture de cette somme, l'Etat renonce à son portefeuille de la Banque centrale coopérative, l'ancien Institut Central de crédit, aujourd'hui dissous (1.200 millions lei). En plus, il versera annuellement dans ce but à partir de 1938 la somme de 40 millions de lei, ce qui fera au total 700 millions lei. L'aide de l'Etat sera répartie aux coopératives qui auront rempli les conditions suivantes :

a) Les banques populaires doivent pouvoir payer de leurs moyens propres le reste de 30 % de leurs pertes ;

b) Elles ne doivent pas non plus employer en frais d'administration l'argent qu'elles toucheront et qui représentera les

(1) Cf. Stefan C. Ioan, « L'Assainissement de la coopération », p. 29, Bucarest 1937 (en roumain).

(2) S'il s'agissait de couvrir des pertes par les moyens propres des banques populaires, il résulterait une perte pour elles d'environ 35,8 % du total de leurs moyens financiers.

annuités de son capital social. Elles ne peuvent pas non plus utiliser d'une autre manière les sommes reçues en couverture de leurs pertes ;

c) Il faut que les banques populaires s'engagent à établir un plan de restitution annuelle de leur dépôt ;

d) Le taux d'intérêt des prêts des Banques Populaires ne doit pas être supérieur à 18 % et le taux d'intérêt payé pour les sommes déposées dans ces mêmes Banques ne doit pas dépasser 15 % ;

e) Une autre condition que les Banques Populaires doivent remplir c'est qu'il leur reste, après que les pertes eussent été couvertes par les moyens propres, au moins 50.000 lei, si les banques populaires ont leur siège dans les communes rurales et 100.000 lei si elles ont leur résidence dans une ville ;

f) La perte des bilans définitifs ne doit pas être supérieure à 50 % du capital social (art. 223 de la loi de la coopération 1935) (1).

Grâce aux sommes versées par l'Etat, l'assainissement de la situation financière des Banques Populaires a pu s'effectuer dans un laps de temps relativement court ; c'est ainsi qu'au 18 juin 1937, 8 % du nombre des Banques populaires n'ayant pas satisfait aux conditions énoncées ci-dessus ne purent être assainies. D'autre part, une grande partie des Banques populaires (65 %) ont réussi à surmonter cette crise qui fut provoquée par l'application des lois de conversion, grâce à l'aide de l'Etat, contribuant naturellement pour 30 % de leurs pertes avec leurs propres moyens, en l'occurrence leurs réserves.

En conclusion, l'apport matériel de l'Etat à l'œuvre d'assainissement des Banques populaires envisagé sous le rapport

(1) Cf. circulaire de la Caisse centrale de coopération des 12 et 18 septembre 1935.

de l'intérêt général nous paraît totalement justifié. Les sacrifices qui ont été faits à l'avantage d'une immense foule de petits agriculteurs, il les a faits de même pour d'autres catégories de citoyens dans des proportions beaucoup plus sensibles pour l'équilibre budgétaire. C'est ainsi que, tandis que, les sommes mises à la disposition des banques commerciales pour les aider à se sortir de leurs difficultés atteignent 7.500 millions lei, celles-ci ne sont que de la valeur d'un milliard et demi pour la coopération. D'une manière générale, on a constaté que l'aide matérielle de l'Etat a rétabli la confiance dans la solidité des organismes bancaires, confiance assez sévèrement atteinte par la crise économique des années 1931 et suivantes, et aussi par la malveillance de certains éléments coopérateurs qui, par esprit de démagogie, encourageaient les mauvais débiteurs des Banques Populaires dans leurs intentions de ne pas s'acquitter des obligations juridiques contractées. Tout ceci sous le prétexte absurde que l'Etat suppléerait à leur carence. Si l'atmosphère s'est beaucoup améliorée pour les Banques Populaires leur activité s'est ressentie des secousses par lesquelles elles ont passées. C'est ainsi que les moyens financiers des Banques populaires qui s'élevaient en 1939 à 1.042 millions lei ne représentent en 1937 qu'un pourcentage de 68,2 % des sommes de 1929, donc un tiers de ce montant manque encore aux Banques Populaires. La régression de l'activité financière des coopératives de crédit est beaucoup plus sensible et visible en même temps si l'on regarde les bénéfices bruts de celles-ci entre 1929 et 1937. En 1929, ils s'élèvent à 1.537.429 millions lei, tandis que, en 1937, ils ne sont que de 626.814 millions lei, c'est-à-dire qu'ils représentent 40,8 % du niveau de 1929.

L'Etat était également intervenu pour aider les autres catégories de coopératives agricoles, de consommation, de production, etc., en prenant à sa charge jusqu'à 25 % de leur dette ; les coopératives en question devaient cependant satisfaire à certaines conditions pré-établies ; d'une manière générale, il faut encore à la coopération roumaine, spécialement à celle de crédit, du temps et de l'aide financière pour se ressaisir et rétablir complètement l'équilibre perdu.

*Les effets de la loi de conversion sur les moyens
d'exploitations des coopératives de crédit
entre le 31 décembre 1931 et le bilan du 15 avril 1935*

Moyens d'exploitation	1931	1935	Différence	
	sommes	en millions	+ plus	— moins
Capital social	2.047	1.732	—	315
Réserves	1.171	1.250	+	79
Dépôts	1.578	1.309	—	269
Crédits pour les opérations courantes ..	1.394	1.304	—	90
Crédits pour les opérations mandats	1.400	892	—	508
Divers comptes	225	319	+	94
Profits et pertes	122	9	—	113
TOTAL	7.937	6.815	—	1.122

CHAPITRE II

La coopération de consommation

SECTION I

La coopération roumaine.

Les coopératives de consommation apparaissent tardivement dans l'évolution du mouvement coopératif surtout dans les milieux campagnards. En effet, la première coopérative de consommation rurale ne vit le jour dans le département de d'Arges qu'à peine en 1902. Dans les villes, les coopératives de consommation ont une origine plus ancienne car, malgré les formalités rigoureuses et compliquées du Code de commerce, elles font leur apparition déjà aux environs de l'année 1896. C'est ainsi qu'à cette époque furent jetées les assises d'une société fortement teintée d'esprit coopératif appelée : « Mercure » Bucarest. D'autres suivirent, deux années plus tard, « La vie de Bucarest » et « Galatz » dans la ville du même nom. Cependant le progrès des coopératives de consommation fut très lent car il leur manquait dans ce pays agricole les conditions objectives nécessaires à leur éclosion, savoir : une masse ouvrière importante qui ait été initiée préalablement à la vie d'une telle entreprise. En fait, en raison de ce facteur capital, un milieu approprié, qui manquait, les quelques boulangeries, épiceries, librairies coopératives, fondées avant la guerre mondiale, végétèrent piteusement sans pouvoir maintenir toujours intact leur idéal coopératif. Il faut cependant remarquer qu'à ces résultats plutôt modestes

contribua largement l'inexistence d'une législation coopérative qui favorise le type coopératif. La loi sur les banques populaires de 1903 ne s'appliquant qu'à ces dernières ; les chiffres suivants montrent abondamment l'anémie du développement coopératif (de consommation) à la campagne, avant la guerre :

Année	Nb. coop. rurales	Nb. sociétaires	Moyenne de soc. par coop.
1908	150	5.904	39
1912	231	10.960	47

Valeur des ventes.

	Total (en milliers lei)	Moyenne par coop.	Moyenne de vente par sociétaire
1912	2.972	19.800	503
1908	5.884	25.500	531

L'insuffisance du développement des coopératives de consommation ressort principalement du nombre réduit des membres d'une coopérative (47) et de leur chiffre d'affaires modeste, par tête de sociétaire (531 lei) pour une année. Or, plus une coopérative a de membres et plus leurs achats sont effectués par l'intermédiaire de la coopérative, plus elle est prospère et plus les bénéfices de chacun augmentent ; et c'est là un des axiomes, une des règles générales de conduite de la société coopérative. Une coopérative qui est obligée de travailler avec un nombre réduit de personnes est évidemment par là même, condamnée à l'impuissance et l'échec comme ce fut le cas pour les coopératives de consommation dans le Vieux Royaume de Roumanie.

La faiblesse des coopératives de consommation s'est surtout avérée pendant la guerre lorsque faute d'un réseau important de ces coopératives, le problème de l'approvisionnement de la population civile et des armées fut résolu par les Banques populaires plus à même par leur nombre et, par la solidité de leur organisation, d'assumer une pareille tâche. Mais, au len-

demain de la guerre le monopole de l'approvisionnement en aliments et objets d'habillement qui fut concédé aux Banques populaires, leur fut retiré ; la disette alimentaire et vestimentaire qui a persisté après la guerre donna une forte impulsion à la création de multiples coopératives de consommation, l'Etat patrona cet accroissement coopératif et un décret-loi (N° 614 du 9 février 1919), réglementant la création de coopératives urbaines, prévoyait (art. 6), que : « Les articles de première nécessité seront procurés par l'intermédiaire de l'Etat, des départements et des communes, et seront distribués aux coopératives populaires des villes (coopératives de consommation) proportionnellement au nombre des familles des coopérateurs ». Les résultats de cette intervention étatique ne tardèrent pas à se faire sentir car une véritable poussée des coopératives de consommation eut lieu ; ce mouvement finit par prendre l'allure d'une véritable inflation coopérative comme le montrent les chiffres ci-dessous :

Année	Coopératives	Nb. membres	Moyenne des mb.
1919.....	160	33.470	209
1921.....	303	54.278	179
1926.....	2.522	289.961	—

Valeur des ventes.

	Total	Moyenne par membre	Moyenne par coop.
1919.....	21	131.250	621
1921.....	109	359.700	2.009
1926.....	1.242,5	49.266	4.395

Comme on le voit, le nombre des coopératives de consommation passe de 160 en 1919 à 2.522 en 1926. A cette date, le chiffre d'affaires des coopératives de consommation atteint 1.242,5 millions lei, chiffre record, mais, malheureusement, la moyenne du chiffre d'affaires par coopérative descend de

359.700 en 1921 à 49.266 en 1926, ce qui révèle la faiblesse de cette expansion coopérative. Le bilan de la même année pour les coopératives de consommation révèle d'autres côtés peu brillants de cette inflation coopérative. C'est ainsi que, pour un capital de la grandeur de 184.4 millions lei, le fonds de réserve est de 150 millions, mais les crédits contractés s'élèvent dans le même bilan à 645,4 millions lei, soit 3 fois le capital social, disproportion énorme qui accuse mieux que n'importe quoi, le caractère factice et artificiel de ce développement. Celui-ci d'ailleurs est imputable en grande partie à l'immixtion des éléments inféodés aux partis politiques.

Après 1926, le nombre des coopératives de consommation diminue vite, les premiers signes précurseurs de la crise mondiale, agricole, se faisant sentir, crise qui allait toucher si durement, par la concurrence des pays d'outre-mer, les Balkans.

En 1931, les coopératives de consommation roumaines et minoritaires s'élèvent à 1.602 unités totalisant 237.812 membres, la moyenne de ces membres par unité étant de 138. Le total du bilan pour la même année est de l'ordre de 845,8 millions le point névralgique de cette situation financière se trouvant, dans la proportion énorme du crédit (60 % des moyens financiers de ces coopératives). En 1937, la statistique officielle dont nous nous sommes servis tout au long de cet ouvrage, indique la situation suivante pour les coopératives de consommation :

Dénomination	Nb. coop.	Nb. memb.	Tot. bilan	Bénéfice	Moyen. memb.
Urbaines ..	120	28.964	156.791	32.558	241
Rurales ...	881	76.077	274.131	54.498	86
TOTAL ..	1.001	105.041	431.722	87.056	105

A la lumière de ces chiffres et nous référant aux rapports de l'Institut National de la Coopération (1939), la situation des coopératives de consommation paraît consolidée par rapport aux années précédentes. Les pertes substantielles des der-

nières années ne paraissent plus au bilan, et elles sont remplacées par une marge des bénéfices, ce qui indique que les coopératives de consommation se trouvent sur la bonne voie. La coopérative de consommation telle qu'on la connaît à la campagne roumaine, n'a d'ailleurs que peu de côtés communs avec le type occidental; elle est plutôt ce qu'on a appelé : une coopérative « à fonctions multiples » (1), c'est-à-dire qu'elles ont un champ d'activité plus varié que celui des coopératives de consommation du type occidental. En effet, elles ne vendent pas seulement des produits qui manquent à l'économie paysanne, du sel, du gaz, du coton, etc..., mais elles aident aussi à la vente des céréales appartenant à ces mêmes paysans. Depuis 1936, la statistique officielle distingue entre les coopératives de consommation proprement dites et celles d'approvisionnement et de vente en commun. Celles-ci ont eu, depuis deux ans, une lourde charge car c'est à elles qu'incombe la politique gouvernementale de la valorisation du blé ; ce sont elles qui ont mandat de la part de l'Etat d'acheter le blé des paysans à un prix déterminé, pour le revendre soit, sur le marché intérieur, soit à l'étranger, bien qu'elles n'aient pas le monopole de ces ventes, leur situation à ce point de vue est assez forte. Les chiffres ci-dessous expriment les données concernant ces coopératives d'approvisionnement et de vente en commun pour l'année 1937 :

Nb. coopératives		Nb. membres	Total bilan	Bénéfices	Moyenne des memb.
Urbaines ...	57	9.553	100.274	12.968	168
Rurales	270	31.957	87.528	9.730	118
TOTAL ..	327	41.520	187.528	22.707	127

L'identité de structure de la coopérative d'approvisionnement et de vente en commun et de celle de consommation proprement dite, leur faiblesse financière, ressort mieux, si l'on compare la moyenne peu élevée des membres qui en font partie (127 contre 105).

(1) V. Albert Thomas, Rapport précité présenté au Congrès coopératif international de Gand, 1924.

Le mouvement de concentration coopératif s'est également manifesté sur le terrain des coopératives de consommation comme dans les autres branches coopératives; la première fédération de consommation fut fondée à Bucarest en 1908. Celle-ci jouait en partie un rôle de magasin de gros. Pendant l'époque d'inflation coopérative de 1926, leur nombre atteint le chiffre exagéré de 30 pour descendre aux premiers revers de la crise à 3 en 1931. A cette époque (depuis lors les données numériques nous manquent) ces fédérations avaient comme membres associés 682 unités. Leurs ventes atteignent 206 millions de lei et elles fournissent 15 % des marchandises nécessaires à leurs associés. Toutefois, à cause de leur nombre insuffisant, de leur outillage technique commercial défectueux, l'Etat dans ses divers essais de soutien de prix, par des achats massifs de céréales, blé surtout, fera appel surtout aux fédérations des banques populaires, plus à même de remplir ce rôle. Si nous voulons donc formuler un jugement d'ensemble sur les coopératives de consommation, nous en arrivons aux conclusions suivantes :

1° *Le milieu roumain essentiellement agricole s'est opposé d'emblée à la naissance d'un mouvement vigoureux soutenu par lui-même des coopératives de consommation. Ce n'est qu'un cadre défini par une vie hautement industrielle qui peut être favorable à l'épanouissement d'une telle forme coopérative* (1);

2° *Dispersion en surface des coopératives de consommation; la création d'unités coopératives de consommation dont les membres sont si peu nombreux empêche une concentration du pouvoir d'achat de ces coopératives, et amoindrit par là leurs résultats positifs. Plus il y a de membres dans une coopérative, plus leurs bénéfices augmentent par les achats faits en commun;*

3° *La discipline imposée par les règles des Pionniers de Rochdale abolissant surtout la vente à crédit, n'a pas été toujours respectée, ce qui a donné lieu à des immobilisations financières fatales au bon fonctionnement de ces entreprises ;*

(1) V. Galan, « Naissance et développement de la coopération moderne » (en roumain), pp. 236-238.

4° Enfin, l'organisation technique des coopératives de consommation a laissé beaucoup à désirer par le manque d'un personnel (vendeurs et comptables) entraînés et éduqués dans l'esprit coopératif, par un contrôle insuffisant et irrégulier de la part des Centrales respectives et par le manque jusqu'à une époque très récente de magasins de gros des approvisionnements en stocks dont ils avaient besoin. Ce vide a été comblé par la création de l'Institut national de la coopération, lequel joue le rôle de magasins de gros (section économique). Il faut aussi remarquer que, tandis que les primes de consommation n'ont pas été souvent distribuées, les dividendes l'ont toujours été (1).

SECTION II

La coopération minoritaire de consommation.

a) *Saxonne.*

Les coopératives de consommation saxonne sont d'une origine assez récente car celles qui furent fondées les premières remontent à peine à l'année 1905. Leur rythme de développement fut très rapide jusqu'à la grande guerre, mais depuis lors, leur nombre reste stationnaire (de 60 en 1919 à 69 en 1929).

Année	Nb. coop.	Nb. memb.	Moyenne memb. par coopér.	Chiffre d'aff.
1905.....	17	1.010	59	
1913.....	47	3.549	75	1.096.000
1919.....	60	6.560	109	10.306.000
1929.....	69	6.553	93	52.778.000
1937.....	46	3.888	85	11.371.000

(1) Cf. G. Mladenatz, « Cooperatia Romana si Criza economică », pp. 75-80 ; G. Dragos, « Cooperatia in Ardeal », p. 101.

Voir également, « Projets de loi », 1929, exposé des motifs. Raducano, « Noua orientarea coop. Române », p. 57, Bucarest 1933.

V. Galan, « Rapport présenté au XIV^e Congrès d'agriculture » (Congrès international), Bucarest 1929. Raducano, « Prezentul si viitorul coop. române » passim. Bucarest 1914.

Un examen plus minutieux des chiffres ci-dessus nous révèle le même défaut de construction observé dans la structure des autres coopératives, à savoir le nombre limité des membres d'une coopérative (95 membres), ce qui empêche évidemment une augmentation des chiffres de vente et fait stationner la marge des bénéfices. Malgré des ventes faites à crédit, ces coopératives de consommation saxonnes grâce à une surveillance stricte et un contrôle remarquable faits par la Fédérale Raiffeisen de Sibiu, ont pu surmonter les difficultés inhérentes de la concurrence des autres entreprises commerciales. Mais, pour leur mérite, le principe de la répartition de la ristourne a été strictement observé et c'est ainsi qu'elles ont distribué des ristournes de montants allant jusqu'à 70 % des bénéfices, d'une valeur de 752.000 lei.

Année	Bénéf. bruts	Ristournes	Pourcent profit net
1925.....	973.048	683.048	70 %
1929.....	137.700	752.000	66 %
1937.....	204.000	—	—

Les coopératives saxonnes se sont organisées en 1906 en une Centrale dont le siège fut à Sibiu, mais celle-ci fut dissoute en 1929 justement à cause de sa politique imprévoyante (ventes à crédit), qui l'avait acculée à des immobilisations considérables (1).

D'autre part, le désintéressement des sociétés membres qui préféraient s'adresser pour leurs approvisionnements aux possibilités du commerce privé, ne fut pas étranger à son échec. D'une manière générale, les coopératives de consommation saxonnes ont une activité moins intéressante que celles des coopératives de consommation appartenant à la minorité hongroise.

(1) Dragos, *op. cit.*, p. 154.

b) *Hongroise.*

Sous la même égide de l'Etat protecteur hongrois, les coopératives de consommation avant la guerre, prospérèrent dans l'ancienne Hongrie ; elles furent groupées autour d'une Centrale appelée « Hangya » dont le siège fut à Budapest. A la base de l'impulsion qui a été donnée à la coopérative de consommation, se relève l'activité du comte Karoly ; celui-ci avait en effet souscrit à lui-même la plupart des actions de « Hangya ». Après la guerre les coopératives hongroises de Transylvanie se sont constituées en un organisme central qu'ils ont appelé du même nom « Hangya » (« La Fourmi »), dont le siège fut fixé à Aiud. Les principaux caractères juridiques des coopératives affiliées à la « Hangya » d'Aiud sont :

1° La responsabilité des membres à cinq fois le capital souscrit ;

2° Un profit net de 4 % au capital souscrit et la distribution de dividendes aux membres ;

3° Les coopératives qui font leur approvisionnement aux frais de la Centrale pour plus de 50 % de leurs besoins en marchandises reçoivent des ristournes ; les ventes annuelles de cette Centrale, en marchandises, sont, depuis la guerre, en continue prospérité, comme le montrent les chiffres suivants : en 1920 ces ventes étaient d'une valeur de 37 millions de lei, en 1929 elles atteignent 150 millions de lei, ce qui, évidemment est un progrès net, malgré la dépréciation du lei dans l'intervalle.

En 1937 la situation des coopératives hongroises de crédit était la suivante :

Nb. coop.	Nb. membres	Bénéf. net	Total bilan
—	—	—	—
325	60.704	4.862.000	79.405.000

En conclusion, bien qu'avant la guerre les coopératives hongroises de Transylvanie n'aient pu faire face à toutes sortes de difficultés que grâce à l'existence matérielle illimitée de l'Etat hongrois ; cependant, depuis quelques années, leur situa-

tion paraît améliorée. En Transylvanie, le milieu ambiant se montre d'ores et déjà suffisamment développé au point de vue industriel pour leur assurer un avenir intéressant et une vie plus stable. En Roumanie, les coopératives de consommation hongroises sont celles qui représentent le mieux le type le plus évolué de la coopérative de consommation classique Rochdaleien.

CHAPITRE III

Les Coopératives de Production

Les coopératives de production en Roumanie se sont développées également à la campagne, comme ses autres formes sœurs, celles de crédit et de consommation. L'étude de l'évolution de la coopération de production sera divisée en plusieurs sections, chacune ayant trait à leur diverses manifestations. Telles les coopératives forestières, les associations agricoles et les diverses coopératives de production.

SECTION I

Les coopératives forestières.

Les régions boisées en Roumanie occupent une place des plus importantes dans la richesse totale du pays, s'élevant à une superficie de 6.486.471 ha. représentant 22 % de son étendue (1). De cette superficie 1.898.891 ha. appartiennent à l'Etat. La plupart des forêts roumaines se trouvent placées sur les deux versants des Karpathes, très peu d'entre elles se trouvant dans la plaine, qui entoure les montagnes. La population des régions montagneuses vit dans des conditions très précaires; les terrains cultivables étant par la force des choses, dans ces endroits, très limités. Leur seul débouché de travail est offert par les exploitations forestières disséminées dans les montagnes. Un champ de travail étendu devait s'ouvrir à la

(1) Valeur des produits ligneux pour l'année 1936-1937 s'élève à la somme de 501.517.512 millions lei.

Statistique générale Roumanie, p. 431.

coopération par la création des coopératives forestières. La première fut celle de la commune de Buoiaia (Norocul), en 1905. En 1908, il y avait déjà 30 entreprises forestières coopératives ayant 1.119 membres; en 1910 leur nombre est de 86 coopératives; cet accroissement étant dû à l'action bienfaisante d'une mesure législative qui leur assura un débouché de placement de leurs produits auprès des collectivités publiques, en particulier. Depuis lors, le développement des coopératives forestières s'accélère. En 1937, elles sont au nombre de 253 unités avec 27.818 membres, 410.071 mille lei.

Année	Nb. coop.	Nb. membres	Bilan (en milliers)
1912.....	143	8.208	3.098
1927.....	452	61.754	869.335
1931.....	228	31.553	525.439
1937.....	253	27.818	410.071

De 1912 à 1927, comme ces chiffres l'indiquent, le nombre de coopératives est en continu accroissement. A partir de 1927, les effets de la crise monétaire roumaine (le lei en pleine dépréciation), atteignent les coopératives forestières. Celles-ci faiblement outillées au double point de vue technique et financier, sont obligées de fermer leurs portes partiellement. Dès lors leur nombre subit une contraction en proportion avec leur régression passant de 452 unités en 1927, à 253 en 1937. Naturellement, la plupart de ces entreprises forestières coopératives se trouvent dans les régions montagneuses, et très peu actives dans la région des collines et dans la plaine. Elles se divisent en deux grandes catégories eu égard à l'importance de leur outillage, la superficie cultivée et le nombre de ses membres :

a) Les grandes exploitations au nombre de 27 (exemple : « Albina, I. G. Duca, Negovanul, Sibiu, etc.. ») ayant un capital de 7.278.000 lei;

b) Les petites et moyennes exploitations forestières au nombre de 226 à un capital social de 43.070.000 lei.

Toutes sortes d'espèces de bois se trouvent dans les forêts exploitées, tels : le sapin, le hêtre, le chêne, l'acacia, le robinet, etc.

Certaines de ces coopératives ont pris l'engagement de reboiser la partie exploitée, en possédant des pépinières (telles : « Tarcaul, Negovanul, Albina, Dep. de Neamt »). L'analyse des moyens d'exploitation de ces coopératives forestières, malgré la situation brillante de quelques-unes, dévoile le rôle excessif que jouent les crédits dans leur vie, étant par là, toujours à la remorque des intérêts étrangers et de l'Etat.

	Moyens étrangers (crédits et dépôts)	Moyens propres des coop. (capital + réserve)	Total bilan
1912.....	1.229.000	688.000	3.098.000
1921.....	21.535.000	119.075.000	200.876.000
1927.....	208.908.000	345.294.000	869.335.000
1937.....	161.532.000	—	410.070.000

Comme on le voit à la lecture de ces chiffres, en 1912 les moyens propres des coopératives forestières représentaient 40 % de la totalité de leurs capitaux. En 1921, ces mêmes moyens propres s'élevaient uniquement à 10 % de la totalité de leurs disponibilités. Depuis, la situation s'est améliorée arrivant en 1931 au même état que celui auquel elle se trouvait en 1912; pour 1937, les crédits contractés par les diverses coopératives forestières notamment auprès de l'Institut national de Bucarest ne sont pas connus d'une manière précise, mais ils ne sont pas très élevés, étant donné la politique prudente de cet Institut en matière de crédit. Les crédits favorables offerts si abondamment par l'Etat à ces coopératives forestières s'expliquent par le fait que celui-ci ne peut pas se désintéresser du sort assez misérable des paysans montagnards. Ceux-ci ont été de plus, très désavantagés lors de l'expropriation des terres en 1918 car, tandis que leurs frères de la campagne recevaient des parcelles importantes de terre cultivable, appartenant autrefois aux boyards, rien de pareil n'advint pour ceux de la montagne où les domaines expropriés étaient par la force des choses, très limités. Mais si l'on peut justifier la politique de

larges crédits pratiquée par l'Etat en faveur de ces coopératives, du point de vue social, malheureusement on ne peut être que surpris de la manière illogique dont ces crédits ont été répartis. C'est ainsi qu'en 1927 et 1928, deux grandes coopératives forestières (« Tazlaul » et « Albina ») détenaient à elles seules, plus d'un tiers (35 %) du montant des crédits accordés distribués par l'ancienne Centrale des coopératives (1). La frénésie expansive de crédit qui eut lieu pendant cette époque devait trouver vite, par la suite, un calmant dans les pertes substantielles subies par l'Etat dans certaines de ses entreprises. Celles-ci furent mal dirigées et souvent à cause justement de l'intervention intempestive des fonctionnaires de l'Etat qui compliquèrent au lieu d'alléger le fonctionnement normal de ces entreprises. La situation financière des coopératives forestières paraît depuis quelques temps consolidée et un fait intéressant à noter à leur actif, des relations fructueuses ont été nouées avec l'étranger (avec l'Orient, la Syrie, la Palestine, la France, l'Angleterre, etc...). Des débouchés intérieurs sont en outre offerts par les besoins propres des collectivités publiques aux fournitures desquelles elles ont une situation privilégiée. Il faut noter, d'autre part, que les coopératives forestières, très souvent en contradiction avec les autres formes coopératives qui ne respectèrent pas les principes fondamentaux de Rochdale, s'y sont conformées. Des primes de travail (14 % des bénéfices nets) furent assez régulièrement distribuées aux paysans, ce qui apporta une augmentation de leur salaire réel ; de même, une partie des bénéfices réalisés par les coopératives forestières sont consacrés à des œuvres culturelles, sociales, etc... C'est ainsi que la coopération forestière « Tarcaul », d'un capital social de 2.500.067 lei, et d'un chiffre d'affaires de 43.668.000 lei, a distribué des bénéfices nets de 2.567.000 lei, résultant de l'exercice 1938, une somme de 60.000 lei comme prime de travail.

De ces mêmes bénéfices, il a été consacré une somme de 8.560.000 lei pour diverses donations, dont 491.000 lei ont été consacrés à l'élévation de l'église de la commune de Panga-

(1) Cf. A. Sfintescu, « Le système coop. dans l'économie forestière », en roumain, Buc 1935, p. 45.

resté. D'une manière générale, les coopératives forestières ne jouent pas seulement un rôle utile par l'illustration de l'aide qu'elles apportent à l'élévation du niveau de vie du paysan montagnard, mais elles revêtent, en outre, une importance nationale par l'appropriation dans le domaine national des richesses autrefois exploitées par des étrangers.

La population minoritaire ne possède que trois entreprises forestières en 1937. Le nombre total est de 1.177 membres et d'un bilan général de 13 millions de lei.

SECTION II

Les associations agricoles coopératives.

a) Les associations d'affermage de la terre.

a) *Les associations d'affermage de la terre* sont les formes coopératives les plus typiquement roumaines. Elles se sont développées dès avant la guerre, favorisées par deux facteurs :

1° Le nombre croissant des bras de travail non employés, effet d'un excédent de natalité paysanne;

2° Le fait que les paysans agriculteurs possédaient eux-mêmes leur modeste outillage dont ils avaient besoin pour la culture de la terre : charrue, bêtes de somme, etc..., tandis que les propriétaires terriens en étaient dépourvus. Ces associations d'affermage avaient comme but, d'ailleurs comme le nom l'indique pleinement, de prendre en location des terres par la réunion de plusieurs paysans. Les paysans se partageaient ensuite les terres affermées qui étaient travaillées par chaque famille individuellement suivant les directives d'un plan général de culture imposé par les agents du ministère de l'Agriculture.

Chacun contribuait au loyer pour sa part.

Les premiers domaines affermés furent ceux de l'Etat et de l'Eglise et ce n'est que plus tard que les terres des gros propriétaires leur furent données en location, car ceux-ci avaient,

au commencement, de la méfiance vis-à-vis de telles associations (1).

Cette méfiance provenait des doutes qui planaient sur la capacité des paysans et la solvabilité de ces « obsti » d'affermage auxquelles manquait au début de leur constitution la personnalité juridique.

Les lois en faveur de ces « obsti » de 1904 à 1909 vinrent au bout de la résistance passive des gros propriétaires; la première loi de 1904 leur accorde la personnalité juridique en leur imposant en retour une responsabilité solidaire et illimitée de membres, le capital social de ces associations n'étant rémunéré par aucun dividende. La seconde loi de 1909, oblige les diverses collectivités publiques, Etat, départements, communes, à donner en ferme aux « obsti » par préférence, leurs domaines, toutes les fois que celles-ci se présenteront en concurrence avec d'autres compétiteurs ; grâce à ces faveurs, d'ordre législatif, le développement des « obsti » d'affermage prit vite des proportions imposantes :

Année	Nb. coop.	Nb. membres	Superf. afferm.	Loyers annuels payés
1903..	8		4.940 ha.	94.785,69
1913..	445	76.678	374.891	13.497.081,86
1918..	496	82.295	406.664	17.235.115
1927..	100	12.079	22.815	406.664
1937..	68	8.276	—	—

A la lumière de ces chiffres, nous constatons que depuis 1903 l'augmentation du nombre des « obsti » d'affermage a été continue jusqu'en 1918 où elle atteint le maximum de 496 coopératives avec 82.295 membres et des terrains affermés d'une superficie de 406.664 ha. représentant 1/6^e des terres cultivables, chiffre considérable. Depuis l'expropriation des grands domaines, les terrains étant concédés aux paysans,

(1) Les terres des villages Vanatori et les terres appartenant à l'Eglise Sf. Spiridon d'Iassy, les terres du village Casinul du dep. de Bacau furent données en location à des obsti. V. Opresco, *op. cit.*, p. 102.

l'intérêt de cette association décroît progressivement; en 1937 il y avait à peine 68 coopératives avec 8.276 membres. La conclusion qui se dégage de leur évolution, c'est qu'elle ne correspond plus à une réalité sociale car, malgré tous les efforts tentés on n'a pas réussi à les ressusciter au moment de l'expropriation des terres.

Elles ne sont qu'un vestige historique d'une institution qui a pu représenter à un moment donné aux yeux des hommes d'Etat roumains, un moyen efficace capable d'atténuer les différences économiques qui existaient entre les classes sociales.

En dépit des critiques qui ont été formulées à leur égard, les « obsti » d'affermage ont eu, au cours de leur activité, des côtés positifs indéniables pour les paysans; ne serait-ce que le fait d'avoir pu les faire échapper à la pression humiliante des fermiers étrangers représentants des boyards absentéistes, et c'est encore une grande chose (1).

En outre, il faut souligner le rôle remarquable que ces « obsti » ont joué dans l'éducation professionnelle et même culturelle du paysan lui enseignant les bienfaits d'une discipline de travail systématisée et aussi les avantages de la vente en commun des produits agricoles. A juste titre peut-on considérer ces « obsti » d'affermage comme le phénomène coopératif le plus caractéristique de la période d'avant-guerre.

b) *Les associations d'achats de terre* (obsti d'achat), se sont développées sous l'influence du même désir âpre d'avoir de la terre et aidées par le même facteur législatif à savoir une loi du 12 avril 1881; celle-ci prévoit que les terres de l'Etat pourraient être achetées par les particuliers, ceux-ci payant un quart à la conclusion du contrat, le reste étant échelonné sur 24 ans et le tout soumis à un intérêt de 6 %. De 1881 à 1913, un nombre de 24.216 paysans a acheté un nombre de 22.686 ha. au prix de 7.978.251 lei. Pour l'achat de ces terres et pour des domaines privés plus étendus se sont vite constituées des associations agricoles d'achat dans lesquelles les paysans mettaient en commun l'argent nécessaire, en se partageant ensuite le domaine proportionnellement à la contribu-

(1) La superficie détenue par les fermiers juifs s'élevait à 436.446 ha. V. Garoflid, « La Réforme agraire », p. 26, Buc 1905.

tion matérielle de chacun. Le développement de ces « obsti » d'achat est plus marqué surtout après la guerre; leur point culminant étant atteint en 1927, où un nombre de 345 unités avec 35.559 membres, ont acheté une superficie de terrain de 42.816 ha. Après cette année leur nombre décroît pour atteindre en 1932 celui de 203 unités avec 22.056 membres.

Le mouvement des associations d'achat de terres.

Année	Nb. memb.	Nb. coop.	Bilan	Superficie
—	—	—	—	—
1912....	1.992	15	1.912.000	—
1927....	35.559	343	695.796.000	82.816
1932....	22.506	203	318.177.000	—

L'efflorescence des « obsti » d'achat après la guerre mondiale est imputable principalement à la liquidation des derniers restes de domaines des grands propriétaires expropriés; ceux-ci jugèrent préférable de s'en défaire que de les conserver; des « obsti » d'achat furent créées *ad hoc*, les paysans rentrant en possession des terres une fois qu'ils ont définitivement acquitté leurs obligations vis-à-vis des propriétaires. Aux termes mêmes de la loi agraire de 1919 l'Etat avait la préemption à la vente par les propriétaires de la terre (art. 62); ensuite l'Etat passait les terres des propriétaires ainsi achetées, à une « obsti » formée de paysans; celle-ci pouvait trouver assez facilement les crédits nécessaires à l'achat de ces terrains, crédits qui étaient aisément mis à leur disposition par les institutions bancaires coopératives centrales. Ces « obsti », tant que leurs membres n'avaient pas acquitté les crédits contractés, travaillaient la terre en commun, suivant un plan général de culture élaboré par des ingénieurs agronomes. D'après les statuts types de 1938 les « obsti » pour se former doivent avoir au moins 25 membres, d'après les mêmes statuts, les terrains achetés sont considérés propriété de la coopérative jusqu'au lotissement définitif (art. 34). Quand 75 % des membres ont

acquitté leur part, l' « obsti » peut entrer en liquidation (art. 34); les associés répondent solidairement et d'une manière illimitée de leurs obligations (art. VIII des statuts-types).

Les résultats que ces « obsti » d'achat ont donné au point de vue social et même professionnel agricole (celles-ci pratiquèrent un commencement d'agriculture rationnelle), furent satisfaisants, tant que la démagogie politique ne les eut pas atteintes. Dès lors elles tombèrent vite sous l'emprise de cet esprit funeste et commencèrent à ne plus s'acquitter régulièrement des dettes contractées, donnant lieu ainsi à des immobilisations dans les banques coopératives qui leur avaient procuré des fonds. Le développement des « obsti » d'achat fut d'autre part entravé pendant l'époque 1918 à 1928 par le fait qu'elles ne trouvèrent de crédits qu'à des taux extrêmement élevés (40 %) (1).

La loi de la réduction des dettes agricoles du 7 avril 1934 englobe parmi les catégories de coopératives qui bénéficient d'une réduction de dette, les « obsti ». Les membres de ces associations agricoles peuvent s'en acquitter dans l'intervalle de deux ans, profitant en même temps d'une réduction allant jusqu'à 75 % de la créance totale.

En conclusion de tout ce qui précède on peut affirmer qu'aussi bien les « obsti » d'achat que celles d'affermage, ont été des facteurs d'amélioration de la condition sociale des paysans. Elles ont eu en même temps un important rôle d'éducation professionnelle agricole pour ceux-ci, en les habituant aux conditions modernes d'une culture intensive. Cependant la limite d'expansion de telles coopératives est naturellement conditionnée par l'existence des terrains restant encore à affermer ou à acheter, lesquels après l'expropriation des terres et l'impropriation des paysans sont bien modestes. D'ailleurs, pour donner un peu plus de vigueur à de telles coopératives, les « obsti » ont dorénavant la possibilité d'acheter et d'affermir des terrains (statuts-types 1938, art. 32).

(1) V. OpreSCO, *op. cit.*, p. 151.

SECTION III

Les coopératives diverses de production.

Une dernière catégorie des coopératives de production d'une ampleur plus remarquable est formée par les coopératives-laiteries. Celles-ci ont connu une fortune toute particulière depuis le rattachement des territoires roumains à la patrie-mère en 1918.

En effet, dans ce genre de coopératives, ce sont les populations minoritaires qui excellent : les Hongrois et surtout les Allemands, plus portés naturellement vers l'industrialisation agricole.

Le nombre actuel des coopératives-laiteries s'élève à 204. La majorité de celles-ci (192) appartiennent à la population minoritaire qui totalise 22.322 membres et dont le Bilan s'élève à la valeur de 50.616.000 lei.

Il reste encore 22 laiteries-coopératives roumaines qui groupent à peine 2.104 membres pour un Bilan de 3.965.000 lei. Les laiteries-coopératives ne manqueront pas d'avoir à l'avenir un développement plus considérable, étant donné les ressources abondantes du pays en élevage.

En dehors de ces coopératives de production appartenant à ces diverses catégories étudiées dans les sections ci-dessus, il y a encore un nombre de 226 coopératives de production, de spécialités très variées. C'est ainsi qu'il y a 28 coopératives formées par des pêcheurs, qui exploitent des étangs d'une superficie de 76.898 hectares, lesquels donnent une production annuelle de poissons de 426 wagons (1938) d'une valeur de 49.000.000 ; 43 coopératives viticoles, groupant 3.982 propriétaires et qui ont manipulé en 1937, 3.000.000 de litres de vin de la valeur de 32.000.000 de lei ; 79 coopératives pour la culture du tabac et 15 coopératives pommicoles dont 8 contiennent des silos pour la conservation du fruit. Enfin, une dernière énumération de coopératives de production doit être ajoutée à la précédente, 30 coopératives d'exportation de machines agricoles, 16 coopératives de constructions de meubles, 8 imprimeries ; des coopératives minières d'un type extrêmement intéressant

(« Carbunele ») — « Godeni » — « Depart. de Muscel ») des coopératives techniques (« Azenco » — « Solidaritatea » etc.), et enfin, même des coopératives d'exploitation de plantes médicinales, telles « l'Adonis » de Cluj. En résumé, pendant l'année 1937, il y a un nombre de 244 coopératives de production diverses groupant 28.080 membres d'un bilan de 436.256.000. Le nombre des coopératives de production appartenant à la population minoritaire se chiffre pour la même année à 28 coopératives avec 2.571 membres et un bilan de 18.916.000 lei.

D'une manière générale, soit pour les coopératives-laiteries, les minoritaires ne se manifestent pas beaucoup sur le terrain de l'activité de la coopérative de production.

CHAPITRE IV

Les organismes coopératifs centraux.

Les coopératives sont organisées par régions et par catégories dans un système hiérarchisé, fédéraliste, à triple degré, qui, partant des unités de premier degré, les coopératives proprement dites, s'élèvent aux fédérations pour finir à la tête de la pyramide avec les organismes centraux du 3^e degré. A ceux-ci incombe la charge de donner les directives de contrôle et d'aider matériellement et moralement les autres coopératives. Ces organismes centraux, les Centrales coopératives comme on les appelle, ont eu le sort le plus malheureux en Roumanie, car de fréquents changements législatifs en matière coopérative les ont souvent touchées.

C'est ainsi que la loi de 1903 sur les Banques populaires créa la Caisse centrale des Banques populaires. En 1918, celle-ci fut remplacée par trois autres centrales : A) Centrale des Banques populaires ; B) Centrale des coopératives ; C) Centrale des Obsti. La réforme de 1929 réduit le nombre de ces centrales à 2 : A) la Banque centrale coopérative dont les attributions furent purement bancaires ; son rôle se limitant au simple financement des coopératives ; B) l'Office national de la coopération roumaine, organe de direction et de contrôle.

A la suite de la loi de 1929, faute d'un organisme central qui s'occupe des opérations commerciales, celles-ci furent effectuées par une Fédération de coopératives, la Centrale d'importation et d'exportation coopérative. Grâce à l'habileté de ses dirigeants, cet organisme (qui à tort portait le nom de Centrale, étant donné qu'il ne groupait qu'une partie des coopératives et qu'il n'était pas reconnu par la loi) avait réussi à lier des relations très intéressantes au point de vue commercial avec l'étranger. Ces opérations consistaient en l'approvision-

nement des coopératives membres, en machines agricoles, en sel, ficelle de Manille, sulfate de cuivre, etc., en somme, tout ce qui était nécessaire à la vie paysanne des coopérateurs. D'autre part, cette même Centrale s'occupait de la vente en commun des céréales, des coopératives membres, réunissant à exporter sur le marché étranger des quantités considérables de blé (marchés anglais et français, allemand). La « réforme » législative de 1935 produisit un bouleversement total en créant une série d'autres centrales. Ainsi, à la suite de cette loi, nous avons comme organisme supérieur de la coopération :

1° La Centrale coopération de direction et de contrôle ;

2° La Centrale de production, d'approvisionnement et de valorisation des produits agricoles (Cecopava) ;

3° La Centrale des coopératives de consommation (magasins de gros) ;

4° La Caisse centrale de la coopération, ayant pour objet le contrôle, la coordination de l'activité des autres centrales ;

5° La Banque centrale coopérative, l'ancien Institut bancaire, qui ne fut que partiellement atteint par cette loi. (Son capital fut diminué.)

L'absence d'unité d'action et l'imprécision des limites des champs d'activité de ces centrales, tout ceci aboutissant à de doubles emplois et à un bureaucratisme inefficace, explique les ressorts psychologiques qui ont amené la réforme de 1938. Celle-ci, comme on le sait, dissout toutes les Centrales, en créant à leur place un organisme unique : l'Institut national de la Coopération. Cet Institut, comme on le sait, se divise en trois sections :

1° Bancaire ; 2° Economique et 3° de Direction.

L'activité de ces divisions sera retracée très brièvement dans ces quelques lignes.

La Section bancaire (activité du 30 juin au 31 décembre 1938). — L'Institut national de la coopération a obtenu de la Banque nationale de la Roumanie, aux termes mêmes du décret-loi du 23 juin 1938, un crédit préférentiel du montant d'un milliard deux cents millions de lei, pour satisfaire aux besoins de la masse rurale et urbaine. Des prêts seront accor-

dés au taux de 5 % par la section bancaire de cet Institut, subdivisé en trois catégories :

1° Les prêts accordés à la production agricole, remboursables entre 9 mois et 2 ans ;

2° Les prêts de dotation agricole (achat de matériel, réparations, etc.), remboursables de 2 à 5 ans ;

3° Les frais d'investissement agricole (achats de terre, de l'inventaire agricole, etc.) dont le remboursement sera échelonné sur une période de cinq à dix ans.

Les prêts urbains s'adressent surtout à des petits commerçants, artisans et libres professionnels qui doivent s'en acquitter entre neuf et douze mois.

Le montant des prêts accordés jusqu'au 22 avril 1939 se divise de la manière suivante :

Aux villageois, 35.184 prêts d'une valeur de....	173.901.543
Aux Villes, 1.112 prêts d'une valeur de.....	12.373.230
TOTAL LEI	186.274.773

Parallèlement à ces crédits individuels, la Section bancaire a accordé des crédits collectifs, en 1938, d'une valeur de 88.845.817 lei. Enfin, l'Institut a facilité l'obtention des crédits pour les fournitures agricoles au profit du ministère de la Défense nationale, d'une valeur de 522 millions de lei, et au profit de la Maison des Forêts (30 millions de lei).

La Section économique. — L'activité de cette Section consiste en des opérations d'approvisionnements en objets nécessaires aux coopératives rurales, et qui en général, sont ceux qui manquent à l'économie paysanne : le coton 6 millions de kilogrammes ; le sel, 253 wagons, d'une valeur de 31 millions de lei ; le sucre, 355 wagons d'une valeur de 5 millions de lei ; ficelle de Manille, 30.000 kgs, d'une valeur de 1 million de lei ; 140 wagons de poissons d'une valeur de 16 millions et d'autres objets alimentaires, d'une somme totale de 25 millions de lei. Cette division économique de l'Institut a procédé en outre à des *opérations de valorisation*. L'objectif principal de ces opérations a été comme on le sait celui d'assurer un

prix rémunérateur au blé. Pendant l'époque de l'année 1938, on a fait la collection de 47.417 wagons de blé, d'une valeur de 1.846.534.000 lei, achetés à un prix minima fixé par le Gouvernement. Le financement de ces opérations de valorisation a été assuré par le truchement de la Banque nationale qui a ouvert, à cet effet, à l'Institut, un crédit de 2.300.000.000 de lei. De la quantité de blé achetée il a été exporté 47.132 wagons, dont l'Angleterre a importé à elle seule 30.593 wagons. En 1939, l'Institut, par cette section économique, a procédé à l'achat de 51.000 wagons de blé. L'intérêt de cette politique de valorisation consiste dans le fait qu'elle cherche à éviter une surabondance de l'offre de céréales au moment de la récolte. Les paysans, faute de disponibilités en argent, se hâtent de vendre dès qu'ils peuvent leurs produits, ce qui produit un abaissement des prix au moment de la récolte. Les excès d'offre en céréales se résorbant à l'arrivée de l'hiver et surtout du printemps, les prix montent, mais cette fois-ci ce sont les spéculateurs, les commerçants, etc., qui en profitent, au lieu que ce soit le paysan. Grâce à l'intervention étatisée faite par les coopérations, un prix rémunérateur minimal est offert d'une manière permanente aux agriculteurs. Cette politique a permis d'assurer aux producteurs pendant la période la plus trouble du marché agricole (de 1933 jusqu'en 1936) un gain approximatif de 15.000 lei (le wagon de blé a été vendu aux coopératives pour 37.000 jusqu'à 40.000 lei, au lieu de 24.000 lei prix courant du marché) (1).

Ce résultat mérite d'être tout particulièrement souligné, car il révèle d'une manière décisive le côté positif de l'intervention étatisée, ce qui d'ailleurs a fait que cette politique de soutien de prix agricoles, soit poursuivie et même intensifiée (2).

La section de direction et de propagande. — La sanction de la politique erronée de trop de changements législatifs s'est produite surtout dans la désorganisation du contrôle des Socié-

(1) Cf. F. Mladenatz, « Coopérația și Economia agricolă », p. 79, Bucarest 1935.

(2) V. décret-loi du 27 juillet 1939. La valorisation des céréales.

tés coopératives. C'est ainsi que pendant la période qui s'écoule de 1929 à 1935, le contrôle des coopératives reste à peu près fictif, étant à peine existant, le nombre limité des contrôleurs (70) ne pouvant évidemment inspecter annuellement qu'une toute petite partie des 6.000 coopératives ; une orientation meilleure se fit sentir dans cette voie, après la fondation de l'Institut. C'est ainsi que pendant l'époque relativement courte du 23 juin au 23 décembre, ont été inspectées minutieusement par 100 organes de contrôle, 2.053 coopératives de toutes sortes et d'une manière sommaire, 952 unités, ce qui constitue évidemment un effort très appréciable. A la même époque, cette section a aidé à la création de 216 unités avec 14.200 membres et un capital versé de 7.860.381 lei. Le même département de l'Institut a fait dresser des plans de cultures par ses ingénieurs agronomes (en 1938), pour 376 obști, cultivant au total 27.600 hectares. Sous les mêmes auspices, travaille un Conseil technique viticole, qui groupe 43 coopératives d'un capital de 6 millions de lei et qui ont des installations (32 caves) pour 1.333 wagons.

Le champ d'activité de ces comités techniques s'étendra à l'avenir au fur et à mesure de l'extension de la coopération agricole et spécialement de celle viticole, vouée à un meilleur avenir eu égard à la possibilité de production en vins de la Roumanie.

CHAPITRE V

L'œuvre culturelle, sociale et de propagande coopérative

Dès la fondation de la première Société coopérative des Pionniers de Rochdale, il a été attribué la plus haute importance au côté moral de l'entreprise pour la différencier d'une simple boutique. L'idéal d'un monde meilleur leur paraissait, grâce à la coopération, le but à atteindre, et un système de propagande efficace qui enseigne partout les bienfaits de la coopération leur devenait absolument indispensable. Ce n'est que de cette façon que les coopératives peuvent recruter de nouveaux fidèles et maintenir le credo coopératif. Autrement, l'idée risque de se compromettre, avilie par la souillure des intérêts personnels.

En Roumanie, l'œuvre culturelle, sociale et de propagande coopérative, sans donner des résultats exorbitants est néanmoins digne d'intérêt. Partout où des coopératives se sont fondées, elles ont aidé à l'élévation morale des villages par la construction d'églises, d'écoles, etc. Le nombre des exemples serait trop important pour les mentionner tous, de sorte que nous n'en mentionnerons que quelques-uns pris au hasard. C'est ainsi que des Eglises ont été créées, par les coopératives « Albina » — « Tarcau » du Département Neamtz, « Halanca », de la commune de Bobesti ; « Florile » de Vadeni, etc., département de Neamtz, etc. Des œuvres charitables ont souvent accompagné celles d'ordre culturel. L'exemple de la coopérative forestière « Negovanul » qui a donné 100 stères de bois de chauffage aux pauvres, 53.000 lei pour les cantines scolaires et qui a distribué également 25.000 lei aux familles des ouvriers accidentés est typique (pour l'année 1938).

En ce qui concerne l'enseignement et la propagande coopératiste, il faut dire qu'elle est d'autant plus nécessaire que la masse du peuple est plus ignorante et partant, plus éloignée de la compréhension complète du bon fonctionnement d'une entreprise coopérative.

L'enseignement coopératif se divise en deux catégories :

1° *Privé*. — Celui-ci se trouve à la charge de l'Institut national de la coopération, qui entretient une Ecole supérieure de la coopération, dont le but est de former les cadres supérieurs de la coopération (depuis 1919, elle a eu 301 diplômés). Le programme des cours enseignés dans cette école est très varié, cherchant naturellement à donner surtout une éducation coopérative, économique approfondie aux étudiants (en 1938, le nombre de ceux-ci a été de 50). En plus de cette Ecole supérieure, il existe encore depuis 1909, trois écoles de comptables coopérateurs (Orsova, département Séverin à Ludusul, de Mures, et à Chisineu). Dans le même cadre de la formation d'éléments coopératifs ayant des connaissances pratiques, fonctionnent des cours d'été destinés à parfaire les connaissances des organes de contrôle et des futurs professeurs de coopération: (Le cours d'été de Satu-Lung, département de Brasov 1939 où assistaient 142 organes de contrôles et 41 professeurs).

2° *Public*. — Cet enseignement est donné dans 47 écoles normales et dans les séminaires. Le but des secours est d'inculquer aux futurs instituteurs et prêtres les guides spirituels des villages et les chefs probables de ces coopératives, demain, les principes d'associationnistes coopératifs. En plus, la propagande coopérative s'exerce par une série de journaux, revues, etc., de caractère purement professionnel (*Curierul*, *Cooperatie*, *Furnica*, etc.), il faut aussi mentionner les conférences à la radio et les articles insérés dans les rubriques permanentes de la grande presse d'information (*Universul*, *Argus*). Bref la propagande coopératiste en Roumanie paraît être sur la bonne voie, mais ses efforts doivent être intensifiés, car ce qui a manqué à la population roumaine après la guerre, c'est l'existence d'un type coopérateur conscient de la véracité de la doctrine coopérative, de ses avantages pratiques et de son côté moral. Et ce type ne se crée pas du jour au lendemain.

Tout le problème de la coopération roumaine envisagé du côté moral réside justement dans l'existence d'une catégorie d'hommes honnêtes et capables. Pour les avoir, il faut pouvoir les créer par une éducation appropriée. En dernière analyse, c'est là que réside la tâche difficile de cette propagande coopératiste. Son succès dépendra de son effort dans ce domaine.

En résumé, le développement de cette troisième partie nous a fait voir que l'activité des coopératives en Roumanie a été riche et variée, abordant toutes sortes de terrains d'activités. Et de toutes ces coopératives qui se sont manifestées sur tant de domaines économiques, peu ont été celles qui ont appliqué intégralement les principes coopératifs classiques, à savoir la neutralité politique, la ristourne, etc. A notre avis, les formes coopératives les plus évoluées ont été celles présentées par les coopératives forestières, qui ont su le mieux se conformer à ces prescriptions classiques de la coopération (ristournes, primes de travail).

D'autre part, les résultats économiques les moins brillants ont été donnés sans doute par les coopérations de consommation, si peu viables, comme nous l'avons maintes fois répété dans un milieu agraire comme la Roumanie. Cependant, l'expérience des coopératives d'approvisionnement et de valorisation en commun, nous a donné l'exacte mesure du rôle puissant que les coopératives agricoles peuvent jouer sur le plan d'une politique interventionniste de l'Etat, dans l'application des mesures concernant le soutien des prix. C'est en raison de ces faits que l'avenir de ces coopératives en Roumanie nous paraît lié inéluctablement au degré d'intervention de l'Etat en matière économique. Toutefois, devant cette perspective interventionniste, on peut se demander avec une certaine anxiété si les coopératives agricoles garderont toujours leur caractère coopératiste, c'est-à-dire, si elles seront toujours l'émanation des volontés privées ou si, en fin de compte, elles ne seront que des auxiliaires de l'Etat comme les kolkhozes russes. Quoi qu'il en soit, en ce qui concerne la Roumanie, le problème qui se pose étant celui d'une meilleure rentabilité agricole, les coopératives de valorisation joueront un rôle de

plus en plus marqué à l'avenir. A notre avis, au contraire, les coopératives de crédit perdront l'importance qu'elles revêtaient dans le passé au fur et à mesure de l'industrialisation du pays et de l'amélioration de la production. C'est là le processus fatal de l'évolution des pays agricoles, dont l'agriculture est encore à un stade peu développé (culture extensive).

D'ailleurs le problème de la rentabilité agricole est beaucoup plus complexe qu'il ne paraît, étant, en outre, étroitement apparenté à celui de la rationalisation agricole ainsi qu'au regroupement de ces mêmes terres trop morcelées. Et même dans la résolution de ces derniers problèmes, la coopération agricole aura encore son mot à dire à l'avenir.

CONCLUSION

Le mouvement coopératif roumain, de nature essentiellement agricole, est issu :

1° Des besoins intérieurs du peuple de la campagne pour lutter contre l'usure qui sévissait au siècle dernier, et ;

2° De la nécessité d'aider en même temps, au moyen de la création des associations d'affermage, les « obști », à la solution de la question agraire, c'est-à-dire à une meilleure redistribution des terres agricoles.

Bien qu'à l'origine le mouvement coopératif se frayât un chemin en partant d'en bas, des modestes aspirations du peuple campagnard, il fut vite soumis aux directives qui provenaient d'en haut. (La loi sur les Banques populaires de 1903.)

L'identité d'objectif à poursuivre entre la politique sociale de l'Etat et de la coopération agricole, savoir une meilleure répartition des terres, dans un rythme évolutif, par des moyens pacifiques et légaux (l'achat de la terre), fit que le mouvement coopératif roumain fut, avant la guerre, encadré et dirigé sur le plan même de la politique sociale de l'Etat.

Mais l'expropriation des terres de gros propriétaires (1918) et leur distribution aux paysans en dehors même de toute participation des coopératives à cette action économique-sociale (l'échec des coopératives d'impropriation), épuise l'intérêt que présentaient les coopératives agricoles pour le paysan.

Dorénavant, en dépit de l'augmentation en surface du nombre des coopératives, celles-ci, souffrirent d'une terrible crise de croissance à divers aspects : moral (défaut de conscience coopérative), technique (manque de cadres), financier (insuffisance de capitaux).

Comme résultat immédiat de cet état maladif de la coopération, des abus furent commis, la neutralité politique d'avant

guerre ayant été sacrifiée aux bénéfices de quelques intéressés à la solde de certains partis politiques.

La réaction contre tant d'abus préjudiciables à l'idée de coopération, devait venir du sein même de l'Etat.

Une réforme législative, celle de juin 1938, rétablit la tutelle de l'Etat sur les coopératives, tutelles qui s'était sensiblement atténuée après la guerre (loi 1929).

Le retour en arrière des coopératives sous un régime de dépendance légale vis-à-vis de l'Etat, envisagé du point de vue purement doctrinal paraît naturellement ne point être en concordance avec les principes classiques coopératifs.

L'autonomie des coopératives n'est-elle pas la première chose qu'exigent des associations portant un tel nom ? Cependant malgré les sacrifices de la pure doctrine coopérative, de l'autonomie coopérative, la situation juridique de la coopération roumaine placée sous la tutelle étatiste paraît justifiée si l'on se plonge au sein des réalités coopératives roumaines, car les coopératives en Roumanie n'ont pas trouvé comme ailleurs, un milieu psychologique favorable, l'esprit de solidarité collective y étant à peine existant dans la masse populaire.

De plus, le niveau culturel du pays, somme toute peu élevé, phénomène analogue à tous les pays jeunes, ferait que les paysans coopérateurs délaissés, livrés à leur propre sort, deviendraient vite la proie de gens sans scrupules qui exploiteraient leur bonne foi et leur naïveté.

Pour toutes les erreurs du passé et pour parer à toutes les possibilités futures d'abus, la coopération roumaine a besoin d'un guide moral, de « béquilles pour marcher » ainsi que s'exprime Ch. Gide lui-même (« La coopération dans les pays latins »).

Ce guide moral dans l'état actuel des choses, il faut l'avouer ne peut être que l'Etat roumain, car qui mieux que lui, pourrait imposer sa volonté à une telle multitude d'entreprises ?

D'autre part, peut-on laisser à la dérive un mouvement économique comme la coopération qui est si vitale pour la prospérité d'un pays agricole de petites propriétés comme la Roumanie, pour le seul amour d'une doctrine aussi variable

qu'incertaine ? Evidemment la réponse ne fait pas de doute, elle ne peut être que négative.

Et c'est la raison principale pour laquelle la coopération roumaine se trouve de nouveau encadrée par la politique économique et sociale de l'Etat.

Sous cette haute direction morale, l'œuvre positive des coopératives qui, jusqu'à présent a été malgré les vicissitudes du passé, assez importante (ex. la diminution de l'usure, l'augmentation partielle du niveau de vie paysanne, etc.), sera dorénavant continuée dans l'esprit public nouveau, instauré par le régime constitutionnel du Roi Carol II.

En dernière analyse, la tâche finale de la coopération roumaine paraît être celle d'assurer une meilleure rentabilité des exploitations agricoles, tout d'abord par un relèvement du niveau de la production paysanne, et ensuite par une meilleure valorisation des produits agricoles, capable d'obtenir des revenus élevés.

D'ores et déjà, à la lumière des résultats du présent (voir l'œuvre de valorisation de produits agricoles de l'Institut nationale de la coopération), l'avenir des coopératives agricoles, impliquées dans l'engrenage de la politique interventionniste de l'Etat, paraît assuré favorablement.

Mais à propos du succès des coopératives agricoles n'est-il pas curieux de constater, d'un point de vue tout à fait général et doctrinal, quelles grandes différences il y a entre le sort des soi-disantes coopératives agricoles et celui des coopératives de consommation ?

Tandis que les associations agricoles jouissent de toute la sollicitude de la part de l'Etat interventionniste, les coopératives de consommation végètent piteusement dans la même atmosphère (voir l'introduction). N'y a-t-il pas là un phénomène curieux ? Ce phénomène s'expliquerait par le fait qu'en réalité nous nous trouvons en face de deux formes d'association toutes différentes, sous le même terme générique de coopératives (de consommation ou agricoles) : l'une rigide (la coopérative de consommation) liée aux conditions spéciales qui lui ont donné naissance (milieu libéraliste), et l'autre plus souple, plus

flexible aux exigences économiques extérieures mais aussi moins coopérative au sens classique (les associations ou syndicats agricoles).

En somme, les associations ou syndicats agricoles sont-ils vraiment des coopératives ?

La question ainsi posée, nous la croyons élucidée parfaitement ailleurs dans le sens négatif (voir B. Lavergne « L'Ordre coopératif », p. 113), pour que nous y revenions maintenant.

Mais toujours est-il que ce n'est que par cette seule perspective que pourront s'expliquer les paradoxes provenant de différences de régimes entre ces deux sortes de coopératives (de consommation et agricole), au sein de l'économie moderne.

Vu :

Le Président de la Thèse,
LESCURE.

Vu :

Le Doyen,
G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

A. — OUVRAGES GÉNÉRAUX.

- ANGELESCU. — Cooperatia si Socialismul, Buc 1922 (La Coopération et le Socialisme).
- BROCARD. — La coopération et le mouvement coopératif, Paris 1927.
- GIDE (C.). — Le coopératisme, Paris 1929.
— La coopération dans les pays latins, Paris 1927.
— Le programme coopératif et le socialisme religieux, Paris 1924.
— Les associations agricoles, Paris 1925.
- GALAN (A.). — Nasterea cooperatiei moderne, Buc 1927.
- JAMES (E.). — Les formes d'entreprises, Traité d'Economie politique, Sirey, Paris 1931.
- LASSERRE (G.). — Des obstacles au développement du mouvement coopératif, Paris 1927.
- LAVERGNE (B.). — Essor et décadence du capitalisme, 1938.
— L'ordre coopératif, Paris 1926.
— Les coopérations de consommation en France, Paris 1923.
- LARIBE-AUGE. — Syndicats et coopérations agricoles, Paris 1926.
- G. PRACHE. — L'économie et le politique, Inventaire II, Paris 1937.
— Recueil de conférences faites au centre de documentation sociale de l'Ecole Normale supérieure.
— « Les coopérations de consommation et la politique ».
- POISSON (E.). — La République coopérative, Paris 1921.
— La fonction de la coopération dans les divers systèmes économiques, Revue d'études coopératives, 1937, n° 64.
- MLADENATZ (G.). — Des Begriff des Genossenschaft, Chisinau 1926.
— Histoire des Doctrines coopératives, Paris 1933.
— Tratat general de Cooperatie.
- NASTE (A.). — Principes coopératifs et exposés synthétiques de la législation, Paris 1926.

- SCHREIBER (A.). — Die Konzentration in Genossenschaftswesen, Berlin 1924.
- RHEITINGER (A.). — Das wirtschaftliche Gesicht, Europas Stuttgart, 1936.
- TARDY. — Ch. Gide and Agricultural Cooperation, London 1933.
- TOTOMIANZ. — Manuel abrégé de la coopération, Buc. 1937.
- VANDERVELDE. — La Coopération neutre et la coopération socialiste, Paris 1913.
- ZÉLÉTIN (ST.). — Neoliberalismul, Buc. 1927.

B. — OUVRAGES SPÉCIAUX.

- Asociatia Economistilor din Romania. « Din nevoile cooperatiei », Bucurest 1935.
- Aperçu général sur les Coopératives de production et de consommation. Activité de leur centrale, Buc. 1927.
- AXENTE (T.). — La structure et la situation du mouvement coopératif en Roumanie, Bucurest 1929.
- ARGHIR (N.). — Devoltarea Cooperatiei in Romania, Buc. 1930.
- AGRICOLA (D.). — Camata la sate, Buc. 1903.
- COFFEI. — The cooperative movement in Romania and North Italy, New-York 1922.
- COCULESCO. — Les coopératives paysannes en Roumanie, Bucurest 1924.
- CORNATEANO. — Agricultura si Cooperatia in Elvetia, Buc. 1928.
- DRON (C.). — Tovarasiile Taranesti Botosani 1921.
- DUCA (I.-G.). — Les sociétés coopératives en Roumanie, Paris 1902.
— Le mouvement coopératif en Roumanie, 1910.
- DRAGOS (GH.). — Cooperatia in Ardeal, Buc. 1933.
- DAMIAN. — Les Banques populaires en Roumanie, Thèse, Paris 1922.
- DAIA (D.). — Cooperatia si Pescaria, Buc. 1931.
- DUMITRESCU-BUMBESTI. — Cooperatia noastra de ieri si de azi, Buc. 1928.
- JINGA. — Finantarea Intreprinderilor cooperative si politica de credit Dobanzi si dividende, Cluj 1931.
- KAMIL (R.). — La coopération en Roumanie, Thèse, Paris 1930.
- KRUGER (A.-R.). — Das rumanische landwirtschaftliche Genossenschaftswesen, Dresden 1938.

- EGGER (A.). — La coopération et le droit coopératif. Revue internationale du travail. Année nov. 1925.
- ENESCU (F.). — Cooperativile satesti, Sibiu 1912.
- FABRICI (G.). — La cooperazione nell' ordinamento corporativo, Milan 1935.
- FINTESCU. — Legislatia cooperatista, Buc. 1931.
- Historique de la coopération en Roumanie. Situation des coopératives de production et de consommation et leur centrale, Buc. 1924.
- GALAN (N.). — Développement et caractère du mouvement coopératif en Roumanie, Bucarest 1929.
- Cooperatia si Agricultura in Romania, Buc. 1937.
- Patruzeci de ani de experienta cooperativa in Romania, Buc. 1935.
- Nasterea cooperatiei moderne, Bucarest 1927.
- GOBI (ULISSE). — La cooperazione dell economia capitalista all economia corporativa, Milano 1932.
- GHIULEA (N.). — Cooperatia, Cluj 1927.
- Organizarea Statului, Bucarest 1935.
- HARET (S.). — Chestiunea Taraneasca 1905.
- LESEANU. — Le développement des sociétés coopératives de crédit, Thèse Paris 1933.
- MADGEARU (V.). — Structure si Tendintele Bancilor Populare Romania, Bucarest 1914.
- MADGEARU (V.) et MLADENATZ. — Reforma cooperatiei, Bucarest 1925.
- MLADENATZ (G.) si Tr. OLIVA. — Legislatia Cooperatista, Bucarest 1935.
- Genossenschaftsbewegung in Rumanem, Bucarest 1929.
- Cooperatia romana si criza economica.
- Istoria gandirei cooperative in Romania, Paris 1939.
- Asociatiile cooperative de consomatie, Bucarest 1933.
- Cooperatia si Economia Agricolă, Bucarest 1935.
- MOLDAVANU (C.). — Organizarea Agriculturii prin, Coop. Bucarest 1935.
- Pionieri Cooperatiei Romane, Bucarest 1938.
- Statul si Cooperatia, Bucarest 1936.
- Cooperatia si problema comasarii proprietati taranesti, Bucarest 1937.
- MOISESCU (P.-C.). — Concentrarea pentru operatiunile comerciale in coop. romana, Bucarest 1937.

- MOSANDREI (M.). — La coopérative forestière en Roumanie, Paris
Thèse 1926.
- OPRESCU (C.-I.). — Din nevoile cooperatiei romane, Bucarest 1926.
— Cooperatia si Planul economic, Bucarest 1939.
- PAVEL (C.). — Evolutia legislatiei cooperative in Romania, Bucarest
1938.
- PAVELESCU (E.). — Legislatia Cooperatista in Romania, Bucarest
1925.
— Originile Cooperatiei, Bucarest 1931.
- PIENESCU (M.). — La Coopération agricole en Roumanie, Rome 1934.
— S. Haret si inceputul miscari noastre cooperative, Bucarest
1931.
— Regimul fascist. Cooperatia si Agricultura, Buc. 1934.
- POLINET-CHARRON (J.-G.). — Les Coopératives rurales et l'Etat en
Tchécoslovaquie et en Roumanie, Paris 1932.
- RADUCANU (J.). — Prezentul si vitorul cooperatiei sateste in Roma-
nia, Bucarest 1914.
— Fapte si idei in Cooperatia Romana, Bucarest 1916.
— Noua orientare a Cooperatiei Romane, Bucarest 1933.
— In apararea Cooperatiei, Bucarest 1935.
- ROSSETTI. — Acte si legiuri Vol. 6 si 7, Bucarest 1906.
- SEOLESCO (G.). — Coopératives et ententes agricoles pour la vente
du blé, Paris 1931.
- STEFAN (C.-G.). — Asanarea Cooperatiei, Bucarest 1937.
- SFINTESCU (A.). — Sistemul Cooperatif in Cooperatia forestiera,
Bucarest 1934.
- TATOS (G.). — Organizarea Comerciala Centrala in Romania, Buca-
rest 1930.
- TASCA (G.). — Les nouvelles réformes agraires en Roumanie, Paris
1910.
— Probleme economice si financiare, Bucarest 1927.
- THORNSTEIN (Odde). — Finland das land der genossenschaften, Ber-
lin 1932.

C. — RAPPORTS, TRAVAUX, REVUES, JOURNAUX.

- Rapports.* — S.D.N. — Sur « l'Alimentation dans les rapports avec
l'hygiène, l'agriculture et la politique économique ».
— Des Assemblées de l'Institut National de la Coopération, pré-
senté à la Banque Nationale de Roumanie sur divers pro-
blèmes financiers et économiques, Bucarest 1938.

- B.I.T. sur les Organisations coopératives et l'intervention des pouvoirs publics dans le domaine économique, B. I. T., Genève, 1937.

Travaux. — XIV^e Congrès d'Agriculture internationale.

- Congrès coopératif roumain Bucarest 1925.
- Institut international d'Agriculture de Rome, 1931.

Revue, Journaux :

Revue des Etudes Coopératives.

Revue de la Coopération Internationale.

Revue Internationale du Travail.

Les Annales de l'Economie Collective.

Informations Coopératives, Genève.

Curierul Cooperatiei române.

Furnica.

Analele statistice si economice.

Pagini agrare si sociale.

Independenta economica.

Tribuna Cooperatiei ardelenesti.

Informatorul comercial al Cooperatiei.

Universul.

Curentul.

Argus.

D. — LISTE DES LOIS CONSULTÉES RELATIVES A LA COOPÉRATION.

- 1^o 1887. — Le Code commercial, titre VIII, art. 221-235.
- 2^o 29 mars 1903. — Loi des Banques populaires Rurales et de leur Caisse centrale.
- 3^o 2 décembre 1904. — Loi apportant quelques modifications L.B.P., 1903.
- 4^o 9 décembre 1904. — Loi apportant quelques modifications L.B.P., 1903.
- 5^o 19 mars 1905. — Loi apportant quelques modifications L.B.P., 1903.

- 6° 14 avril 1905. — Loi apportant quelques modifications L.B.P., 1903.
- 7° 2 mars 1906. — Loi apportant quelques modifications L.B.P., 1903.
- 8° 7 mars 1906. — Loi apportant quelques modifications L.B.P., 1903.
- 9° 4 juin 1906. — Loi introduisant un article L.B.P., 1903.
- 10° 1^{er} avril 1908. — Loi avec modification à loi B.P.R., 1903.
- 11° 20 décembre 1909. — Loi sur les coopératives des artisans.
- 12° 15 avril 1910. — Loi modifiant et introduisant des articles à L.B.P.R., 1903.
- 13° 16 décembre 1918. — Loi de l'expropriation.
- 14° 3 janvier 1919. — Loi relative à la fondation de la Caisse centrale des Coopératives et de l'Expropriation.
- 15° 10 février 1919. — Loi visant à la création des coopératives urbaines.
- 16° 15 mai 1929. — Loi modifiant L.B.P., 1903.
- 17° 5 septembre 1919. — Loi avec modification à la L.B.P. de 1903.
- 18° 9 septembre 1919. — Loi avec modification et introduction d'un nouvel article à la L.B.P. de 1903.
- 19° 31 mars 1920. — Loi avec modification et introduction d'articles à L.B.P. de 1903.
- 20° 26 septembre 1920. — Loi pour l'extension de la loi des B.P.
- 21° 21 juillet 1921. — Loi relative à la fondation du Ministère de l'Agriculture.
- 22° 23 juillet 1921. — Loi pour l'encouragement des constructions de bâtiment.
- 23° 4 mars 1923. — Loi pour l'unification de la coopération.
- 24° 12 juillet 1928. — Le Code de la coopération.
- 25° 28 mars 1929. — Loi pour l'organisation de la coopération.
- 26° 4 avril 1930. — Loi pour la modification de quelques dispositions de la loi pour l'organisation de la coopération de 1929.
- 27° 27 mars 1935. — Loi modifiant quelques articles de la loi de 1929.
- 28° 6 avril 1935. — Loi pour l'organisation de la coopération après les modifications de 1930, 1933 et 1935 de la loi de 1929.
- 29° 1938. — Décret-loi du 23 juin 1938 modifiant 1935.

TABLE DES MATIÈRES

LA COOPÉRATION EN ROUMANIE

<i>Introduction</i>	7
1 ^{re} section. — Considérations générales sur l'évolution de la notion de coopération	7
2 ^e section. — Le cadre biogéographique du mouvement coopératif roumain	16

PREMIERE PARTIE

L'évolution historique du mouvement coopératif

CHAPITRE I. — <i>Les efforts coopératifs vers la réalisation de l'idéal social paysan : une meilleure répartition de terres. Des origines du mouvement jusqu'à la réforme agraire (1919)</i>	27
1 ^{re} section. — La coopération primitive.....	28
2 ^e section. — La coopération sporadique	29
3 ^e section. — La coopération organisée.....	36
4 ^e section. — La réforme agraire et l'essai de la formation de coopératives d'impropriation....	39
CHAPITRE II. — <i>Manque d'un idéal social et crise coopérative.</i>	
1 ^{re} section. — De l'impropriation des terres (1919) au décret-loi du 23 juin 1938.....	43
2 ^e section. — La crise de la coopération.....	45
3 ^e section. — La coopération roumaine et le milieu coopératif	48

DEUXIEME PARTIE

L'État et la coopération

1 ^{re} section. — Considérations générales.....	57
CHAPITRE I. — <i>Absence d'une loi spéciale, 1887-1903</i>	61
CHAPITRE II. — <i>La tutelle de l'Etat, 1903-1928</i>	64
1 ^{re} section. — Tutelle étroite de l'Etat (1903-1918)....	64
2 ^e section. — Tutelle relâchée de l'Etat (1918-1928)....	70
CHAPITRE III. — <i>Vers l'autonomie du mouvement coopératif.</i>	
1 ^{re} section. — Le Code coopératif de 1928 : Tendances libérales	73
2 ^e section. — Elargissement de l'autonomie coopérative : Loi du 28 mars 1929.....	75
CHAPITRE IV. — <i>Retour en arrière sous la tutelle étatiste</i>	
Décret-loi du 23 juin 1938.....	79

TROISIEME PARTIE

Évolution et résultats économiques des coopératives

CHAPITRE I. — <i>La coopération de crédit</i>	91
1 ^{re} section. — La coopération roumaine de crédit.....	91
2 ^e section. — Les Fédérations de crédit.....	100
3 ^e section. — La coopération de crédit minoritaire....	102
§ I. — La coopération saxonne.....	102
§ II. — La coopération hongroise.....	105
Appendice. — La conversion de dettes.....	109

CHAPITRE II. — <i>La coopérative de consommation</i>	115
1 ^{re} section. — <i>La coopérative roumaine</i>	115
2 ^e section. — <i>La coopérative minoritaire de consommation</i>	121
CHAPITRE III. — <i>Les coopératives de production</i>	125
1 ^{re} section. — <i>Les coopératives forestières</i>	125
2 ^e section. — <i>Les associations d'affermage</i>	129
3 ^e section. — <i>Les coopératives diverses de production</i>	134
CHAPITRE IV. — <i>Les organismes centraux coopératifs</i>	136
CHAPITRE V. — <i>L'œuvre culturelle, sociale et de propagande</i> <i>coopératiste</i>	141

★ ★

CONCLUSION	145
BIBLIOGRAPHIE	149

PARIS
IMPRIMERIE DU PALAIS

20, RUE GEOFFROY-L'ASNIER, 20

(105-40.)

IMPRIMERIE DU PALAIS
20, Rue Geoffroy-l'Aenier
PARIS-4°
